CRM COMPANY GROUP

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 240 000 euros Siège social : 29 Cité d'Antin – 75009 PARIS 440 274 280 R.C.S. PARIS

DOCUMENT DE BASE



En application des articles 212-20 à 212-23 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, l'Autorité des marchés financiers a enregistré le présent document de base le 5 juillet 2006 sous le numéro I 06-116. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Ce document de base a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

L'enregistrement a été effectué après examen après que l'AMF a vérifié si le document est complet et compréhensible et si les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique pas l'authentification par l'AMFdes éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires du présent document de base sont disponibles sans frais auprès de la société CRM COMPANY GROUP au siège social, et sur son site Internet (<u>www.thecrmcompany.com</u>), ainsi que sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (<u>www.amf-france.org</u>).

SOMMAIRE

1	PERSO	ONNES RESPONSABLES	7
	1.1 PE BASE 7	ERSONNES RESPONSABLES DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE DOCUMENT D	ЭE
		ITESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES DES INFORMATIONS CONTENUES DAI IENT DE BASE	
2	CONT	RÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	8
	2.1 IDI	ENTITE DES CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	8
	2.1.1		
	2.1.2		
	2.2 TA	ABLEAU DES HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES PRIS EN CHARGE PAR I	
	SOCIETE		8
	2.3 IN	FORMATIONS SUR LES CONTROLEURS LEGAUX AYANT DEMISSIONNES, AYANT ETF	Е
	ECARTES (OU N'AYANT PAS ETE RENOUVELES	8
3	INFOR	RMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES	9
4	FACTI	EURS DE RISQUE	. 10
	4.1 RI	SQUES LIES A L'ACTIVITE DE CRM COMPANY GROUP	. 10
	4.1.1	Cyclicité de l'activité	
	4.1.2	Environnement concurrentiel	. 10
	4.1.3	Risque lié aux clients de la Société	. 11
	4.1.4	Risques liés aux fournisseurs	
	4.1.5	Risques liés aux évolutions technologiques	
		SQUES LIES A LA STRATEGIE DE LA SOCIETE	
	4.2.1	Risques liés aux évolutions sectorielles	
	4.2.2	Risques liés à une forte croissance	
	4.2.3	Risque lié aux acquisitions récentes	
	4.2.4	Risque lié au départ des personnes clés	
	4.2.5 4.2.6	Risque lié aux biens de propriété intellectuelle	
	4.2.7	Principaux risques couverts par les assurances	
		SQUE FINANCIER	
	4.3.1	Risque de change	
	4.3.2	Risque de liquidité	
	4.3.3	Risque de taux	
	4.3.4	Risque sur actions	
	4.3.5	Risques litiges	. 17
5	INFOF	RMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR	. 18
	5.1 HI	STOIRE ET EVOLUTION DE LA SOCIETE	. 18
	5.1.1	Raison sociale	
	5.1.2	Lieu et numéro d'enregistrement	
	5.1.3	Date de constitution et durée	
	5.1.4	Siège social, forme juridique et législation	
	5.1.5	Événements importants dans le développement des activités de la Société	. 18

5.2.1 Description des principaux investissements réalisés par la trois derniers exercices	19
5.2.2 Description des principaux investissements en cours de la 5.2.3 Description des principaux investissements futurs de la Sc 6 APERÇU DES ACTIVITÉS	
5.2.3 Description des principaux investissements futurs de la Sc 6 APERÇU DES ACTIVITÉS	
6.1 LA SOCIETE 6.1.1 Présentation 6.1.2 Le métier. 6.1.3 L'approche CRM COMPANY GROUP. 6.1.4 Les équipes de CRM COMPANY GROUP. 6.1.5 Les Clients. 6.1.6 Exemples de campagnes « THE CRM COMPANY »	
6.1 LA SOCIETE 6.1.1 Présentation 6.1.2 Le métier 6.1.3 L'approche CRM COMPANY GROUP 6.1.4 Les équipes de CRM COMPANY GROUP 6.1.5 Les Clients 6.1.6 Exemples de campagnes « THE CRM COMPANY » 6.2 LE MARCHE 6.2.1 Les Concurrents 6.2.2 Analyse concurrentielle face aux nouveaux enjeux des Mc 6.2.3 Les Investissements publicitaires 6.2.4 Le marketing On Line 6.2.5 Montant des revenus de CRM COMPANY GROUP par ty 6.2.6 Ventilation des immobilisations ou actifs employés p GROUP par type d'activité 7 ORGANIGRAMME 7.1 PRESENTATION GENERALE DU GROUPE 7.2 PRESENTATION DES SOCIETES DU GROUPE 7.3 RELATIONS ENTRE CRM COMPANY GROUP ET SES FILIALES 8 PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENT 9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSUL 9.1 SITUATION FINANCIERE 9.2 RESULTAT D'EXPLOITATION 10 TRÉSORERIE ET CAPITAUX 10.1 CAPITAUX DE LA SOCIETE A COURT ET MOYEN TERME. 10.2 SOURCE ET MONTANT DES FLUX DE TRESORERIE DE LA SOCIETE 10.3 CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT DE LA 10.4 RESTRICTION A L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUE SE POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIERE DIRECTE OU INDIRECTE OPERATIONS DE LA SOCIETE. 10.4.1 Information sur la part de capital de la Société faisant l'objet de 10.5 SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES NECESSAIRES POUR HOP PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FUTURS ET LES IMMOBILISATIONS CORPC IMPORTANTES PLANIFIES.	
6.1.1 Présentation	20
6.1.2 Le métier	20
6.1.3 L'approche CRM COMPANY GROUP	
6.1.4 Les équipes de CRM COMPANY GROUP	
6.1.5 Les Clients 6.1.6 Exemples de campagnes « THE CRM COMPANY »	
6.1.6 Exemples de campagnes « THE CRM COMPANY »	
6.2 LE MARCHE 6.2.1 Les Concurrents 6.2.2 Analyse concurrentielle face aux nouveaux enjeux des Ma 6.2.3 Les Investissements publicitaires 6.2.4 Le marketing On Line	
6.2.1 Les Concurrents	
6.2.2 Analyse concurrentielle face aux nouveaux enjeux des Machines 6.2.3 Les Investissements publicitaires 6.2.4 Le marketing On Line 6.2.5 Montant des revenus de CRM COMPANY GROUP par ty 6.2.6 Ventilation des immobilisations ou actifs employés p GROUP par type d'activité 7 ORGANIGRAMME 7.1 PRESENTATION GENERALE DU GROUPE 7.2 PRESENTATION DES SOCIETES DU GROUPE 7.3 RELATIONS ENTRE CRM COMPANY GROUP ET SES FILIALES 8 PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENT 9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSUL 9.1 SITUATION FINANCIÈRE 9.2 RESULTAT D'EXPLOITATION 10.1 CAPITAUX DE LA SOCIETE A COURT ET MOYEN TERME 10.2 SOURCE ET MONTANT DES FLUX DE TRESORERIE DE LA SOCIETE 10.3 CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT DE LA 10.4 RESTRICTION A L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUE SE POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIERE DIRECTE OU INDIRECTE 0PERATIONS DE LA SOCIETE 10.4.1 Information sur la part de capital de la Société faisant l'objet de 10.5 SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES NECESSAIRES POUR HOY PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FUTURS ET LES IMMOBILISATIONS CORPCIMPORTANTES PLANIFIEES 11 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LIC	
6.2.3 Les Investissements publicitaires 6.2.4 Le marketing On Line	
6.2.4 Le marketing On Line	
6.2.5 Montant des revenus de CRM COMPANY GROUP par ty 6.2.6 Ventilation des immobilisations ou actifs employés p GROUP par type d'activité	
6.2.6 Ventilation des immobilisations ou actifs employés p GROUP par type d'activité	
7.1 PRESENTATION GENERALE DU GROUPE	• 1
7.1 PRESENTATION GENERALE DU GROUPE	
7.1 PRESENTATION GENERALE DU GROUPE	43
7.2 PRESENTATION DES SOCIETES DU GROUPE 7.3 RELATIONS ENTRE CRM COMPANY GROUP ET SES FILIALES 8 PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENT 9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSUL 9.1 SITUATION FINANCIERE 9.2 RESULTAT D'EXPLOITATION 10 TRÉSORERIE ET CAPITAUX 10.1 CAPITAUX DE LA SOCIETE A COURT ET MOYEN TERME 10.2 SOURCE ET MONTANT DES FLUX DE TRESORERIE DE LA SOCIETE 10.3 CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT DE LA 10.4 RESTRICTION A L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUE SEI POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIERE DIRECTE OU INDIRECTE OPERATIONS DE LA SOCIETE 10.4.1 Information sur la part de capital de la Société faisant l'objet de 10.5 SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES NECESSAIRES POUR HON PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FUTURS ET LES IMMOBILISATIONS CORPCIMPORTANTES PLANIFIEES 11 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LIC	
7.3 RELATIONS ENTRE CRM COMPANY GROUP ET SES FILIALES 8 PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENT 9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSUL 9.1 SITUATION FINANCIÈRE	
9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSUL 9.1 SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSUL 9.2 RESULTAT D'EXPLOITATION 10 TRÉSORERIE ET CAPITAUX 10.1 CAPITAUX DE LA SOCIETE A COURT ET MOYEN TERME	
9.1 SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSUL 9.1 SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSUL 9.2 RESULTAT D'EXPLOITATION 10 TRÉSORERIE ET CAPITAUX 10.1 CAPITAUX DE LA SOCIETE A COURT ET MOYEN TERME	
9.1 SITUATION FINANCIERE 9.2 RESULTAT D'EXPLOITATION 10 TRÉSORERIE ET CAPITAUX 10.1 CAPITAUX DE LA SOCIETE A COURT ET MOYEN TERME 10.2 SOURCE ET MONTANT DES FLUX DE TRESORERIE DE LA SOCIETE 10.3 CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT DE LA 10.4 RESTRICTION A L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUE SEP POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIERE DIRECTE OU INDIRECTE OPERATIONS DE LA SOCIETE 10.4.1 Information sur la part de capital de la Société faisant l'objet de 10.5 SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES NECESSAIRES POUR HON PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FUTURS ET LES IMMOBILISATIONS CORPO IMPORTANTES PLANIFIEES 11 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LIC	// 1 D TU
 9.2 RESULTAT D'EXPLOITATION 10 TRÉSORERIE ET CAPITAUX 10.1 CAPITAUX DE LA SOCIETE A COURT ET MOYEN TERME 10.2 SOURCE ET MONTANT DES FLUX DE TRESORERIE DE LA SOCIETE 10.3 CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT DE LA 10.4 RESTRICTION A L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUE SET POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIERE DIRECTE OU INDIRECTE OPERATIONS DE LA SOCIETE 10.4.1 Information sur la part de capital de la Société faisant l'o 53 10.4.2 Informations sur les actifs de la Société faisant l'objet de 10.5 SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES NECESSAIRES POUR HON PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FUTURS ET LES IMMOBILISATIONS CORPO IMPORTANTES PLANIFIEES 11 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LIC 	ULTAT47
 9.2 RESULTAT D'EXPLOITATION 10 TRÉSORERIE ET CAPITAUX 10.1 CAPITAUX DE LA SOCIETE A COURT ET MOYEN TERME 10.2 SOURCE ET MONTANT DES FLUX DE TRESORERIE DE LA SOCIETE 10.3 CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT DE LA 10.4 RESTRICTION A L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUE SET POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIERE DIRECTE OU INDIRECTE OPERATIONS DE LA SOCIETE 10.4.1 Information sur la part de capital de la Société faisant l'o 53 10.4.2 Informations sur les actifs de la Société faisant l'objet de 10.5 SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES NECESSAIRES POUR HON PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FUTURS ET LES IMMOBILISATIONS CORPO IMPORTANTES PLANIFIEES 11 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LIC 	47
10.1 CAPITAUX DE LA SOCIETE A COURT ET MOYEN TERME	
10.1 CAPITAUX DE LA SOCIETE A COURT ET MOYEN TERME	51
10.2 SOURCE ET MONTANT DES FLUX DE TRESORERIE DE LA SOCIETE. 10.3 CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT DE LA 10.4 RESTRICTION A L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUE SEI POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIERE DIRECTE OU INDIRECTE OPERATIONS DE LA SOCIETE	
10.3 CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT DE LA 10.4 RESTRICTION A L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUE SE POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIERE DIRECTE OU INDIRECTE OPERATIONS DE LA SOCIETE	
10.4 RESTRICTION A L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUE SER POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIERE DIRECTE OU INDIRECTE OPERATIONS DE LA SOCIETE	
POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIERE DIRECTE OU INDIRECTE OPERATIONS DE LA SOCIETE	
OPERATIONS DE LA SOCIETE	
 10.4.1 Information sur la part de capital de la Société faisant l'o 53 10.4.2 Informations sur les actifs de la Société faisant l'objet de 10.5 SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES NECESSAIRES POUR HOMPRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FUTURS ET LES IMMOBILISATIONS CORPOMPORTANTES PLANIFIEES 11 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LIC 	
10.5 SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES NECESSAIRES POUR HON PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FUTURS ET LES IMMOBILISATIONS CORPCIMPORTANTES PLANIFIEES	
PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FUTURS ET LES IMMOBILISATIONS CORPO- IMPORTANTES PLANIFIEES	de nantissements 53
11 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LIC	
11 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LIC	
	54
11.1 Declied the et devel oppement	LICENCES 55
11.1 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	55
11.2 Brevets et licences	

11.3	MA	ARQUES ET LICENCES	55
11.4	No	MS DE DOMAINE	56
12	INFO	DRMATION SUR LES TENDANCES	57
12.1	Ppi	INCIPALES TENDANCES AYANT AFFECTE LA PRODUCTION, LES VENTES ET LES	
		ES COUTS ET LES PRIX DE VENTE ENTRE LE 31 DECEMBRE 2005 ET LA DATE	
		TREMENT DU PRESENT DOCUMENT DE BASE	57
12.2		ISTENCE DE TOUTE TENDANCE CONNUE, INCERTITUDE OU DEMANDE OU TOUT	5 1
ENG		ENT OU EVENEMENT RAISONNABLEMENT SUSCEPTIBLE D'INFLUER SENSIBLEMENT	
		RSPECTIVES DE LA SOCIETE	
13	PRÉ	VISION OU ESTIMATION DU BÉNÉFICE	59
14	OPC	ANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANC	TE
	RECT	TION GÉNÉRALE	61
14.1		RECTOIRE	
	4.1.1	Composition du Directoire au 31 décembre 2005	
	4.1.2	\mathcal{G}	
	4.1.3	Liste des mandats et fonctions exercés par les membres du Directoire de	
		ociétés au cours des 5 dernières années	
	4.2.1	NSEIL DE SURVEILLANCE	
	4.2.1	•	
	4.2.3		
		ance dans toutes sociétés au cours des 5 dernières années	
14.3		NFLITS D'INTERETS AU NIVEAU DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET	07
		RES DU DIRECTOIRE	64
15	REM	UNÉRATION ET AVANTAGES	66
15.1		MUNERATION BRUTE GLOBALE DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET	
DIRE		E	66
15.2		TIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES ET EXERCEES PAR	
		RES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET LES MEMBRES DU DIRECTOIRE	66
15.3		MMES PROVISIONNEES PAR LA SOCIETE AUX FINS DE VERSEMENT DE PENSIONS,	
RETI	RAITES	ET AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES ADMINISTRATEURS OU DIRIGEANTS	66
16	FON	CTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE	
DIRE	CTIO	N	67
16 1	For	NCTIONNEMENT DU DIRECTOIRE	67
10.1	6.1.1	Nomination - Durée du mandat des membres du Directoire	
	6.1.2	Président du Directoire	
	6.1.3	Attributions du Directoire	
	6.1.4	Réunions du Directoire	
	6.1.5	Règlement intérieur du Directoire	
		NCTIONNEMENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	
	6.2.1	Nomination - Durée du mandat des membres du Conseil de surveillance	
	6.2.2	Président du Conseil de surveillance	
10	6.2.3	Attributions du Conseil de surveillance	68
10	6.2.4	Réunions du Conseil de surveillance	69
10	6.2.5	Règlement intérieur du Conseil de surveillance	69

16.3	Co	NTRATS DE SERVICE LIANT LES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET LES	5
MEM	IBRES I	DU DIRECTOIRE A LA SOCIETE OU A L'UNE DE SES FILIALES ET PREVOYANT	
L'OC	TROI D	'AVANTAGES AU TERME D'UN TEL CONTRAT	. 69
16.4		MITES	
16.5		CLARATION RELATIVE AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	
16.6		PPORTS SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTROLE INTERNE	
pr pr 16 de	rocédu 6.6.2 e l'arti	Rapport du président du Conseil de surveillance sur les conditions tion et d'organisation des travaux du Conseil de surveillance et sur res de contrôle interne mises en place par la Société	les . 70 néa l de
		ation et au traitement de l'information comptable et financière	
17	SALA	ARIÉS	. 75
17.1	No	MBRE DE SALARIES	75
17.2		RTICIPATIONS ET STOCKS OPTIONS	
17.3		RTICIPATION DES SALARIES DANS LE CAPITAL DE LA SOCIETE	
	7.3.1	Contrats d'intéressement et de participation	
	7.3.2	Options consenties aux salariés	
		-	
18	PRIN	CIPAUX ACTIONNAIRES	. 76
18.1	AC	TIONNARIAT DE LA SOCIETE AU 30 AVRIL 2006	. 76
18.2	AC	TIONNAIRES SIGNIFICATIFS NON REPRESENTES AU CONSEIL DE SURVEILLANCE	. 76
18.3	Dr	OITS DE VOTE DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	. 76
18.4	Co	NTROLE DE LA SOCIETE	. 76
19	OPÉI	RATIONS AVEC DES APPARENTÉS	77
17	OIL		• / /
20	INFO	DRMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA	
SITUA		N FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ	. 78
20 1	Co	MPTES CONSOLIDES	78
-0.1	0.1.1	Comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2005	
	0.1.2	Etats financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2004	
	0.1.3	Etats financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2003	
20.2		MPTES CONSOLIDES PRO FORMA AU 31 DECEMBRE 2005	
	0.2.1	Comptes consolidés pro forma au 31 décembre 2005	
	0.2.2	Note explicative sur les comptes consolidés pro forma au 31 décembre 2011	
20	0.2.3	Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes consolidés pro forma	ı au
31	l décei	nbre 2005	103
20.3	Co	MPTES SOCIAUX	104
20	0.3.1	Comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2005	104
20	0.3.2	Comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2004	119
20	0.3.3	Comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2003	
20.4	RA	PPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE POUR L'EXERCICE 2005	
20.5	RA	PPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	151
20	0.5.1	Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés 2005	151
	0.5.2 003)	Rapports du commissaire aux comptes sur les comptes sociaux (2005, 200-152	4 et

		Rapport d'audit particulier du commissaire aux comptes sur les tableau	
	U	résorerie sociaux 2003 et 2004	
_	20.5.4	Tr	
2		JITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES	
	L'article que :	24 des statuts de la Société intitulé « Mise en paiement des dividendes » pr 159	'évoit
2		OCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE	159
2	0.8 CHA	ANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE DU	
(160
21	INFO	RMATIONS COMPLÉMENTAIRES	. 161
2	1.1 CAF	PITAL SOCIAL	161
_	21.1.1	Montant du Capital social	
	21.1.2	Capital autorisé non émis	
	21.1.3	Capital potentiel	
	21.1.4	Titres non représentatifs du capital	
	21.1.5	Titres propres détenus par la Société ou par les sociétés du Groupe	
	21.1.6	Autres titres donnant accès au capital	
	21.1.7	Droits d'acquisition et/ou obligations attachés au capital émis mais non l	
		ement d'augmentation du capital	
	21.1.8	Informations relatives au capital des sociétés du Groupe faisant l'objet d	
		u d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous o	
	opiion oi	u a un accora conditionnet ou inconditionnet prevoyant de le placer sous o 165	puon
	21.1.9		0 0 4 1740
		Tableau d'évolution du capital de la Société au 31 décembre 2005 au desprières appées	
		dernières années	
2	21.1.10	Evolution de l'actionnariat	
2		TE CONSTITUTIF ET STATUTS	
	21.2.1	Objet social (article 3 des statuts)	
	21.2.2	Exercice social (article 21 des statuts)	
	21.2.3	Siège social (article 2 des statuts)	
	21.2.4	Dispositions des statuts, d'une charte ou d'un règlement de la So	
		ant les membres du Conseil de surveillance	
	21.2.5	Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions	
	21.2.6	Modification des droits des actionnaires	
	21.2.7	Assemblées générales (article 20 des statuts)	
	21.2.8	Dispositions des statuts, d'une charte ou d'un règlement de la Société	
	pourraie	nt avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement d	e son
	contrôle	169	
	21.2.9	Franchissements de seuils (article 9.5 des statuts)	. 169
	21.2.10	Modification du capital et des droits de vote attachés aux actions	. 170
22	CONT	FRATS IMPORTANTS	. 171
23	INFO	RMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPER	тс
		RATIONS D'INTÉRÊTS	
24	DOCU	UMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	173
25	INFO	RMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	. 174

1 PERSONNES RESPONSABLES

1.1 Personnes responsables des informations contenues dans le document de base

Monsieur Bertrand FREY, Président du Directoire de CRM COMPANY GROUP (ci-après « CRM COMPANY GROUP » ou la « Société »).

1.2 ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE DOCUMENT DE BASE

« J'atteste après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de base sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document de base ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de base.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2005 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant au paragraphe 20.5.1 du présent document de base, qui contient des observations. »

Fait à PARIS, le 5 juillet 2006

Bertrand FREY Président du Directoire

2 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

2.1 IDENTITE DES CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

2.1.1 Commissaire aux comptes titulaire

Mathieu BIDEGARAY NAVARRON, domicilié 39 rue de Wattignies, 75012 Paris

Date de début du premier mandat : 23 novembre 2001

Durée du mandat en cours : six exercices à compter du 23 novembre 2001

Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur

les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007

Monsieur Mathieu BIDEGARAY NAVARRON est associé de la société de commissaires aux comptes MAZARS & GUERARD FRANCE.

2.1.2 Commissaire aux comptes suppléant

Cyrille BROUARD, domicilié 39 Rue de Wattignies – 75012 Paris

Date de début du premier mandat : 23 novembre 2001

Durée du mandat en cours : six exercices à compter du 23 novembre 2001

Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur

les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007

2.2 TABLEAU DES HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES PRIS EN CHARGE PAR LA SOCIETE

Pour les exercices clos le 31 décembre 2004 et 31 décembre 2005, le montant total des honoraires pris en charge par la Société se décompose comme suit :

	Mathieu BIDEGARAY NAVARRON			
		2005		2004
	€	%	€	%
Audit				
* Commissariat aux comptes	20 550	76,20 %	18 400	82,80 %
* Missions accessoires	3 350	12,40 %	3 800	17,20 %
Sous-total	23 900	88,60 %	22 200	100,00 %
Autres prestations le cas échéant				
* Juridique, fiscal, social	3 100	11,40 %	-	-
* Technologies de l'information	-	-	-	-
* Audit interne	-	-	-	-
* Autres (à indiquer si sup. 10% aux				
honoraires d'audit)	_	-	_	-
Sous total	3 100	11,40 %	-	-
TOTAL	27 000	100,00 %	22 200	100,00 %

2.3 Informations sur les controleurs legaux ayant demissionnes, ayant ete ecartes ou n'ayant pas ete renouveles

Néant

3 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Le tableau ci-dessous présente quelques éléments extraits des comptes consolidés du Groupe pour les exercices clos les 31 décembre 2005, 2004 et 2003.

3.1 Etats financiers

Sélection de données financières (Source : Comptes consolidés 2005 audités de la Société et états financiers pro forma audités 2004 et 2003)

En€	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
Chiffre d'affaires	4.588.258	4.837.985	5.272.901
Marge brute (en euros)	3.157.639	2.426.215	2.561.575
Marge brute (%)	68,82	50,2	48,58
Résultat d'exploitation	653.153	54.056	740 251
Résultat courant	615.413	42.510	718.706
Résultat net	399.844	11.194	463.414
Actif immobilisé net	161.451	251.573	207.450
Capitaux propres	643.646	243.801	662.608
Endettement financier (court terme) (1)	115.546	-	-
Trésorerie nette	268.492	185.825	229.946
Total de bilan	3.113.846	2.192.304	3.623.534

⁽¹⁾ Ce montant correspond à un découvert bancaire.

3.2 Projet d'admission des titres de la Société à la cote du marché Alternext d'Euronext Paris SA

CRM COMPANY GROUP inscrit son introduction en bourse dans une logique de financement de la croissance. La Société va continuer à placer la croissance interne au cœur de sa stratégie. Toutefois, intervenant dans un secteur en forte consolidation, elle souhaite pouvoir saisir des opportunités de croissance externe qui présenteraient une complémentarité, géographique ou sectorielle importante avec son activité et des synergies significatives, et n'exclut donc pas de procéder à des acquisitions dans les mois à venir.

4 FACTEURS DE RISQUE

4.1 RISQUES LIES A L'ACTIVITE DE CRM COMPANY GROUP

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent document de base, y compris les risques décrits dans le présent chapitre, avant de se décider à acquérir ou à souscrire des actions de la Société. Les risques présentés dans le présent chapitre sont ceux que la société considère, à la date du présent document de base, comme étant susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement. La Société ne peut exclure, toutefois, que d'autres risques puissent se matérialiser à l'avenir et avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

4.1.1 Cyclicité de l'activité

L'activité de CRM COMPANY GROUP est directement liée à l'activité traditionnellement cyclique du secteur de la publicité.

Positionnée sur le marketing de la performance et s'engageant sur le résultat de ses campagnes, CRM COMPANY GROUP voit sa position renforcée dans des périodes de baisse des investissements publicitaires. En outre, le mode de rémunération contractuelle annuelle assure un niveau de revenus garantis pendant les cycles bas.

4.1.2 Environnement concurrentiel

Le terme « Agences conseil en communication » recouvre en fait de nombreuses spécialités. Les agences généralistes interviennent dans plusieurs sinon toutes les disciplines de la communication : publicité classique, marketing direct, promotion des ventes, publicité interactive, événementiel design, relations publiques, communication « corporate » et financière... CRM COMPANY GROUP est une agence conseils en Marketing Services qui propose aux annonceurs des campagnes de *communication multi canal (on et off line)*. Le développement du secteur lié à la croissance de l'Internet reste récent et en pleine évolution. CRM COMPANY GROUP dispose de plusieurs atouts, de part ses équipes, son savoir-faire ainsi que sa technologie pour se développer dans ce secteur.

- Les groupes publicitaires: ils possèdent le panel de compétences nécessaires pour offrir aux clients une véritable approche multi canal en terme de conseil et de création. Mais ils sont généralement dépourvus de compétences technologiques pour gérer les bases de données ou les plateformes de tracking.
- Les Agences Médias: elles sont équipées en outils de tracking et expertes sur le choix des investissements media, mais elles ne maîtrisent pas les autres canaux de marketing direct. Il leur est souvent interdit de développer conseil et création.
- Les Agences de Marketing interactif: elles sont spécialisées sur Internet mais souffrent d'une problématique d'intégration des métiers permettant d'offrir aux annonceurs des recommandations « on et off line ».
- Les Agences de Marketing relationnel: elles sont mieux placées pour profiter de ce renouvellement du marché publicitaire dans la mesure où les attentes des annonceurs se rapprochent de leurs offres originelles (lead génération, marketing direct, tracking, efficacité). Ces agences appartiennent souvent à des groupes publicitaires et même indépendantes, ces agences sont souvent restées en marge de la révolution Internet

La société ne peut exclure que de nouveaux acteurs ou des acteurs existants qui se seraient repositionnés de façon pertinente sur ce marché prennent des parts de marché et viennent ainsi limiter la croissance de CRM COMPANYGROUP.

4.1.3 Risque lié aux clients de la Société

CRM COMPANY GROUP travaille principalement avec des grands comptes. La diversité et la qualité de ses clients ainsi que la récurrence des contrats signés avec eux, réduisent le risque de crise en cas de perte d'un client important.

CRM COMPANY GROUP a également développé un système de rémunération identique à ceux des grands groupes de publicité avec une partie d'honoraires de conseils fixes et payables à l'année et une partie au long de l'année en fonction des campagnes mises en place (Frais techniques). Ainsi CRM COMPANY GROUP a aux environs de 20% de son chiffre d'affaires en honoraires fixes en 2005.

CRM COMPANY GROUP réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires avec des clients grands comptes, voire très grands comptes (plusieurs clients de la société CRM COMPANY GROUP sont des sociétés cotéés en bourse sur un marché réglementé). La Société n'a jamais été confrontée à des problèmes de solvabilité ou d'impayés à ce jour.

Le gain de plusieurs campagnes de marketing sur le second semestre de l'exercice induit un poste clients important en fin d'année sans que cela représente un risque particulier pour la Société. A fin décembre 2005, le poste client représentait environ 4 mois de chiffre d'affaires. Un effort particulier est mis sur le traitement du poste clients aux périodes charnières. CRM COMPANY GROUP a d'ailleurs signé un contrat de gestion du poste clients avec la Société Elysées Factor lui permettant le cas échéant de faire face au risque client.

A ce jour, CRM COMPANY GROUP n'utilise pas les facilités de financement de ce contrat.

Poids des 10 premiers clients

	2002	2003	2004	2005	
1er client	47,7%	22,9%	27,3%	24,1%	
5 premiers clients	100,0%	79,7%	87,6%	68,9%	
10 premiers clients	-	100,0%	100,0%	94,1%	

Ce tableau confirme le fait que CRM COMPANY GROUP est en train de conquérir de nouveaux clients et limite ainsi le risque lié au non-renouvellement d'un contrat avec un grand compte. Ainsi, le poids du premier client qui représentait 27,3% de la marge brute en 2004 n'a plus représenté que 24,1% de la marge brute en 2005. La même constatation est à faire concernant les 5 premiers clients qui passent de 87,6% en 2004 à 68,9% en 2005 en terme de poids sur la marge brute totale de CRM COMPANY GROUP.

4.1.4 Risques liés aux fournisseurs

Il n'existe aucune dépendance significative de la société CRM COMPANY GROUP auprès de ses fournisseurs

4.1.5 Risques liés aux évolutions technologiques

CRM COMPANY GROUP a développé un « pôle technique », dirigé par M. Nicolas Lehuen, qui met en place les infrastructures et gère l'exploitation des données : datamining, planning données, gestion de BDD, développement Web, géomarketing.

La plateforme technique développée par CRM COMPANY GROUP permet de piloter en temps réel les campagnes de communication. Les équipes de CRM COMPANY GROUP peuvent mesurer l'efficacité de la campagne en fonction des supports et ainsi modifier de façon quasi instantanée les affectations budgétaires en fonction du ROI. Les équipes de CRM COMPANY GROUP peuvent donc dans une campagne de communication globale modifier le choix des supports et offrir aux annonceurs la meilleure performance possible. CRM COMPANY GROUP n'est pas dépendante d'une technologie spécifique puisque cette plateforme intègre plusieurs logiciels ou technologies différents.

La Société et les dirigeants du « pôle technique » maintiennent un effort très important de veille technologique, technique, et de formation afin de faire évoluer ses outils et ainsi garder son avance sur le pilotage des campagnes en temps réel.

La Société a entamé au cours du 2^{ème} trimestre 2006 une évolution de sa plateforme afin de pouvoir piloter les campagnes de communication *off line* et *on line*. La société teste systématiquement les évolutions de l'architecture de sa plateforme et les nouvelles applications avant de la mettre en service. CRM COMPANY GROUP ne peut exclure qu'un dysfonctionnement non prévu vienne apparaître et engendre des difficultés pour traiter les retours des campagnes de communication.

CRM COMPANY GROUP met en œuvre tous les moyens adaptés afin d'assurer la sécurité des informations recueillis auprès des clients et l'intégrité de ses systèmes informatiques. CRM COMPANY GROUP a ainsi conclu un contrat avec la société BCS Technologies, société spécialisée dans l'externalisation et l'hébergement des serveurs de production. BCS Technologies fournit :

- Un hébergement en salle machine sécurisé
- Une connectivité internet sécurisée BGP 4
- Gestion de l'hébergement
- Assistance technique
- Fourniture de statistique technique
- Supervision du serveur

4.2 RISQUES LIES A LA STRATEGIE DE LA SOCIETE

4.2.1 Risques liés aux évolutions sectorielles

CRM COMPANY GROUP a relevé le défi stratégique de mettre en œuvre de véritables stratégies marketing multi canal, à savoir interagir avec le consommateur avec la bonne offre, au bon moment, par le bon canal.

La mise en œuvre d'une telle stratégie nécessite notamment de développer des bases de données, d'analyser les comportements des consommateurs, d'élaborer des stratégies de marques en utilisant toute la panoplie de médias et de canaux existants pour fidéliser et/ou transformer le consommateur en client. Ainsi même si la Société connaît une croissance soutenue depuis sa création, elle évolue sur un marché mature celui du marketing profitant des gisements de croissance des activités Internet autour de la publicité et du marketing services.

Ainsi les sources de revenus de CRM COMPANY GROUP sont de même nature que ceux des grands groupes publicitaires (Honoraires de conseil, frais techniques) avec en plus la particularité de pouvoir générer une source de revenu complémentaire via la performance des campagnes menées pour ses annonceurs.

Le marché de la publicité sur Internet est récent et il est encore difficile de savoir si l'efficacité constatée actuellement restera pérenne par rapport aux médias traditionnels. CRM COMPANY GROUP adresse l'ensemble des médias ce qui diminue le risque associé au développement des activités marketing purement Internet.

4.2.2 Risques liés à une forte croissance

CRM COMPANY GROUP a mis en place une organisation et des process de travail (interne et vis à vis des clients) lui permettant de gérer efficacement le développement de la Société et d'absorber une croissance rapide. Elle est structurée depuis sa création autour d'un management senior réuni dans un comité de direction Les risques liés à l'augmentation du volume d'affaires sont ainsi limités.

4.2.3 Risque lié aux acquisitions récentes

CRM COMPANY GROUP a finaliseé au début du mois de juin 2006 les modalités d'acquisition de 100% de la SARL Coccinelles, agence d'une dizaine de personnes spécialisée dans le marketing opérationnel pour compléter son offre et ainsi couvrir l'ensemble des métiers du Marketing Services.

Le prix d'acquisition négocié est composé d'une partie fixe indexée sur la situation nette de la société Coccinelles au 31 mars 2006 et d'une partie variable indexée sur la rentabilité des 2 prochains exercices.

La partie fixe du prix a été définitivement arrêtée à 678 380 € payable à concurrence de 1/3 à la signature des accords définitifs le 23 juin 2006, 1/3 le 31 mai 2007 et 1/3 le 31 mai 2008.

CRM COMPANY GROUP s'est engagée envers les cédants à leur verser un complément de prix correspondant, dans la limite d'un plafond de 1 200 000 euros, à 35% de la marge brute de COCCINELLES SARL à la clôture de l'exercice 2008 (qui interviendra soit le 31 mars 2009, soit le 31 décembre 2008 en cas de modification des dates d'ouverture et de clôture des exercices sociaux) à condition toutefois que la rentabilité moyenne de COCCINELLES SARL, définie par le ratio Résultat Courant Avant Impôt / Marge brute (RCAI/Marge Brute) sur la période 2006-2008, soit au moins égale à 20%.

Si la rentabilité moyenne de COCCINELLES SARL n'atteignait pas 20%, le complément de prix serait minoré en appliquant un coefficient de réduction correspondant à la différence, exprimée en pourcentage, entre 20% et le taux de rentabilité moyenne effectivement atteint.

Dans l'hypothèse où il serait mis fin aux fonctions de l'un et/ou l'autre des cédants par CRM COMPANY GROUP dans le cadre d'un licenciement pour cause autre que faute grave ou lourde judiciairement constatée, le complément de prix sera réglé de manière anticipée à la date de cessation effective des fonctions. Il sera alors, dans ce cas, exclusivement déterminé sur la base de 35% de la marge brute de la société COCCINELLES calculée prorata temporis à cette date, sous réserve d'une rentabilité minimum de la société COCCINELLES de 20% sur la période.

Avec le système d'ajustement de prix ainsi mis en place, le risque de perte de valeur de Coccinelles est ainsi maîtrisé. D'autre part, Coccinelles restera animée par ses 2 associées fondatrices après l'aquisition, limitant encore le risque de départ des clients.

Bien que la Société battisse son développement autour d'une croissance organique et l'acquisition de nouveaux budgets, CRM COMPANY GROUP n'exclut pas de procéder dans le cadre de son développement futur à d'autres acquisitions stratégiques.

4.2.4 Risque lié au départ des personnes clés

La croissance soutenue de CRM COMPANY GROUP sur son marché est en grande partie due à la qualité et l'implication de ses dirigeants et collaborateurs depuis la création..

Même si CRM COMPANY GROUP venait à perdre les services de certains de ses collaborateurs, la direction estime que les travaux réalisés ou tâches effectuées pourraient être réalisés par d'autres collaborateurs sur le marché.

L'ensemble des dirigeants et directeurs de service sont quant à eux tous intéressés au capital depuis leur embauche, preuve de leur profonde implication à la Société.

4.2.5 Risque lié aux biens de propriété intellectuelle

CRM COMPANY GROUP								
Marques françaises								
Marque	Pays	Statuts	Date de dépôt	N°dépôt	Date d'enregist.	N°Enreg	Classes	Echéance
The CRM Company (1)	FRA	ENR	30/10/01	013128646	30/10/01	013128646	9, 16, 35, 38 et 41.	30/10/11
CRM & Company	FRA	ENR	15/11/01	013131322	15/11/01	013131322	9, 16, 35, 38, 41 et 42.	15/11/11
THE CRM COMPANY REAL-TIME MARKETING	FRA	ENR	15/11/01	013131318	15/11/01	013131318	9, 16, 35, 38, 41 et 42.	15/11/11
THE CRM COMPANY	FRA	ENR	15/11/01	013131317	15/11/01	013131317	9, 16, 35, 38, 41 et 42.	15/11/11
PROMO MOBILE	FRA	ENR	17/05/02	023164780	17/05/02	023164780	35 et 38.	17/05/12
COUPON MOBILE	FRA	ENR	17/05/02	023164778	17/05/02	023164778	35 et 38.	17/05/12
PUB MOBILE	FRA	ENR	17/05/02	023164781	17/05/02	023164781	35 et 38.	17/05/12
GENVALUE (2)	FRA	ENR	15/07/04	043303361	15/07/04	043303361	9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42.	15/07/14
CRM COMPANY GROUP	FRA	déposée	11/05/06	063428228	Non applicable	Non applicable	9, 16, 35, 38, 41 et 42.	11/05/16 (3)

⁽¹⁾ initialement déposée au nom de Bertrand FREY et cédée à la Société le 10 mai 2006 pour 1€..

4.2.6 Principaux risques couverts par les assurances

Les principales polices d'assurance souscrites par CRM COMPANY GROUP sont les suivantes :

⁽²⁾ initialement déposée au nom de Bertrand FREY et de Pascal JOSSELIN puis cédée à la Société le 10 mai 2006 pour 1€.

⁽³⁾ sous condition suspensive d'enregistrement de la marque.

Type de contrat	Principaux risques	Franchises (en euro)	Couvertures (en euro)
Contrat Responsabilité Civile Exploitation (1)	Dommages corporels, matériels et immatériels dont:		6 100 000
	- Dommages corporels		765 000
	- Dommages matériels et immatériels consécutifs	De 155 à 1550	800 000
	- RC vol par préposés	De 155 à 1550	32 000
	- Dommages immatériels non consécutifs	De 155 à 1550	80 000
	- Dommages aux biens des préposés et des visiteurs	De 155 à 1550	16 000
	- Pollution accidentelle hors installations classés.	De 155 à 1550	310 000
Contrat Responsabilité	Tous préjudices confondus dont :		160 000 (2)
Civile Professionnelle	Dommages aux documents confiésReprise du passé		32 000 (1) Néant
Défense – Recours (1)	- Défense devant les juridictions		Frais à la charge de
	civiles, commerciales ou administratives		l'assureur
	- Recours		16 000 (1)

⁽¹⁾ Par sinistre

CRM COMPANY GROUP estime que les polices d'assurance décrites ci dessus couvrent de manière raisonnable l'ensemble des risques majeurs inhérents à son activité et que sa politique d'assurance est en adéquation avec les pratiques retenues dans son secteur d'activité.

Les primes payées par la Société et sa filiale THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 sont les suivantes :

	Périodes	Montants comptabilisés
Contrat AVIVA Multirisque commerciale	Du 08/11/2004 au 07/11/2005	2 653 €
Contrat AVIVA Multirisque commerciale	Du 08/11/2005 au 07/11/2006	2 917 €
Contrat AVIVA Multirisque commerciale	Du 05/05/2004 au 04/05/2005	2 008 €
Contrat AVIVA Multirisque commerciale	Du 05/05/2005 au 04/05/2006	2 172 €

4.2.7 Risques liés au traitement des données à caractère personnel

CRM COMPANY GROUP met en œuvre tous les moyens adaptés afin d'assurer la sécurité des informations recueillies auprès des clients et l'intégrité de ses systèmes informatiques. Cependant, elle n'est pas dans la capacité de garantir une protection absolue contre les virus, les intrusions malveillantes...

La confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel des clients potentiels présents dans la base de données peuvent être menacées par une intrusion des systèmes. La responsabilité de la Société serait alors engagée, les bases de données étant hébergées par celle-ci.

Dans le cadre de son activité, CRM COMPANY GROUP est amenée à acheter et à construire en interne des bases de données de ses contacts pour leur diffuser des campagnes de communication.

Il existe également un risque lié à la réglementation imposée par la CNIL (Commission nationale informatique et liberté) en matière de confidentialité des opérations de protection des fichiers d'adresse.

CRM COMPANY GROUP est tenue de se soumettre à la réglementation de la CNIL dont le rôle est régi par la loi du 6 juin 1978, dite " relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ".

⁽²⁾ Par sinistre et par année d'assurance

Le contenu de la loi vise à définir les moyens de respecter les règles des libertés de chacun. La CNIL est l'instance principale en charge d'appliquer la loi. Celle-ci définit notamment :

- * Les formalités à respecter avant la mise en œuvre des traitements informatisés.
- * Les conditions de collecte, d'enregistrement et de conservation des informations nominatives.
- * Les conditions d'accès aux informations.
- * Les sanctions pénales en cas de non-respect de la loi.

La directive 2002/58/CE du 12 juillet a pour objet le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques. Cette directive, également appelée « vie privée et communications électroniques » traite plus particulièrement des points suivants : confidentialité des communications, rétention des données, spamming ou messages électroniques non sollicité, cookies ou témoins de connexion, annuaires publics.

La directive 95/46/CE est le pendant européen de la loi française de 1978. Elle aborde ainsi des sujets tel que le droit d'accès, les catégories de traitement, les droits d'opposition. D'une manière générale, la directive vise à indiquer un code de conduite pour tous les états membres dans le domaine de la protection des personnes et de leurs libertés.

Bien que CRM COMPANY GROUP ait pris les mesures qu'elle estime nécessaires pour se conformer aux dispositions de la loi protégeant les données à caractère personnel, elle ne peut exclure la possibilité d'une déperdition ou d'une fuite de ses données ou de celles achetées à ses fournisseurs, par le biais d'une fraude, d'une intrusion, et de leur utilisation abusive par des tiers non autorisés.

4.3 RISQUE FINANCIER

4.3.1 Risque de change

Néant. L'ensemble de l'activité est payé et facturé en euros.

4.3.2 Risque de liquidité

A ce jour, CRM COMPANY GROUP n'a aucun endettement Moyen / Long terme.

Par ailleurs, CRM COMPANY GROUP n'a fait aucune demande particulière auprès d'établissements de crédit afin d'obtenir des autorisations de découvert ou des lignes d'escompte.

Dans le cadre de sa gestion, la filiale THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES a signé en 2004 avec la société Elysées Factor un contrat d'affacturage pour une durée indéterminée. Face à la transmission de ses créances, THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES reçoit d'Elysées Factor un ensemble de service qui peut comprendre :

- Le financement des factures,
- La garantie du risque d'insolvabilité de ses débiteurs,
- La gestion des comptes clients.

A ce jour, THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES n'utilise pas les facilités de financement de son contrat d'affacturage.

4.3.3 Risque de taux

Néant. La Société n'ayant qu'un endettement marginal correspondant à un découvert bancaire, elle n'est pas exposée à un risque de taux.

	JJ à 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà
Passifs financiers	115 546	0	0
Actifs financiers	0	0	0
Position nette avant gestion	115 546	0	0
Hors bilan	0	0	0
Position nette après gestion	115 546	0	0

4.3.4 Risque sur actions

Néant.

4.3.5 Risques litiges

La Société peut être impliquée, dans le cadre normal de ses activités, dans des procédures judiciaires, d'arbitrage, gouvernementales ou administratives.

Toutefois, à la connaissance de la Société, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société ou des sociétés du groupe.

Il est néanmoins précisé que la société THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES, filiale de la Société, a fait l'objet d'un contrôle URSSAF au titre des années 2003, 2004 et 2005 qui s'est terminé fin avril 2006 et qui n'a pas encore fait l'objet d'une notification définitive à la date du présent document de base.

5 INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR

5.1 HISTOIRE ET EVOLUTION DE LA SOCIETE

5.1.1 Raison sociale

La dénomination sociale de la Société, initialement « THE CRM COMPANY » a été modifiée par l'assemblée générale extraordinaire du 28 avril 2006 et est actuellement « CRM COMPANY GROUP ».

5.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement

La Société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 440 274 280.

Le numéro SIRET de la Société est 440 274 280 2001 B 19892.

Code APE: 741G – Conseil pour les affaires et la gestion

5.1.3 Date de constitution et durée

La Société a été initialement immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS le 26 décembre 2001 pour une période de 99 années soit jusqu'au 26 décembre 2100, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

5.1.4 Siège social, forme juridique et législation

Le siège social de la Société est situé : 29 Cité d'Antin- 75009 PARIS.

La Société est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance de droit français soumise notamment aux dispositions du Livre II du Code de commerce et au décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

5.1.5 Événements importants dans le développement des activités de la Société

En novembre 2001:

Création de THE CRM COMPANY (actuellement dénommée CRM COMPANY GROUP).

En 2002:

- Création de deux filiales : CRM Marketing Services et CRM Technologies Services,
- Gain des premiers budgets et recrutement de 3 directeurs clefs (Conseil et Création).

En 2003:

- Validation du business model basé sur le marketing multi-canal avec le gain d'un contrat annuel
- Renforcement du pôle technologique et développement de la plateforme multi-canal,
- Gains de plusieurs budgets annuels,
- Déménagement des locaux au 29, cité d'Antin, 75009 Paris.

En 2004:

Année de transition,

- Renforcement des équipes sur les métiers Internet et le développement de compétences interactives.
- Renforcement du comité de direction,
- Positionnement de l'agence sur des problématiques marketing majeures face aux agences leader du secteur.

En 2005:

- Gains de budgets annuels majeurs comme Total ou La Banque Postale,
- Accélération de la croissance et de la visibilité de l'agence sur son marché,
- Changement de présidence du conseil de surveillance, nomination de Monsieur Eric Noblet.

5.2 INVESTISSEMENTS

5.2.1 Description des principaux investissements réalisés par la Société au cours des trois derniers exercices

L'activité de la Société est peu capitalistique et nécessite peu d'investissements matériels.

La Société a développé une plateforme technologique lui permettant de pouvoir modifier en temps réel les allocations de budgets en fonction du retour sur investissement par support de communication.

Cette plateforme technologique a été développée en interne, par les équipes du pôle technique de CRM COMPANY GROUP, a nécessité l'achat de licences et autres logiciels.

Sur les trois derniers exercices, les investissements ont essentiellement concerné des agencements de locaux et l'acquisition de matériel informatique standard pour accompagner la croissance des effectifs.

La Société a également procédé à des investissements incorporels relatifs à l'acquisition de licences ainsi qu'à la mise en œuvre d'un logiciel intégré de gestion pour piloter au mieux les activités.

En K€	2005	2004	2003
Incorporels	9,6	74,8	14,5
Corporels	4,8	80,1	161,5
Financiers	2,4	-	-
Total	16,8	154,9	176

5.2.2 Description des principaux investissements en cours de la Société

Il s'agit essentiellement de l'acquisition de la société COCCINELLES dont les modalités sont plus amplement décrites au paragraphe 6.1.3.4 du présent document de base.

Cette acquisition, dont le prix négocié est composé d'une partie fixe de 500 000 euros augmentée du montant de la situation nette au 31 mars 2006 (estimé à environ 100 000 euros) et d'une partie variable fonction de la rentabilité des deux prochains exercices plafonnée à 1 200 000 euros, sera intégralement autofinancée.

5.2.3 Description des principaux investissements futurs de la Société

A ce jour, la Société envisage de réaliser essentiellement des investissements de croissance ou de renouvellement en matériel informatique et de bureau mais aucun engagement ferme n'a été conclu pour la réalisation d'investissements.

6 APERÇU DES ACTIVITES

6.1 LA SOCIETE

6.1.1 Présentation

Bertrand Frey et Pascal Josselin, diplômés de l'ESC Rouen, créent en 1989 l'agence *Stratelite* spécialisée dans le marketing opérationnel et la communication des réseaux de distribution.

En 1999, après 10 années de croissance et de développement, *Stratelite* réalise alors 7,6 millions d'euros de chiffre d'affaires pour 1,5 millions de résultat.

Les fondateurs acceptent l'offre du groupe Fi System et fusionnent avec cette dernière pour créer une Web Agency.

En octobre 2000, Bertrand Frey et Pascal Josselin quittent Fi System, en raison de divergences stratégiques, et fondent ensemble, en novembre 2001, la société « THE CRM COMPANY » (acutellement dénommée CRM COMPANY GROUP), agence conseils en Marketing Services.

6.1.2 Le métier

CRM COMPANY GROUP est une agence conseils en Marketing Services qui propose aux annonceurs des campagnes de *communication multi-canal (on et off line)* mesurables et avec garanties de résultat.

CRM COMPANY GROUP accompagne ainsi les annonceurs de la réflexion marketing jusqu'à la stratégie de moyens afin de conquérir et fidéliser les clients en y associant plusieurs compétences :

- ✓ Conseil Stratégique
- ✓ Création
- ✓ Technologie

L'ensemble des actions Marketing menées sont mesurées afin d'optimiser le niveau des performances.

6.1.2.1 Un état des lieux

Lorsque Pascal Josselin et Bertrand Frey fondent CRM COMPANY GROUP fin 2001, le marché de la communication est segmenté. On y trouve des agences spécialisées dans des canaux de communication cloisonnés et non reliés entre eux : la publicité (TV, presse), le marketing direct (courrier), le télémarketing (téléphone), le marketing du point de ventes (PLV), le marketing interactif, le m-marketing (balbutiant à l'époque), et bien d'autres modes de communication. Cette segmentation des opérations marketing par canal se retrouve parfois chez l'annonceur lui-même, avec des chefs de projet marketing dédiés à un média précis.

Entre les habitudes bien ancrées, les préjugés et l'absence de vision transversale, le marketing mix entre ces différents canaux se fait de manière plus ou moins arbitraire, avec une nette méfiance envers ce qui est encore appelé les « nouvelles technologies ».

Apporter du recul quant à l'utilisation des différents canaux, et des métriques pour en apprécier la performance et mesurer le retour sur investissement des opérations, voilà le positionnement sur lequel Pascal Josselin et Bertrand Frey construisent l'offre de CRM COMPANY GROUP. C'est ainsi la première agence marketing multi-canal, libre de toute contingence historique envers un canal particulier.

6.1.2.2 <u>Une évolution majeure autour des métiers du ma</u>rketing

Jusqu'à la fin des années 90, les agences de communication tentaient de justifier les frais d'une campagne sans toujours disposer d'éléments mesurables, défendant la « valorisation de la marque ». Aujourd'hui, l'exigence d'estimer et de concrétiser le ROI, ou retour sur investissement, répond à la demande croissante de chiffres de la part des décideurs. Grâce aux outils d'analyse et de tracking sur le Web, les annonceurs peuvent désormais tirer des enseignements du comportement des consommateurs afin de prendre des décisions orientées « business ». Si l'enjeu autour de la marque reste entier , le rendement des campagnes (et leur ROI) tend à devenir la mesure quantifiable du succès, c'est-à-dire de l'amélioration de la performance par rapport aux efforts mis en œuvre.

Parallèlement à cette tendance, force est de constater qu'avec Internet, le consommateur a repris le pouvoir. Il décide comment et quand interagir avec la marque. Dans un contexte technologique où l'information est plus facilement accessible, où le consommateur a plus de contrôle et moins de temps à accorder, il est demandeur d'autre chose que de simples offres commerciales ou des caractéristiques produits. Il revendique une attention particulière et une réelle relation à la marque.

CRM COMPANY GROUP est née de ce constat pour répondre efficacement à ces nouveaux enjeux de marché.

Ainsi les modèles ont changé et CRM COMPANY GROUP a relevé le défi stratégique de mettre en œuvre de véritables stratégies marketing multi-canal, à savoir interagir avec le consommateur avec le bon message, au meilleur moment, par le canal le plus adapté

La mise en œuvre de telles stratégies nécessite notamment de développer des bases de données, d'analyser les comportements des consommateurs, d'élaborer des stratégies de marque en utilisant l'ensemble de canaux et des médias pour fidéliser et/ou transformer le consommateur en client.

6.1.2.3 Le Marketing Multi-canal

Le multi-canal ne se limite pas à regrouper dans une même agence des savoir-faire adressant des modes de communication variés. Le suivi, l'orchestration et l'arbitrage entre les différentes opérations effectuées pour un annonceur nécessitent la mise en place d'une base de données marketing multi-canal. Cette base de données est l'outil indispensable à la réconciliation des plans d'action entre les différents canaux, c'est également la seule manière de disposer d'une vision complète des points de contact avec les clients ou prospects de l'annonceur.

La mise en place d'une telle offre alliant base de données, conseil stratégique et savoir-faire technologique est immédiatement payante.

Dès la fin 2002, CRM COMPANY GROUP accompagne son 1^{er} client sur un budget marketing multicanal à la performance. La base de données est au cœur de la stratégie marketing de celui-ci, permettant l'orchestration d'actions en marketing direct, presse, télémarketing et e-mail. L'échange de données avec les différents prestataires est automatisé et un tableau de bord via extranet est mis à jour quotidiennement permettant une analyse complète des actions effectuées et de leur rendement.

6.1.2.4 <u>Le marketing en temps réel pour plus de performance</u>

L'expérience acquise par CRM COMPANY GROUP en termes de gestion d'opérations multi-canal est un atout précieux sur lequel vient s'appuyer par la suite le développement de l'agence.

Elle lui permet notamment de passer à un niveau de pilotage supérieur, passant ainsi du marketing multi-canal au marketing en temps réel. Le marketing en temps réel s'appuie sur le traitement des informations issues de l'ensemble des supports de communications (marketing multi canal) pour accompagner le contact dans sa prise de décision d'achat au moment décisif.

CRM COMPANY GROUP défend en effet l'idée qu'une composante importante du marketing relationnel vise à trouver le meilleur moment pour nourrir la relation avec le contact. Là encore, l'agence innove avec la méthodologie Lead Engine, qui permet de dérouler un programme multi-canal et relationnel dès la détection du besoin ou d'une intention d'achat.

A la recherche de contacts intentionnistes, CRM COMPANY GROUP intervient depuis 2003 et de plus en plus sur le Web pour développer notamment des campagnes de collectes au travers de la publicité en ligne (bannières et liens sponsorisés). La dichotomie traditionnelle entre publicité et marketing apparaît alors très rapidement comme totalement artificielle en ce qui concerne le Web.

De cette expérience, naît la conviction que la publicité sur Internet relève davantage des compétences d'une agence en marketing relationnel que du couple traditionnel agence de publicité / agence média.

6.1.2.5 <u>L'évolution d'un marché, du Marketing relationnel à la publicité en ligne</u>

La publicité sur Internet est aujourd'hui dans la même situation que le marketing en 2002 : les différents modes de publicité (e-advertising au CPM, affiliation au CPC, Search Engine Marketing au CPC à l'enchère) sont segmentés et adressés par des agences spécialisées qui prônent chacune la supériorité de leur approche. De nouveau, l'annonceur se retrouve perdu face à une offre pléthorique, sans aucun moyen d'arbitrer objectivement entre les différents canaux publicitaires.

Le problème est d'autant plus réel que la publicité en ligne est totalement différente de la publicité traditionnelle car elle permet une interaction directe avec le public. L'approche traditionnelle de la publicité qui se mesure au GRP (Gross Rating Point), unité de mesure de l'audience sur cible, pour la télévision ou à la diffusion pour la presse reste en partie valide. Cependant, gérer la relation avec une personne qui clique sur une publicité on line relève intégralement du marketing relationnel, et sort du champ de compétence des agences publicitaires ou des agences media. Celles-ci n'intègrent ni la réflexion sur la gestion de la relation sur le long terme, ni les métriques d'efficacité (coût d'acquisition et retour sur investissement) qui sont pourtant au cœur du problème.

Depuis 2 ans déjà, CRM COMPANY GROUP intègre la publicité en ligne et les différentes techniques on line d'acquisition de client à l'ensemble de ses programmes marketing. Convaincu que le média Internet est en passe de devenir le premier canal d'acquisition à la performance, CRM COMPANY GROUP entend ainsi récupérer les investissements média Internet des annonceurs face à des agences classiques, comme elle l'a fait auprès de 5 grands comptes ces 6 derniers mois.

6.1.3 L'approche CRM COMPANY GROUP

6.1.3.1 La création et la gestion des campagnes de communication profitables et mesurables

Pour répondre aux nouveaux enjeux du marketing, CRM COMPANY GROUP propose aux annonceurs des campagnes on et off line, mesurables, avec garanties de résultat.

<u>CRM COMPANY GROUP développe des campagnes de communication répondant à l'ensemble des problématiques Marketing :</u>

- ➤ Vision globale de la relation entre la Marque et ses consommateurs :
 - o Par son approche stratégique, CRM COMPANY GROUP définit le positionnement relationnel de la marque.
 - L'agence définit ainsi une plateforme relationnelle pour la marque, véritable bible qui servira de colonne vertébrale à l'ensemble du plan d'actions. Cette stratégie relationnelle est ensuite déclinée en canaux de communication, typologie des clients à adresser, les bénéfices pour la Marque et l'entreprise.

Connaissance pointue des clients.

A partir des bases de données clients de l'annonceur, CRM COMPANY GROUP exploite et analyse les données pour segmenter les clients, identifier des gisements de croissance, concevoir une relation adaptée à chaque typologie de clients, et construire un plan d'action cohérent avec un objectif de ROI. De même, partant du principe que les futurs clients ressemblent aux clients acquis, cette approche permet de nourrir les stratégies de conquêtes à mettre en œuvre.

> Expertise des tactiques marketing :

CRM COMPANY GROUP apporte des réponses pragmatiques et efficaces aux différents enjeux de ses clients aussi bien en Conquête qu'en Fidélisation. L'agence apporte ainsi à ses clienst ses compétences sur l'ensemble des techniques de marketing opérationnel et relationnel; Marketing viral, retail marketing, promotion des ventes, création de trafic, marketing direct...

- Maîtrise accrue des canaux de communication et des nouvelles technologies :
 - O Pour construire l'intelligence de la relation à travers chaque canal de contact et traquer l'ensemble des retours (médias, pub on-line, print, télémarketing,..), l'agence s'appuie sur des compétences et des outils technologiques de haut niveau.

Ainsi l'expertise de CRM COMPANY GROUP a été bâtie autour de 3 axes :

- Le conseil stratégique et créatif, c'est la capacité d'envisager de multiples approches pour proposer aux annonceurs la plus efficace,
- La Profitabilité, les actions qui sont engagées sont pilotées et mesurées en temps réel afin d'optimiser les rendements sur chaque canal et ainsi maximiser le ROI,
- Un engagement à la Performance, CRM COMPANY GROUP au-delà de s'impliquer dans la mesure et l'analyse de ses actions indexe sa rémunération aux résultats obtenus.

Avec CRM COMPANY GROUP, les annonceurs optent pour des campagnes efficaces et profitent notamment des opportunités liées à l'explosion du média Web.

6.1.3.2 <u>Le marketing de la Performance</u>

L'offre de CRM COMPANY GROUP est construite autour de la performance :

6.1.3.2.1 Faire profiter les annonceurs de l'essor du média Internet

L'agence mobilise ses compétences en *marketing on line* pour booster l'efficacité d'un plan de communication : Pub on line, affiliation, référencement, mots clés et liens sponsorisés, partenariat.

Associé à des actions plus classiques, le média Internet assure au client un niveau de performance remarquable et un retour sur investissement (ROI) inégalable.

6.1.3.2.2 Combler le déficit de la relation à la marque pour convertir prospects en clients

CRM COMPANY GROUP crée une relation forte et durable avec les clients et les prospects pour les accompagner jusqu'à l'acte d'achat. Ainsi même pour des stratégies de conquête, CRM COMPANY GROUP applique les méthodes du marketing relationnel :

- o Identification des attentes et des instants clés
- Constitution de Base de données

- Segmentation des profils
- o Conception et création de messages ciblés
- o Gestion de programmes de contacts profilés

Cette stratégie d'accompagnement efficace mixant on line et off line permet de nourrir la relation à la marque et de convertir les prospects en clients dans le temps.

6.1.3.2.3 Traquer les habitudes des clients

L'intégration d'outils de datamining et de scoring à la plate-forme technologique permet d'identifier et d'observer les différentes typologies de population à travailler dans le cadre de la stratégie relationnelle. La connaissance des habitudes des clients permet d'identifier les gisements de croissance.

6.1.3.2.4 Mesurer l'efficacité et la rentabilité d'une opération

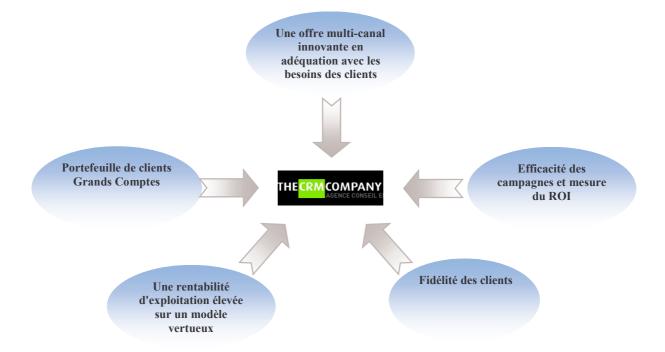
CRM COMPANY GROUP a développé l'expertise et les outils techniques permettant de mesurer intégralement l'efficacité et la rentabilité des campagnes de communication. Quels que soient les canaux utilisés (off et on-line), CRM COMPANY GROUP traque l'ensemble des retours et met à disposition des annonceurs une interface de suivi quotidien des résultats.

L'annonceur dispose ainsi de tous les résultats peut mesurer le ROI d'une campagne et décider de la réaffectation de certains budgets.

6.1.3.2.5 S'engager financièrement pour des campagnes créatives et efficaces

CRM COMPANY GROUP engage financièrement sa responsabilité dans les stratégies et les moyens qu'elle propose. La rémunération de l'agence est toujours indexée aux objectifs marketings et commerciaux préalablement définis.

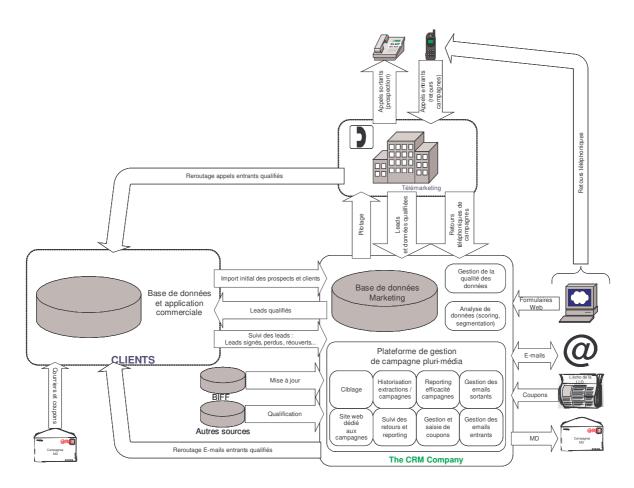
Les annonceurs ont ainsi la garantie que leur budget de communication est engagé efficacement.



6.1.3.3 La maîtrise de la technologie pour une offre multi canal éprouvée

On considère encore trop souvent qu'un projet de campagne Multi-canal nécessite des budgets informatiques conséquents. Le recours à une SSII, avec toutes les difficultés inhérentes aux problèmes de communication entre les professionnels du marketing et de l'informatique est une solution délicate pour les agences. En intégrant depuis sa fondation des compétences dans les deux domaines, CRM COMPANY GROUP a pu mettre au point une solution innovante au travers de sa plateforme de communication multi-canal.

Le savoir-faire mis en œuvre pour ADP-GSI sera confirmé par la suite sur d'autres projets, notamment dans le cadre de la mise en œuvre d'une base de données marketing pour Alfa Romeo. Cette base de données est couplée à une application commerciale développée par l'agence et utilisée par tous les distributeurs agréés, permettant ainsi de suivre un prospect depuis le premier contact avec la marque jusqu'à la vente d'un véhicule. Là encore, l'intégration des compétences métier de CRM COMPANY GROUP (allant jusqu'à la formation et l'animation des vendeurs) lui permet de mettre en place ce projet rapidement et à moindre coût là où les autres agences et les annonceurs découvrent à peine les possibilités de ces outils informatiques en terme de performance et de rentabilité.



L'offre de communication multi canal développée par CRM COMPANY GROUP permet de :

- Tirer profit du média Internet
- Analyser les comportements des consommateurs
- Traquer les retours et les taux de transformation sur l'ensemble des canaux
- Piloter les campagnes de marketing Services et les affectations budgétaires en temps réel.

La Plateforme Technique développée par CRM COMPANY GROUP permet de piloter en temps réel les campagnes de communication. Les équipes de CRM COMPANY GROUP peuvent mesurer l'efficacité de la campagne par support et ainsi modifier de façon quasi instantanée les affectations budgétaires en fonction du ROI. Les équipes de CRM COMPANY GROUP peuvent donc, dans une campagne de communication globale, modifier les choix de canal, de support et ainsi offrir aux annonceurs la meilleure Performance possible.

6.1.3.4 <u>Les Services Associés, l'agence Coccinelles</u>

CRM COMPANY GROUP doit finaliser en mai 2006 l'acquisition de l'agence Coccinelles, équipe d'une dizaine de personnes spécialisée dans le Marketing opérationnel pour compléter son offre et ainsi couvrir l'ensemble des métiers du Marketing Services.

6.1.3.4.1 Domaines de compétences de Coccinelles

Parce qu'aujourd'hui « la marque » est menacée, l'objectif de Coccinelles est de la mettre en action pour créer un lien fort avec le consommateur afin de déclencher puis installer la préférence client.

Coccinelles est spécialisée dans la conception et la mise en place d'opérations médias ou hors média pour des marques et des réseaux afin de :

- Accroître la proximité avec la marque
- Créer un lien avec le consommateur
- Développer les ventes au point de vente

Trade marketing	Création de trafic	Stimulation des ventes et Animation commerciale		
Animation des réseaux de distribution :	Lancement de produits	Motivation de force de vente		
GSS (grande surface spécialisée), GSA (grande surface alimentaire), Distribution spécialisée,	Partenariats promotionnels Promotion des ventes :	Stimulation de réseaux de distribution		
CHR/CHD (Café, Hôtel, Restaurant / consommation hors domicile).	Prime directe, Bon d'achat et bon de réduction, Offre sur carte, Gift différé,	Incentive (voyage, cadeau,)		
	Jeu concours,	Animation et training de formation		
	Marketing direct Campagnes de géo-marketing, ISA			

6.1.3.4.2 Les Atouts de Coccinelles

- Une forte inventivité au service des recommandations opérationnelles
- Une capacité à créer des liens et à introduire de l'émotion entre une marque et un consommateur
- Une parfaite maîtrise des circuits de distribution
- Des process et un suivi de fabrication irréprochable
- Une rémunération variable en fonction d'objectifs à définir ensemble

6.1.3.4.3 Les Partenariats

Dans le cadre de son développement et afin de pouvoir répondre à des problématiques de communication globale, CRM COMPANY GROUP a noué un partenariat exclusif mais non capitalistique avec l'agence de publicité MC Saatchi GAD et avec B2S pour la gestion des centres d'appels.

6.1.3.5 Mode de rémunération

CRM COMPANY GROUP fonctionne sur le même mode de rémunération que les grands groupes publicitaires avec la mise en place de contrats annuels. Dans le cadre des ses honoraires contractuels, CRM COMPANY GROUP mobilise ses compétences pour établir des recommandations stratégiques sur des problématiques marketing de l'annonceur.

Dès lors qu'une nouvelle action ou qu'une nouvelle recommandation est adoptée par l'annonceur, CRM COMPANY GROUP met alors en place les plans marketing associés avec les rémunérations correspondant aux frais techniques engagés.

En 2006, la société, **forte de 15 contrats annuels**, totalise près de 2 M€ d'honoraires fixes annuels (soit une hausse de +59%), représentant 21% du CA. La Société prévoit un niveau d'honoraires contractuels de **25%-26% du CA** entre 2007-2010.

Pour la rémunération variable, CRM COMPANY GROUP et l'annonceur définissent ensemble les objectifs et les moyens de les mettre en place et de les mesurer. CRM COMPANY GROUP, fort d'une équipe compétente et d'outils technologiques performants peut alors s'engager sur l'efficacité de ses actions et ainsi proposer aux annonceurs une rémunération variable complémentaire indexée sur la performance du plan adopté.

6.1.4 Les équipes de CRM COMPANY GROUP

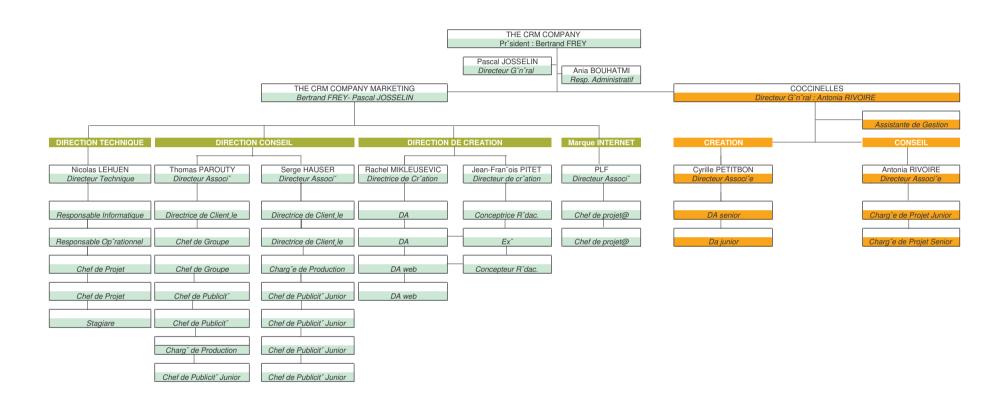
Fort d'une équipe de plus de 40 personnes, l'agence CRM COMPANY GROUP intègre les compétences essentielles.

Le conseil stratégique, managé par les directeurs associés accompagne les annonceurs de la définition stratégique à la mise en œuvre opérationnelle.

La direction de Création inclut toute la chaîne de compétences, de la conception à l'exécution technique.

La direction technique met en place les infrastructures et gère l'exploitation des données : Datamining, planning données, gestion de BDD, développement Web, géomarketing.

ORGANIGRAMME OPERATIONNEL CRM COMPANY GROUP



6.1.5 Les Clients

CRM COMPANY GROUP entend devenir le principal acteur indépendant sur son marché à horizon de trois ans sur la période 2006-2010, la société prévoit chaque année une augmentation d'environ 25 à 30% du nombre de ses contrats par an.

L'agence poursuit une stratégie de croissance organique agressive en privilégiant le ciblage sur les Grands Comptes.

Services aux entreprises :









Automobile:





Médias:

Les Echos

Voyages / Sport / Loisirs:







Banque / Assurance :





Services aux Particuliers:



Informatique / Internet :







6.1.6 Exemples de campagnes « THE CRM COMPANY »

REFERENCES

Club Internet

Fidéliser pour conquérir

- Inviter des internautes à s'inscrire dans un programme « privé » et bénéficier d'offres exceptionnelles. • Identifier leurs profils par un questionnaire on-line : « Quel internaute êtes-vous ? » Adapter offres et messages
 - aux profils identifiés. • Identifier les prospects «chauds» et adapter la pression commerciale.



Plus de 125.000 prospects acquis, qualifiés, et accompagnés jusqu'à l'abonnement



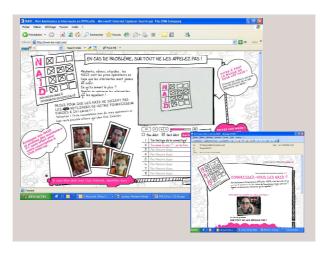
REFERENCES

Club Internet

Parrainer pour conquérir www.les-naid.com

 Créer un site de marketing viral avec 10 web-films très créatifs pour surprendre et inciter au parrainage clients.
 Cibler les prospects avec des offres promotionnelles spécifiques.
 Valoriser la qualité du service Clients de Club Internet par rapport aux

autres FAI.



Plus de 3.000 nouveaux clients en 2 semaines.

2



Alfa Romeo

Stratégie de conquête et de fidélisation de la marque

Abandonner l'exploitation classique du fichier AAA des cartes grises pour adopter une stratégie de conquête multicanal sur les acheteurs d'automobile.

- Plan media on-line, (banners au CPM, au CPC, liens sponsorisés, affiliation)
- Campagnes d'e-mailing et de mailing en conquête et en fidélisation,
- Site de marketing viral
 Affectation des essayeurs via Alfa-Contact, l'extranet dédié

au réseau.



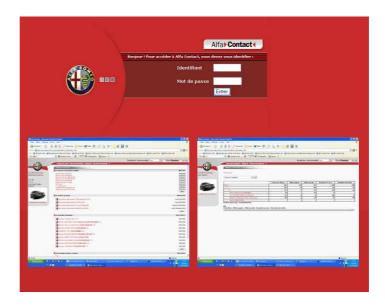
Une stratégie inédite révélatrice du savoir faire de l'agence qui s'avère 12 fois plus performante que les opérations MD habituelles.

Alfa Romeo

Alfa Contact : Gestion des contacts générés par les opérations marketing nationales, mesure et suivi de la performance commerciale des Distributeurs Agréés

Une interface complète de gestion et de suivi de l'activité et des performances Commerciales des Distributeurs Agréés.

 Une interface de gestion et de suivi des contacts pour les concessionnaires.
 Un tableau de bord de la performance du réseau pour Alfa Romeo.
 Un outil d'analyse des résultats pour l'agence permettant d'optimiser les actions.



Un suivi précis et complet de l'ensemble de la chaîne commerciale du national au local

6.2 LE MARCHE

CRM COMPANY GROUP est une agence de conseils en marketing services qui propose à ses clients annonceurs des campagnes sur des *supports <u>multicanaux</u>* (on et off line) *mesurables*. CRM COMPANY GROUP accompagne ainsi ses clients depuis la réflexion marketing jusqu'à la stratégie de moyens à mettre en place.

A la date du présent Document, aucun classement des sociétés présentes sur le marché sur lequel opère CRM COMPANY GROUP n'est disponible.

Les acteurs présents sur le marché du « marketing services » ont des positionnements divers : certaines sociétés « purs players » ont des approches « mono canal » et ne proposent des campagnes qu'à travers un seul et unique canal de communication (*ie.* Business Interactif et 1000 mercis qui opèrent sur le canal Internet).

D'autres sociétés proposent des campagnes « multi canal » (ie. Rapp Collins ou Proximity) mais n'ont généralement pas d'outils technologiques leur permettant de gérer les bases de données ou les plateformes de suivi des performances d'une campagne.

Dans l'analyse de son environnement concurrentiel, la Société estime qu'il est pertinent de retenir deux critères : (i) la capacité à mener des campagnes sur plusieurs supports et (ii) la capacité à savoir mesurer l'efficacité de cette même campagne.

La maîtrise des outils de tracking, qui consiste à analyser et mesurer les actions marketing menées, permet au prestataire de pouvoir piloter les budgets en direction des supports les plus efficaces pour le client.

La capacité des prestataires à proposer des campagnes multi-canal permet non seulement de cibler l'ensemble des supports de communication mais aussi de couvrir la totalité des prospects et/ ou des annonceurs.

CRM COMPANY GROUP intervient ainsi sur un marché récent et en forte évolution sur lequel plusieurs concurrents sont présents. Cette concurrence française, mais aussi internationale, est très diversifiée et fragmentée, étant précisé que si de nombreux intervenants viennent concurrencer CRM COMPANY GROUP, cette concurrence n'existe que sur certaines offres de services mais pas sur l'ensemble des prestations que peut offrir CRM COMPANY GROUP à ses clients.

La Société dispose en effet de nombreux atouts grâce notamment à son positionnement multi canal, la compétence de ses équipes, la technologie dont elle dispose et son portefeuille clients de grands comptes qui font de CRM COMPANY GROUP un acteur reconnu et important sur le marché du « marketing services », nonobstant l'absence d'étude ou d'analyse détaillée et chiffrée disponible à ce jour.

6.2.1 Les Concurrents

Le terme « Agences de conseil en communication » recouvre en fait de nombreuses spécialités. Les agences généralistes interviennent dans plusieurs sinon toutes les disciplines de la communication : publicité classique, marketing direct, promotion des ventes, publicité interactive, événementiel design, relations publiques, communication « corporate » et financière... En réalité les agences sont le plus souvent spécialisées, alors que les réseaux publicitaires tels que Publicis, Euro RSCG ou TWA sont organisés en étoile, avec une multitude de filiales spécialisées et régionales autour d'une agence phare.

La grande tendance au sein des réseaux publicitaires est l'intégration des métiers de la

communication, l'idée étant de pouvoir, à partir d'un brief client, proposer des solutions de communication globales recouvrant l'ensemble des moyens à disposition (publicité médias, marketing direct, promotion des ventes...). Cette évolution, désormais lourde au sein de la profession, pose toutefois de gros problèmes d'organisation et de management.

Les agences de conseil en communication perçoivent des honoraires sur les prestations de conseil en stratégies de communication. Ces honoraires, au grand dam des professionnels du secteur, sont le plus souvent évalués sur le nombre d'heures passées. Par ailleurs, l'agence perçoit une commission fondée sur les frais techniques engagés pour la conception de la campagne de communication. Enfin, de plus en plus d'annonceurs choisissent de rémunérer leurs agences de manière forfaitaire ou encore sous forme d'incentive.

6.2.2 Analyse concurrentielle face aux nouveaux enjeux des Marketing Services

6.2.2.1 <u>Les groupes publicitaires</u>

Avantages : en terme de conseil et de création, ils possèdent le panel de compétences nécessaires pour proposer aux clients des actions multi-canal.

Inconvénients : ils sont généralement dépourvus de compétences technologiques pour gérer les bases de données ou les plateformes de tracking. Leur organisation en filiale spécialisée, leur mode de rémunération et les intérêts personnels et financiers des différents managers de ces entités rendent extrêmement compliqués la mise en œuvre des campagnes 360° et le tracking centralisé qu'il nécessite.

6.2.2.2 Les Agences Médias

Avantages : elles sont équipées en outils de tracking et expertes sur le choix des investissements media.

Inconvénients : elles ne maîtrisent pas les autres canaux de marketing direct et il leur est souvent interdit de développer conseil et création. D'autre part, les medias on line et offline sont gérées par des filiales et des équipes différentes. Quelques agences média indépendantes se développent rapidement autour du canal Web, mais restent dans l'incapacité d'apporter un conseil marketing global à un annonceur pour piloter ses campagnes multi-canal (Nextedia, Pulp Media).

6.2.2.3 <u>Les Agences de Marketing interactif</u>

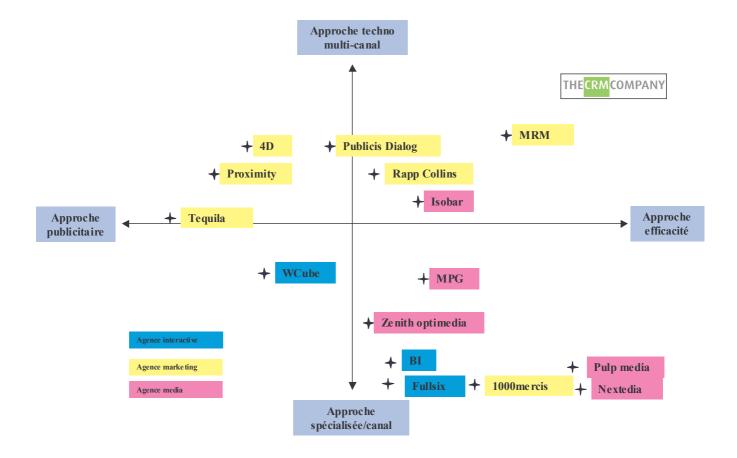
Avantages : elles sont spécialisées sur Internet

Inconvénients : elles souffrent d'une problématique d'intégration des métiers permettant d'offrir aux annonceurs des recommandations « on et off line ». Pour la majorité des grands groupes, il en résulte des querelles intestines de partage de revenus plutôt que de répondre à la problématique cliente. Pour les indépendants il existe peu de solutions autres que celles de la croissance externe pour étoffer leur offre, notamment off line.

6.2.2.4 Les Agences de Marketing relationnel

Avantages : elles sont mieux placées pour profiter de ce renouvellement du marché publicitaire dans la mesure où les attentes des annonceurs se rapprochent de leurs offres originelles (lead génération, marketing direct, tracking, efficacité)

Inconvénients : ces agences appartiennent soit à des groupes publicitaires, soit elles sont indépendantes et sont souvent restées en marge de la révolution Internet.



6.2.3 Les Investissements publicitaires

6.2.3.1 L'évolution des dépenses publicitaires en mars 2006

En mars 2006, le marché publicitaire Français génère 1891 millions d'euros et progresse de 9,8%. Ainsi, le premier trimestre cumule 4631 millions d'euros d'investissements, soit une hausse de 9,3% par rapport à l'an dernier, qui conforte la reprise amorcée au dernier trimestre 2005.

Les belles performances sont toujours attribuées aux télécommunications, aux services et aux transports. Moteurs de croissance, ils génèrent au total 135,4 millions d'euros supplémentaires ce mois-ci et cumulent 314,9 millions d'euros de surplus budgétaire depuis janvier. Notons également cette année la relance des investissements sur les secteurs du voyage-tourisme, de l'informatique et de la distribution.

En revanche, l'alimentation réduit encore ses investissements de 7,7% en mars et confirme la mauvaise santé de la grande consommation observée depuis la fin de l'année 2004.

Malgré une progression supérieure à la moyenne plurimédia, la presse maintient seulement son activité publicitaire en volume à +0.4% (vs +10.2% en valeur). Elle traduit la contre-performance des quotidiens nationaux qui ont perdu 5.1% de leur espace publicitaire sur le cumul trimestriel.

La presse magazine montre elle des signes positifs. En radio, les stations généralistes et les musicales enregistrent respectivement +15,6% et +11,6% de revenus publicitaires bruts. A noter cependant que les évolutions en volume sont nettement moins élevées à +8,2% et +0,3%.

Après un mois de février pénalisé par la période des vacances scolaires, les chaînes de télévision nationales redressent leur taux de croissance à +5% et recueillent en moyenne +2,2% de chiffre d'affaires brut sur le trimestre.

Parallèlement, les chaînes thématiques bénéficient toujours de l'entrée de la TNT et recueillent +24,6% de gains ce mois-ci. Après un bon début d'année, la publicité extérieure enregistre de nouveau une croissance nettement inférieure à la moyenne plurimédia avec le désengagement des transports (-8,7% sur février et -26,6% sur mars).

Le média Internet est toujours en forte progression avec +55,9% de recettes publicitaires au premier trimestre 2006.

6.2.3.2 Les investissements publicitaires par « Média »

Investissements publicitaires par média en 2005 (en millions d'euros)						
Média	Recettes	2005/2004	Part de marché	2005/2004		
Presse	6.414	+ 2,8%	33.50%	-1,0 point		
Télévision	5.789	+ 1,3%	30.20%	-1,4 point		
Radio	3.140	+ 6,9	16.40%	+0,2 point		
Pub extérieure	2.479	+ 3,6%	12.90%	-0,3 point		
Internet	1.134	+ 73,9%	5.90%	+2,3 point		
Cinéma	179	+ 33,8%	0.90%	+ 0,2 point		
Media tactiques	15	+ 63,4%	0.07%	stable		
Total	19.150	+ 5,9%	-	-		

Source: TNS Media Intelligence, janvier 2006

Cette dynamique trouve son origine dans la part de marché croissante du Web dans les plans média des annonceurs, mais également dans l'arrivée de nouveaux entrants. Le nombre d'annonceurs présents sur le Net a ainsi progressé de 30% sur un an pour atteindre 1.399 annonceurs actifs en 2005. Le taux de pénétration du Web parmi les annonceurs s'établit ainsi à 3,8% en 2005, à comparer avec un taux de 3% en 2004, et celui pour la télévision qui ressort à 4,5% en 2005, contre 3% en 2004.

Et parmi les annonceurs présents dans le Web, tous n'investissent pas de façon massive. Internet reste un média privilégié par un nombre réduit de secteurs, notamment le tourisme (25% des plans médias en ligne), l'audiovisuel (17%), les télécommunications et l'informatique (14%).

Si sa part de marché qu'il consacre à Internet reste minime(1.7%), l'univers de la grande consommation fait néanmoins une véritable percée sur la toile en 2005 avec des investissements publicitaires qui connaissent une forte croissance. Ainsi, le secteur de la beauté a multiplié par 2.4 ses investissements publicitaires sur Internet en 2005, la boisson par 6, l'alimentation par 2 et l'entretien par 4.

6.2.3.3 <u>Le Marketing direct a le vent en poupe</u>

Les dépenses de marketing direct, qui sont essentiellement composées des dépenses de mailings et des investissements en imprimés sans adresse, connaissent une évolution supérieure à celle du marché publicitaire. Un phénomène qui se prolongera dans les prochaines années et qui s'explique doublement. D'une part, les périodes de croissance molle sont traditionnellement favorables au marketing direct, un outil efficace pour recruter des nouveaux clients et fidéliser les anciens. D'autre part, les annonceurs privilégient de plus en plus un marketing one to one, au marketing de masse. Non seulement parce que les offres sont de plus en plus segmentées et donc nécessitent une communication ciblée, mais aussi parce que le contexte très « publiphobe » d'aujourd'hui constitue un terreau favorable au développement du marketing relationnel. Le Marketing direct bénéficie lui aussi

des relais de croissance offerts par le développement du Web.

6.2.3.4 Bonnes perspectives pour le Mailing

Dans ce contexte, les dépenses de mailings adressés devraient continuer à croître de façon relativement dynamique d'ici 2006 (3% en 2005 et 4% en 2006), et ce malgré le développement de canaux de communication de substitution(notamment l'e-mail marketing et l'envoi de SMS). Plusieurs facteurs d'ordre structurel soutiendront par ailleurs cette croissance : la formation de fichiers de prospection de plus en plus performants et l'amélioration attendue des services des opérateurs postaux.

6.2.4 Le marketing On Line

6.2.4.1 Le marché publicitaire est tiré par l'effervescence du média Internet

En 2005, le nombre d'internautes aux États-Unis a atteint 175 millions (soit +3%), soit 62% de la population de plus de 3 ans.

Internet représente la première allocation de budget publicitaire sur les différents médias aux E-U, soit 23% du total des allocations de dépenses publicitaires, devant la TV hertzienne 16%, la TV par câble 10%, la presse quotidienne 16% et la presse magazine 15% (Source : CSFB)

En 2006, la publicité sur Internet aux Etats-Unis représente 6,3% de la publicité totale soit 16,6 milliards de dollars, en forte hausse de +32%.

La publicité sur Internet devrait continuer à croître en moyenne de +22% chaque année pour atteindre 33,8 milliards de dollars en 2010, et devrait représenter 11% de la publicité totale.

Explosion des liens sponsorisés et du rich media +135% en 2005 et +66% en 2006.

L'explosion du média Internet en France est liée à la forte hausse du taux d'équipement Internet :

- Depuis 8 ans, le taux d'équipement en ordinateur personnel progresse en moyenne de quatre points chaque année, grâce à la forte baisse des prix des matériels informatiques
- ➤ En 2005, la France compte 26 millions d'internautes (évolution de +7%), soit 53% de la population >11 ans, dont 15 millions sont connectés à l'ADSL (une évolution de +53%), grâce à la baisse du prix des accès haut débit (source Médiamétrie)

L'effervescence du média Internet a entraîné une forte croissance du marché publicitaire sur Internet :

- Le marché de la publicité sur Internet a augmenté de +74% en 2005 (contre +78% en 2004)
- ➤ Le marché de la publicité sur Internet devrait croître en 2006 de +30% selon MPG car il ne représente aujourd'hui que 6% du marché français de la publicité (en croissance de +5% par an) derrière la presse (34%), la TV (30%), la radio (16%) et l'affichage (14%), cinéma (1%) (source MPG)
- Un marché publicitaire poussé par une forte croissance des achats en ligne : +50% de l'ecommerce en 2005. 13 millions de français sont des cyberacheteurs (source Médiamétrie)

6.2.4.2 <u>L'e-mail marketing, un segment très actif</u>

6.2.4.2.1 Une croissance explosive

La croissance du e-mail marketing est exponentielle. Après une augmentation explosive de 44% en 2004, les montants investis dans le e-mail marketing ont progressé de 130% sur les neuf premiers mois de 2005 par rapport à la même période de 2004 et devraient franchir la barre des 30 millions d'euros sur l'ensemble de l'année. Rapporté aux investissements de courriers adressés (5 milliards d'euros), force est de constater que l'e-mail marketing est encore un marché embryonnaire et que son développement ne peut avoir, à court terme, qu'un impact extrêmement limité sur les dépenses de mailings classiques.

6.2.4.2.2 Quel effet de substitution avec le mailing « papier » ?

Marché embryonnaire mais cependant marché d'avenir, l'e-mail marketing possède de nouveaux atouts laissant penser qu'il se développera à un rythme très élevé dans les prochaines années : rapidité d'exécution, coûts bas (un e-mail coûte en moyenne 2 centimes d'euro contre 50 centimes d'euro pour un mailing « papier »), efficacité (30 à 40% de taux d'ouverture et 10% environ de taux de clic) et de traçabilité. Ajouter à cela la constitution de fichiers d'adresses de plus en plus sophistiqués et le décollage du marché semble assuré. Reste à savoir si le développement de l'e-mail marketing se fera aux dépens du mailing classique. A priori, les effets de substitution ne sont pas évidents, car le papier possède des atouts qui en font un support de communication exclusif et haut de gamme (qualité du papier et des visuels), qui plus est indispensable pour toucher certaines catégories de la population (seniors notamment).

En l'occurrence, CRM COMPANY GROUP exploite à la fois le marketing direct papier et l'e-mailing, mais force est de constater que la proportion des e-mails va en grandissant.

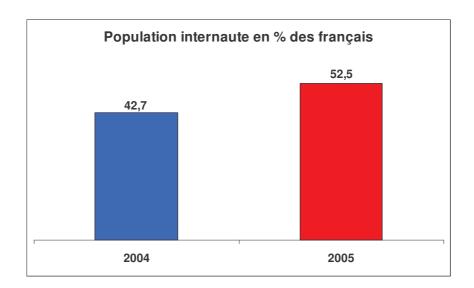
Les Chiffres clefs de l'e-mail marketing (Source SNCD et TNS Media Intelligence, janvier 2006)

	2003	2004	2005 (sur 9 mois)
Nombre d'envois	56.8	97.7	114.1
Croissance	Nd	72%	90%(*)
Montants investis	12.7	18.3	24.8
Croissance	Nd	44%	130%(*)

^(*) Taux de croissance sur neuf mois par rapport au neuf premiers mois de 2004.

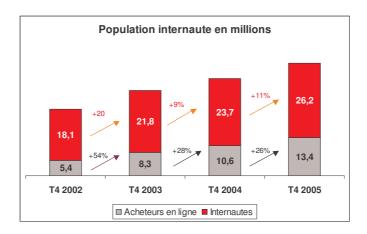
6.2.4.3 La publicité interactive en France, au croisement de l'Internet et du Marketing

Né en 1995, l'Internet s'est développé au cours des dernières années jusqu'à devenir actuellement un média indispensable pour la plupart des foyers français. Pour preuve, 52 % de la population française âgée de plus de 18 ans est internaute. Ce taux augmente de près de 10 % chaque année, grâce à la baisse de la tarification des connexions de la part des fournisseurs d'accès.

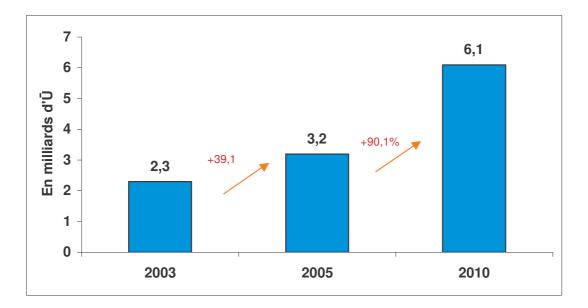


CRM COMPANY GROUP bénéficie fortement de la croissance de l'Internet. En effet, le développement de la publicité interactive est étroitement lié au nombre de connectés à Internet. Les annonceurs veulent ainsi récupérer le plus grand nombre d'Internautes en améliorant l'efficacité de l'impact de leur publicité sur les consommateurs potentiels. Ils n'hésitent plus à allouer un budget conséquent pour la communication Internet profitant du fait que plus de la moitié de la population est connectée et y consacre en moyenne 12 heures par mois.

De plus, Internet est devenu un outil commercial prépondérant puisqu'il attire de nombreux consommateurs. Ainsi, le nombre d'acheteurs en ligne a augmenté de 26% en 2005 (Source : ACSEL) alors que le nombre d'internautes n'a lui progressé que 11%.



La croissance du nombre d'internautes ainsi que l'augmentation du budget des ménages dépensé sur Internet, font de la publicité interactive, un marché en pleine effervescence. Ce moyen de communication commence à prendre une place majeure parmi les plans médias des annonceurs puisqu'il représente 5.9% des investissements publicitaires en 2005 contre 3.6 % en 2004.



Le transfert des budgets publicitaires vers l'Internet est la preuve d'une prise de conscience des annonceurs et de leurs agences publicitaires : ils ont effectivement réalisé qu'ils pouvaient utiliser Internet pour conquérir de nouveaux clients, les fidéliser et bâtir de ce fait une relation plus dense avec leurs consommateurs.

Après avoir longtemps négligé ce moyen de communication, les annonceurs ont rectifié le tir en réajustant les budgets de publicité interactive : le montant des investissements publicitaires a été multiplié par 3 en deux ans, passant de 366 Millions d'euros en 2003 à 1134 Millions d'euros en 2005 en France. Les secteurs les plus actifs restent les services Internet, l'automobile et les agences de voyages. Néanmoins, de nombreux autres secteurs augmentent leur budget publicitaire Internet comme le marché des produits de grande consommation et la distribution traditionnelle.

6.2.4.4 <u>Les dépenses publicitaires par support aux Etats-Unis</u>

L'e-pub aux Etats-Unis a continué à progresser de manière soutenue en 2005, indiquent les chiffres consolidés de l'étude menée par Price Waterhouse Coopers pour l'Interactive Advertising Bureau (IAB).

Cette enquête repose principalement sur les déclarations des principales régies Internet outre-Atlantique ainsi que sur une enquête quantitative sur les revenus publicitaires des supports, intégrant ainsi les petites annonces et les e-mails.

Selon l'IAB et PWC, les dépenses publicitaires brutes sur Internet ont donc atteint 12,54 milliards de dollars en 2005, soit une progression de 30 % par rapport à 2004. Cette croissance a été soutenue, entre autre, par un très bon quatrième trimestre. Les revenus publicitaires en ligne ont atteint sur cette période 3,6 milliards de dollars, soit 34 % de plus qu'au quatrième trimestre 2004 et 15 % de plus qu'au troisième trimestre 2005.

Malgré ces records, Internet ne représente toujours qu'une faible partie des investissements publicitaires aux Etats-Unis : 5 % au lieu de 4 % en 2004.

Les dépenses publicitaires brutes sur Internet aux Etats-Unis par type de format (en millions de dollars, part de marché entre parenthèses)

Format	2005	2004	Evolution
Liens promotionnels et référencement payant	5.142 (41 %)	3.850 (40 %)	+ 33,5 %
Bannières classiques	2.508 (20 %)	1.829(19 %)	+ 37,0 %
Petites annonces	2.132 (17 %)	1.733 (18 %)	+ 23,0 %
Bannières rich media	1.003 (8 %)	963 (10 %)	+ 4,2 %
Affiliation, génération de trafic *	753 (6 %)	193 (2 %)	+ 290%
Sponsoring	623 (5 %)	770 (8 %)	- 19,1 %
E-mailing	251 (2 %)	96 (1%)	+ 161,5 %
Publicité exclusive (slotting fees)	125 (1%)	193 (2 %)	- 35,2 %
Total	12.542	9.626	+ 30,3 %

Source: IAB US & PriceWaterhouseCoopers, avril 2006

Les liens sponsorisés et le référencement payant sont toujours la principale cible des investissements, avec 41 % de part de marché (5,1 milliards de dollars), soit 1 point de plus qu'en 2004. En revanche, le format le plus dynamique demeure l'affiliation et les outils créateurs de trafic. Les revenus générés par ces derniers ont progressé de 290 % sur un an à 753 millions de dollars, soit près de trois fois plus qu'en 2004.

Autre forte progression : l'e-mailing. En un an, les dépenses publicitaires brutes sur ce support ont augmenté de 161 %, passant de 96 millions de dollars à 125 millions de dollars. Le poids de ce support reste toutefois très faible dans les dépenses publicitaires des annonceurs : 2 % contre 1 % en 2004. Le rich media, en revanche, ralentit sa croissance. Les revenus issus de ce format se maintiennent à 8 % du marché total à 1 milliard de dollars, soit une progression de 4,2 % sur une année glissante.

Seuls deux formats sont en recul d'une année sur l'autre : il s'agit du sponsoring (- 19 %) et de la publicité exclusive (- 35 %). Le premier représente désormais 5 % de part de marché, tandis que plafonne à 1 %. Une désafection qui peut s'expliquer par une plus grande difficulté à mesurer le retour sur investissement de ces supports.

Côté annonceurs, c'est toujours le secteur des biens de consommation courante qui investit le plus dans la publicité en ligne. En 2005, ses dépenses brutes se sont élevées à 6,4 milliards de dollars, soit 51 % de l'ensemble des montants investis dans l'e-pub. Tout de suite après vient l'informatique avec 1,6 milliards de dollars, soit 13 % de part de marché, puis les services financiers avec 1,5 millards de dollars (12 % de part de marché).

Répartition des investissements publicitaires en ligne aux Etats Unis par modèle de facturation

	2005	2004
Coût pour mille (CPM)	46%	42%
Coût au clic (CPC) et coût par acquisition	41%	41%
Hybride	13%	17%

Source: IAB US & PriceWaterhouseCoopers, avril 2006

En termes de modèle de facturation, le coût pour mille (CPM), qui était en recul sur l'année 2004 par rapport à 2003, marque un net retour. Avec 5,76 milliards de dollars en 2005, il représente désormais 46 % des dépenses facturées contre 42 % en 2004 avec 4 milliards de dollars. Une croissance qui s'effectue au dépend des modèles hybrides basés à la fois sur la performance et l'affichage. En l'espace d'un an, ce mode de facturation a perdu 5 points de part de marché, passant de 17 à 13 %.

6.2.4.5 De nouveaux enjeux, de Nouveaux Marchés, dans le sillage du modèle imposé par Google

Dans les médias classiques, l'annonceur paie cher pour atteindre un très large public dont il espère intéresser au moins un faible pourcentage. Certes, il peut sélectionner des zones géographiques, le type de médias et le genre d'emplacement. Les outils d'analyse se sont affinés, mais cela reste un arrosage aléatoire.

Les moteurs de recherche sur Internet ont appliqué un raisonnement inverse. Puisque les internautes les utilisent pour trouver un renseignement, ils ont profité de ce besoin spontanément précis pour leur proposer, en plus des réponses disponibles sur le Web, des liens publicitaires ciblés. Via le programme Adwords, Google a mis aux enchères ces liens auprès des annonceurs. L'idée géniale fut d'introduire la tarification au coût par clic. L'annonceur ne paie l'affichage de sa publicité que si l'internaute clique sur son lien. Cela va de quelques dizaines de centimes pour des pizzas à domicile à plusieurs euros pour un vendeur d'écrans TV plasma ou une banque plaçant des hypothèques.

Chacun peut ainsi investir la publicité sur internet en fonction du budget qu'il souhaite allouer, de manière ciblée, sur mesure, en s'inscrivant en ligne. Fort de ce premier succès, Google a élargi le système en 2003 en créant Adsense. Ce programme s'adresse aux éditeurs tiers de sites web sur lesquels il diffuse automatiquement des publicités ciblées en liaison avec leur contenu. Google gère la facturation, verse la majeure partie des montants encaissés au site tiers en prélevant sa commission au passage.

Une requête sur deux dans le monde en ligne passe par Google. Sur Internet, avec un tel trafic, Google aurait pu couvrir ses pages Web de bandeaux publicitaires. Mais Google a opté pour la vente de mots clés, ou liens sponsorisés. Les annonceurs achètent un ou plusieurs mots aux enchères. Quand un internaute effectue une recherche, des liens bien identifiés apparaissent : si l'utilisateur clique sur ces liens, l'annonceur rémunère Google. Si ce lien est placé sur le site d'un partenaire, Google lui verse une partie de ses recettes. Les liens sponsorisés s'avérant plus efficaces que les banals bandeaux, les annonceurs surenchérissent donc pour s'offrir le saint Grall de l'Internet... (Source la Tribune février 2006).

Cette tendance de fond renforce le développement du marketing à la performance et accrédite donc totalement la stratégie de CRM COMPANY GROUP.

6.2.5 Montant des revenus de CRM COMPANY GROUP par type d'activité

La Société réalise et vend à ses clients une prestation globale qui peut se décomposer en savoir-faire et actions différentes qui, en tant que telles, ne sont pas commercialisées séparément.

Il n'est donc pas possible de présenter une ventilation de l'activité par type d'activité.

En revanche, il est possible de préciser la part du chiffre d'affaires réalisée par type de support.

Le tableau ci-après présente le pourcentage de chiffre d'affaires réalisé au cours des 3 derniers exercices par CRM COMPANY GROUP par type de support utilisé dans le cadre de son activité :

	% du CA total de 2003	% du CA total de 2004	% du CA total de 2005
CA réalisé sur support On Line (1)	12%	15%	28%
CA réalisé sur support Off Line (2)	66%	65%	40%
Honoraires	22%	20%	32%

⁽¹⁾ On Line: Marketing via les cnaux traditionnels (marketing direct, publicité sur lieux de vente, promotion des ventes, imprimés publicitaires, presse)

En outre, il est précisé que l'activité de CRM COMPANY GROUP est exclusivement réalisée en France, depuis le site situé à Paris, 29 Cité d'Antin.

6.2.6 Ventilation des immobilisations ou actifs employés par CRM COMPANY GROUP par type d'activité

Il est rappelé que la Société réalise et vend à ses clients une prestation globale qui peut se décomposer en savoir-faire et actions différentes qui, en tant que telles, ne sont pas commercialisées séparément.

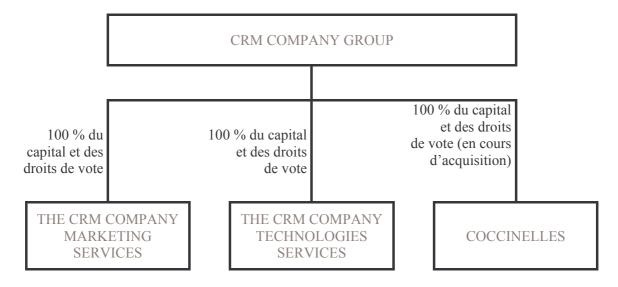
Il ne serait donc pas pertinent de présenter une ventilation des immobilisation ou actifs employés par type d'activité, une telle information n'étant d'ailleurs pas disponible dans le système d'information comptable actuel du Groupe.

En outre, il est précisé que l'activité de CRM COMPANY GROUP est exclusivement réalisée en France, depuis le site situé à Paris, 29 Cité d'Antin.

⁽²⁾ Off Line: marketing via les canaux numériques

7 ORGANIGRAMME

7.1 PRESENTATION GENERALE DU GROUPE



7.2 Presentation des societes du Groupe

CRM COMPANY GROUP est la société tête de groupe. Le tableau ci-après présente succintement les principaux éléments chiffrés de son activité au cours des 2 derniers exercices :

En €	31/12/2005	31/12/2004
Chiffre d'affaires	1.245.216	605.000
Résultat d'exploitation	514.305	(15.026)
Résultat courant avant impôts	511.394,96	(25.392)
Résultat net	329.466 ,96	(28.908)
Actif immobilisé net	256.450,92	351.573
Capitaux propres	573.197,64	243.731
Endettement financier long terme	0	50.442
Trésorerie nette	2.636	(16.526)
Total de Bilan	1.416.977	1.444.020

THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES

Filiale à 100% de CRM COMPANY GROUP spécialisée dans le conseil en marketing, la communication, la publicité et la gestion de la relation client.

En €	31/12/2005	31/12/2004
Chiffre d'affaires	4 588 256,99	4 837 985,01
Résultat d'exploitation	140 273,12	72 284,94
Résultat courant avant impôts	105 443,50	71 115,03
Résultat net	71 802,82	43 874,47
Actif immobilisé net	2 969 721,51	1 853 957,33
Capitaux propres	175 099,65	103 296,83
Endettement financier long terme	0	0
Trésorerie nette	265.709	144.643
Total de Bilan	2.969.721	1.853.957

THE CRM COMPANY TECHNOLOGY SERVICES

THE CRM COMPANY TECHNOLOGIES SERVICES, filiale à 100% de CRM COMPANY GROUP a été mise en sommeil en 2003.

Elle n'a donc eu aucune activité au cours de l'exercice écoulé.

En €	31/12/2005	31/12/2004
Chiffre d'affaires	0	0
Résultat d'exploitation	(1.425)	(3.214)
Résultat courant	(1.425)	(3.214)
Résultat net	(1.425)	(3.772)
Actif immobilisé net	0	0
Capitaux propres	(4.652)	(3227)
Endettement financier long terme	0	0
Trésorerie nette	146	2044
Total de bilan	8958	9223

COCCINELLES

L'activité de la société COCCINELLES est plus amplement décrite au paragraphe 6.1.3.4 du présent document de base.

En €	31/03/2006	31/03/2005
Chiffre d'affaires	1.233.044	1.245.088
Résultat d'exploitation	86.596	64.037
Résultat courant	86.791	64.500
Résultat net	18.554	49.150
Actif immobilisé net	32.224	38.794
Capitaux propres	178.380	114.956
Endettement financier long terme	0	0
Trésorerie nette	90.006	183.418
Total de bilan	350.553	327.363

7.3 RELATIONS ENTRE CRM COMPANY GROUP ET SES FILIALES

CRM COMPANY GROUP SA, société tête de groupe, est dirigée par un Directoire comprenant deux membres :

- Monsieur Bertrand FREY, Président,
- Monsieur Pascal JOSSELIN, membre du Directoire.

A la date du présent Document, CRM COMPANY GROUP SA détient en direct :

- The CRM Company Marketing Services (100%),
- The CRM Company Technologies Services (100%).

CRM COMPANY GROUP SA a un rôle de holding animatrice du Groupe et facture à ce titre diverses prestations à la société The CRM Company Marketing Services, son unique filiale opérationnelle.

Les principales ressources de CRM COMPANY GROUP SA sont constituées par des honoraires facturés à la société The CRM Company Marketing Services au titre de :

- prestations de conseil en management général, commercial et financier ;
- coûts de fonctionnement.

Il est rappelé à cette occasion que Messieurs Bertrand FREY et Pascal JOSSELIN sont rémunérés au sein de CRM COMPANY GROUP SA (cf. paragraphe 15.1 du présent Document), et ils ne perçoivent aucune rémunération, de quelque nature que ce soit, de la part des filiales.

Le tableau ci-après reprend les informations relatives aux prestations facturées par CRM COMPANY GROUP à sa filiale The CRM Company Marketing Services, telles que décrites dans les rapports spéciaux du commissaire aux comptes de CRM COMPANY GROUP au titre des exercices 2003, 2004 et 2005 figurant au paragraphe 20.4.4. du présent Document :

	2003	2004	2005
Prestations de conseil en management général, commercial et financier	995 240 euros HT	605 000 euros HT	1 055 515 euros HT
Coûts de fonctionnement	178 280 euros HT	211 794 euros HT	239 701 euros HT

Synthèse:

Valeurs en consolidation	The CRM Company	The CRM Company Technologies	CRM COMPANY	Total
(sauf dividendes)	Marketing Services	Services	GROUP	consolidé
Actif immobilisé net	5 000 €	0 €	256 451 €	261 451 €
Stocks	0	0	0	0
Endettement financier hors groupe	0	0	0	0
Trésorerie au bilan	265 709 €	146 €	2 636 €	268 491 €
Dividendes versés dans l'exercice 2005 et revenant à CRM COMPANY GROUP	0	0	-	-

8 PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS

8.1 Descriptif

CRM COMPANY GROUP et ses filiales, à l'exception de COCINELLES, sont installées dans des locaux d'une superficie d'environ 650 m2 situés au 29, cité d'Antin à Paris (9ème arrondissement).

Il s'agit exclusivement de locaux commerciaux, administratifs et opérationnels.

Les locaux sont loués auprès de tiers (qui n'ont aucun lien capitalistique direct ou indirect avec la Société ni avec ses dirigeants) aux termes d'un bail commercial qui court depuis le 1^{er} juin 2003 pour une durée de 9 ans

Le loyer annuel, charges comprises hors taxes, s'élève à 140.000 €.

Les activités de CRM COMPANY GROUP et de ses filiales nécessitent peu d'investissements matériels, hormis des équipements informatiques, des logiciels et du mobilier de bureau (se reporter au paragraphe 5.2.1 du présent document).

8.2 Impact environnemental

Compte tenu de la nature de leurs activités, CRM COMPANY GROUP et ses filiales ne sont pas confrontées à des contraintes environnementales particulières.

Néanmoins, la Société est sensibilisée aux problématiques du développement durable et est membre de l'association *Global Compact* présidée par Monsieur Kofi Annan.

9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

9.1 SITUATION FINANCIERE

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs clés de la Société au titre des trois derniers exercices.

En €uros	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005
Chiffre d'Affaires agence (1)	5 243 865	4 837 985	4 588 258
Coûts directs fabrication	2 696 312	2 411 770	1 430 670
Marge brute	2 547 553	2 426 215	3 157 639
Taux marge brute	48, 6 %	50,2 %	68,8 %
Frais de personnel	1 178 659	1 563 116	1 749 161
Résultat opérationnel	1 368 894	863 099	1 408 478
Taux résultat opérationnel	26, 1 %	17,8 %	30,7 %
Résultat d'exploitation	740 251	54 046	653 153
Résultat Financier	- 21 545	- 11 536	- 37 740
Résultat Courant avant	718 706	42 510	615 413
Impôt	/18 /00	42 310	013 413
Résultat Net de l'exercice	463 414	11 194	399 844

⁽¹⁾ Il est rappelé que seul le chiffre d'affaires 2005 est consolidé, le chiffre d'affaires pour les exercices 2003 et 2004 ayant été déterminé sur la base d'états financiers consolidés établis pour les besoins exclusifs du présent Document de Base dans les conditions rappelées au paragraphe 20.1 ci-après du Document.

9.2 RESULTAT D'EXPLOITATION

Activité du groupe

CRM COMPANY GROUP s'était donné pour 2005, 4 priorités :

- Améliorer la productivité des équipes opérationnelles du groupe
- Gagner des nouveaux comptes clients
- Améliorer la rentabilité en instaurant un suivi des dépenses opérationnelles et générales
- Etablir les fondations d'une croissance rentable accélérée à partir de 2006 en préparant les bases d'un programme de croissance externe et non pas simplement organique.

Ainsi en 2005 :

Chiffre d'affaires et marge brute

La marge brute réalisée par une agence de publicité se mesure en prenant en compte l'ensemble des rémunérations versées pour des prestations réalisées directement par l'agence (création, mediaplanning, achat d'espace...). L'activité d'une agence ne peut réellement se mesurer à son chiffre d'affaires, ne représentant qu'un volume d'activité ,en effet le Chiffre d'affaires prend en compte les opérations de facturations effectuées dans le cadre des mandats d'achats d'espaces ainsi que celles correspondant aux prestations de production des messages publicitaires réalisés par des tiers.

Les exercices 2003, 2004 et 2005 décrits ci dessus font apparaître un niveau de chiffres d'affaires en légère décroissance mais un niveau de marge brute agence en forte progression depuis 2 ans.

Le mix de chiffre d'affaires de CRM COMPANY GROUP a ainsi évolué de façon importante sur les derniers exercices, les budgets clients recouvrant désormais une quote part d'honoraires en progression. Cette donnée couplée à une gestion beaucoup plus rigoureuse des achats directement imputables aux opérations clients grâce à l'utilisation d'un logiciel dédié, permet au groupe de voir son indicateur fondamental de marge brute progresser, de plus de 32 %.

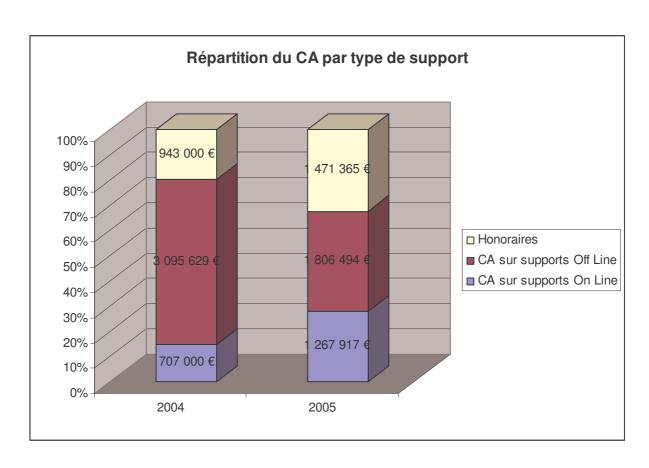
Chiffre d'affaires:

Le chiffre d'affaires du groupe CRM COMPANY GROUP est en légère décroissance sur les 3 derniers exercices, passant ainsi de 5.24M€ en 2003 à 4.87M€ en 2004 et à 4.58 M€ en 2005.

Cette décroissance s'explique par le développement et la forte croissance des campagnes de communication menées par CRM COMPANY GROUP sur des supports « On Line ». Les campagnes de communication ainsi menées sur les supports on line sont moins couteuses, plus performantes et sont donc la raison principale de l'évolution des tendances des montants de chiffre d'affaires et de marge brute.

Répartition du CA par supports de campage :

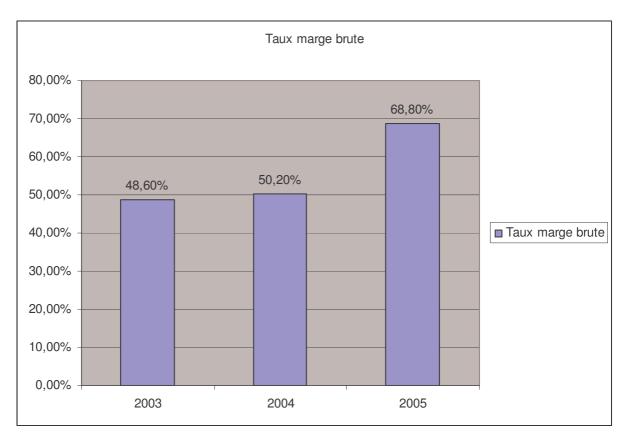
	% du CA total de 2004	% du CA total de 2005
CA réalisé sur support On Line	15%	28%
CA réalisé sur support Off Line	65%	40%
Honoraires	20%	32%



Marge Brute:

CRM COMPANY GROUP étant une agence conseil en marketing services, son mode de rémunération est construit de la façon suivante :

- ➤ Une rémunération fixe des contrats annuels : CRM COMPANY GROUP fonctionne sur le même mode de rémunération que les grands groupes publicitaires avec la mise en place de contrats annuels avec ses clients, grands comptes. Dans le cadre de ses honoraires contractuels, CRM COMPANY GROUP mobilise ses compétences pour établir des recommandations stratégiques sur les problématiques marketing de l'annonceur. Le taux de marge brute des honoraires conseils est proche des 100%
- ➤ Une rémunération complémentaire associée à la mise en place des plans marketing (frais techniques) issus des précédentes recommandations vient s'ajouter aux revenus de l'agence. Le taux de marge brute des frais techniques est comprise entre 10 et 65% en fonction des supports sur lesquels les campagnes de communication sont réalisés. On voit ainsi que les supports traditionnels, tels que le mailing papier (10% de MB) offre un taux de marge brute bien plus faible que le e-mailing (65% de MB)
- ➤ Une rémunération variable indexée sur les résultats : CRM COMPANY GROUP et l'annonceur définissent ensemble les objectifs et les moyens de les mettre en place et de les mesurer. CRM COMPANY GROUP, forte d'une équipe compétente et d'outils technologiques performants peut alors s'engager sur l'efficacité de ses actions et ainsi proposer aux annonceurs une rémunération variable complémentaire indéxée sur la performance du plan adopté. Le taux de marge brute des rémunarations indéxées sur les performances des campagnes sont elles aussi proches des 100%



Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont en corrélation avec l'évolution de l'activité, ceci dans la mesure l'évolution essentielle est celle principalement due aux charges de personnel. Sur cette période, les charges de personnel ont évolué à la hausse chaque exercice. Cette évolution traduit en fait entre 2005 et 2004, un recentrage de l'équipe commerciale et un renforcement de l'équipe technique avec des profils plus adaptés et efficients. Les efforts consentis par le groupe au titre d'une recherche d'une meilleure rentabilité des activités pour 2005 apparaissent nettement dans le résultat des opérations.

Résultat d'exploitation

Grâce à une croissance de sa marge bien supérieure à la croissance de ses charges d'exploitation, THE CRM COMPANY GROUP confirme la validité de son modèle économique en générant un effet de levier opérationnel. Le résultat d'exploitation 2005 de THE CRM COMPANY multiplié par 12 entre 2004 et 2005 traduit le retour au profit.

Résultat financier

Le résultat financier est une charge nette de 37 740 euros composée essentiellement des derniers frais sur un emprunt contracté en 2002 et le coût des financements par affacturage de notre poste Clients.

Résultat net

Au 31 décembre 2005, le groupe consolidé a constaté une charge d'impôts sur les sociétés de 217 003 euros. Le résultat net s'élève à 399 844 euros en 2005 contre 11 194 euros fin 2004.

10 TRESORERIE ET CAPITAUX

10.1 CAPITAUX DE LA SOCIETE A COURT ET MOYEN TERME

La Société dispose de capitaux propres consolidés d'un montant de 643 646 euros au 31 décembre 2005.

L'information sur les capitaux propres de CRM COMPANY GROUP est reprise dans le tableau cidessous :

CAPITAUX PROPRES								
En €uros	Données consolidées au 31/12/05 (chiffres audités)	Données consolidées au 30/04/06 (chiffres non audités)						
Total des dettes à court terme	115 546	0						
Garanties	0	0						
Privilégiées	0	0						
Non garanties/non privilégiées	115 546	0						
Total des dettes à moyen et long terme	0	0						
Garanties	0	0						
Privilègiées	0	0						
Non garanties/non privilégiées	0	0						
Capitaux propres consolidés ¹	270 000	270 000						
Capital social	200 000	240 000						
Primes liées au capital	50 000	10 000						
Autres réserves	20 000	20 000						

¹ Le montant des capitaux propres indiqué ci-dessus, et présenté conformément aux recommandations du CESR de février 2005 (§ 127), ne fait pas ressortir le compte de report à nouveau.

10.2 SOURCE ET MONTANT DES FLUX DE TRESORERIE DE LA SOCIETE

La situation de trésorerie nette consolidée au 31 décembre 2005 est positive et s'établit à un montant de 268 492 euros (chiffre audité).

Chiffres comparés entre le 31/12/05 et le 31/12/04

En €uros	31/12/2005	31/12/2004
Capitaux Propres	643 646	243 801
Endettement financier	115 546	55 664
Valeurs mobilières de placement et disponibilités		29 994
Flux net de trésorerie d'exploitation	133 006	589 773
Flux net de trésorerie d'investissements	5 326	- 154 960
Flux net de trésorerie de financement	- 50 442	- 477 443
Variation de trésorerie	87 890	-42 630

Chiffres comparés entre le 31/12/04 et le 31/12/03

En €uros	31/12/2004	31/12/2003
Capitaux Propres	243 801	662 608
Endettement financier	55 664	104 598
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	29 994	29 994
Flux net de trésorerie d'exploitation	589 773	136 415
Flux net de trésorerie d'investissements	- 154 960	-205 777
Flux net de trésorerie de financement	- 477 443	97 886
Variation de trésorerie	-42 630	28 524

L'endettement financier de la Société est nul. La Société a autofinancé ses investissement en 2005 grâce à un flux de trésorerie d'exploitation très largement supérieur au flux de trésorerie d'investissement.

Auparavant, les flux de trésorerie d'exploitation et d'investissement ont été financés par des flux de trésorerie de financement.

10.3 CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT DE LA SOCIETE

L'endettement financier net s'établit à un montant de 115 546 euros au 31 décembre 2005. L'information sur l'endettement de CRM COMPANY GROUP est reprise dans le tableau ci-dessous :

ENDETTEMENT FINANCIER								
En €		Données consolidées au 31/12/05 (chiffres audités)	Données consolidées au 30/04/06 (chiffres non audités)					
Liquidités	A	384 038	271 268					
Trésorerie		384 038	271 268					
Instruments équivalents		0	0					
Titres de placement		0	0					
Créances financières à CT	В	0	0					
Dettes financières à CT	C	115 546	0					
Dettes bancaires à CT		115 546	0					
Part à moins d'un an des dettes à MT et LT		0	0					
Autres dettes financières à CT		0	0					
Endettement financier net à court terme	D=C-A-B	(268 492)	(271 268)					
Endettement financier à MT et LT	E	0	0					
Emprunt bancaire à plus d'un an		0	0					
Obligations émises		0	0					
Autres emprunts à plus d'un an		0	0					
Endettement financier net	D+E	(268 492)	(271 268)					

10.4 RESTRICTION A L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUE SENSIBLEMENT OU POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT, DE MANIERE DIRECTE OU INDIRECTE, SUR LES OPERATIONS DE LA SOCIETE

Néant.

10.4.1 Information sur la part de capital de la Société faisant l'objet de nantissements

Aucune des actions de la Société n'était nantie à la date du présent document de base.

Dans le cadre de l'acquistion de la société Coccinelles, CRM COMPANY GROUP s'est engagée envers les cédants à consituer au profit de chacun d'eux, pour sûreté du paiement du second acompte sur la partie fixe du prix de cession, du solde de la partie fixe du prix de cession ainsi que, sous réserve de la réalisation des conditions stipulées au Protocole d'accord en date du 23 juin 2006, d'un complément de prix (ci-après ensemble les « Obligations Garanties »), un gage sur la quote-part des actions de la société Coccinelles cédées par chaque cédant dans les conditions décrites ci-après :

Information sur la part du capital de la société COCINELLES faisant l'objet de nantissements									
Constituant	Bénéficiaire	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Condition de levée du nantissement	Nombre d'actions Cocinnelles nanties	% de capital nanti			
CRM COMPANY GROUP	Mme Cyrille PETIBON	03/07/2006	31/05/2008 ou, si le complément de prix est dû, dans les 6 mois de la clôture de l'exercice 2008	Paiement des Obligations Garanties	50	50%			
	Mme Antonia RIVOIRE				50	50%			
Total					100	100%			

10.4.2 Informations sur les actifs de la Société faisant l'objet de nantissements

Type de nantissements/ hypothèques	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nanti (a)	Total du poste de bilan	% correspondant
S/immo. incorporelle	-	-	-	-	-
S/immo. corporelle	10/10/2005 (3)	30/04/2008	13 713,18 €	311 829 €	4.40%
S/ immo. Financière	-	-	-	-	4,40%
TOTAL			13 713,10 €	311 829 €	4,40%

⁽³⁾ Contrat de location portant sur un copieur.

(

10.5 SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES NECESSAIRES POUR HONORER LES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FUTURS ET LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMPORTANTES PLANIFIEES

Non applicable.

11 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

11.1 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Compte tenu des particularités du marché et de son activité, il est essentiel pour CRM COMPANY GROUP de se différencier de ses concurrents.

Les frais de recherche et développement sont intégralement passées en charges de l'exercice.

11.2 Brevets et licences

La Société n'est titulaire d'aucun brevet.

Dans le cadre de son activité, la Société n'a conclu aucun contrat de licence portant sur des brevets appartenant à des tiers.

11.3 MARQUES ET LICENCES

La Société est propriétaire des marques nécessaires à son activité.

Le portefeuille de marque de la Société comporte 10 marques déposées entre octobre 2001 et mai 2006, en France exclusivement.

La protection accordée aux marques de la Société repose sur leur enregistrement ou leur utilisation effective.

Les marques ont fait l'objet de dépôts nationaux et sont enregistrées pour des durées de 10 ans.

La Société n'a concédé aucune licence sur les marques dont elle est propriétaire.

Dans le cadre de son activité, la Société est contractuellement autorisée par ses clients, dans la limite des droits qui lui sont concédés pour les besoins exclusifs de l'exécution de la mission qui lui est confiée, à exploiter les droits de propriété intellectuelle dont ils sont propriétaires.

CRM COMPANY GROUP met en œuvre tous les moyens adaptés afin d'assurer la protection des droits de propriété intellectuelle qui lui sont ainsi concédés par ses clients et l'intégrité de ses systèmes informatiques. Cependant, elle n'est pas dans la capacité de garantir une protection absolue contre les atteintes des tiers, les intrusions malveillantes...

Le tableau ci-après reprend les informations sur le portefeuille de marque :

	CRM COMPANY GROUP								
	Marques françaises								
Marque	Pays	Statuts	Date de	N°dépôt	Date	N°Enreg	Classes	Echéance	
			dépôt		d'enregist.				
The CRM Company (1)	FRA	ENR	30/10/01	013128646	30/10/01	013128646	9, 16, 35, 38 et 41.	30/10/11	
CRM & Company	FRA	ENR	15/11/01	013131322	15/11/01	013131322	9, 16, 35, 38, 41 et 42.	15/11/11	
THE CRM COMPANY	FRA	ENR	15/11/01	013131318	15/11/01	013131318	9, 16, 35, 38, 41 et 42.	15/11/11	
REAL-TIME									
MARKETING									
THE CRM COMPANY	FRA	ENR	15/11/01	013131317	15/11/01	013131317	9, 16, 35, 38, 41 et 42.	15/11/11	
PROMO MOBILE	FRA	ENR	17/05/02	023164780	17/05/02	023164780	35 et 38.	17/05/12	
COUPON MOBILE	FRA	ENR	17/05/02	023164778	17/05/02	023164778	35 et 38.	17/05/12	
PUB MOBILE	FRA	ENR	17/05/02	023164781	17/05/02	023164781	35 et 38.	17/05/12	
GENVALUE (2)	FRA	ENR	15/07/04	043303361	15/07/04	043303361	9, 16, 35, 36, 38, 41 et	15/07/14	
Į.							42.		

CRM	COMPANY	FRA	déposée	11/05/06	063428228	Non	Non	9, 16, 35, 38, 41 et 42.	11/05/16 (3)
GROUP						applicable	applicable		

Le suivi des marques détenues par CRM COMPANY GROUP est assuré par un cabinet spécialisé en propriété intellectuelle.

11.4 Noms de domaine

La Société a enregistré les noms de domaine suivants :

Noms de domaines :

- www.thecrmcompany.com
- www.thecrmcompany.fr
- www.coccinelles.net
- www.crmcompanygroup.com
- www.crmcompanygroup.fr
- www.crmcompanygroup.net

⁽¹⁾ initialement déposée au nom de Bertrand FREY et cédée à la Société le 10 mai 2006 pour 1 €.
(2) initialement déposée au nom de Bertrand FREY et de Pascal JOSSELIN puis cédée à la Société le 10 mai 2006 pour 1 €.

⁽³⁾ sous condition suspensive d'enregistrement de la marque.

12 INFORMATION SUR LES TENDANCES

12.1 PRINCIPALES TENDANCES AYANT AFFECTE LA PRODUCTION, LES VENTES ET LES STOCKS, LES COUTS ET LES PRIX DE VENTE ENTRE LE 31 DECEMBRE 2005 ET LA DATE D'ENREGISTREMENT DU PRESENT DOCUMENT DE BASE

L'année 2006 est une année importante pour CRM COMPANY GROUP, marquée par l'affirmation de son modèle économique basé sur le marketing multi canal à la performance. Cela s'est ainsi traduit au niveau de ses clients annonceurs par le gain de nouveaux budgets de taille significative.

Tout en gardant une vision marketing multi canal, CRM COMPANY GROUP a renforcé son développement stratégique sur le média Internet grâce à l'obtention de deux nouveaux budgets : Tout d'abord, le lancement d'une nouvelle marque sur Internet, ainsi que le gain de budgets Média on-line, preuve de l'efficacité de CRM COMPANY GROUP dans le domaine du marketing interactif.

Dans la continuité de cette vision stratégique, CRM COMPANY GROUP a décidé de développer une nouvelle marque et de renforcer les équipes spécialement dédiées au marketing à la performance sur Internet.

Quant à l'organisation structurelle, CRM COMPANY GROUP a réalisé la cession effective des parts de GENVALUE, société n'ayant pas d'activité et ne réalisant pas de chiffre d'affaires. Cette transaction a été réalisée sur la base de la valeur nominale des titres suite à l'engagement irrévocable de cession signé en décembre 2005.

CRM COMPANY GROUP a conclu en mars 2006 un accord concernant l'acquisition de la société Coccinelles, agence constituée d'une équipe d'une dizaine de personnes dont l'avtivité est spécialisée dans le marketing opérationnel. Cette aquisition, qui sera réalisée au tout début du mois de juillet 2006, doit permettre à CRM COMPANY GROUP de compléter son offre et ainsi couvrir l'ensemble des métiers du Marketing Services.

Coccinelles est spécialisée dans la conception et la mise en place d'opérations médias ou hors média pour des marques et des réseaux afin de :

- Accroître la proximité avec la marque,
- Créer un lien avec le consommateur,
- Développer les ventes au point de vente.

12.2 EXISTENCE DE TOUTE TENDANCE CONNUE, INCERTITUDE OU DEMANDE OU TOUT ENGAGEMENT OU EVENEMENT RAISONNABLEMENT SUSCEPTIBLE D'INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES PERSPECTIVES DE LA SOCIETE

CRM COMPANY GROUP entend construire son développement sur deux axes majeurs. D'une part, la Société compte renforcer son positionnement d'agence de marketing muticanal à la performance avec l'intégration de l'ensemble des compétences et technologies de tracking liées à l'exploitation du média Internet (epub, affiliation, search marketing).

D'autre part, CRM COMPANY GROUP s'est donné pour objectif de se développer de façon significative que ce soit en croissance organique ou en réalisant des opérations de croissance externes. Cette stratégie de développement lui permettrait d'atteindre la taille nécessaire pour répondre aux plus gros appels d'offres du marché publicitaire.

A la connaissance de CRM COMPANY GROUP, il n'existe ni tendance connue ni engagement raisonnablement susceptible d'influer négativement sur les perspectives de la Société.

En outre, l'introduction en Bourse devrait s'avérer bénéfique à court, moyen et long terme en permettant à la fois :

- Une levée de fonds nécessaire à l'accélération de la stratégie,
- Une notoriété auprès des clients et une visibilité accrue pour leur direction financière,
- Une motivation supplémentaire des salariés via des mécanismes incitatifs.

13 PREVISION OU ESTIMATION DU BENEFICE

La Société n'envisage pas à l'avenir de faire de prévision de son bénéfice, néanmoins elle entend préciser, dans le cadre de son introduction sur Alternext, et en raison du développement favorable de l'activité depuis le début de l'exercice 2006, du fait de nouveaux contrats conclus récemment et de l'acquisition de la société COCCINELLES, sa prévision de marge brute que le Directoire de CRM COMPANY GROUP estime pour 2006 à un minimum de 5 M€. Sous réserve que les tendances du marché restent comparables à ce qu'elles sont actuellement, que sa stratégie de développement soit mise en oeuvre avec succès, que les nouveaux contrats conclus soient correctement exécutés et que les campagnes soient maintenues par les clients, CRM COMPANY GROUP pourrait réaliser une marge brute minimum de 5 M€ au titre de l'exercice 2006.

CRM COMPANY GROUP a étayé cette prévision sur le fondement d'hypothèses qui lui paraissent réalistes concernant :

- l'évolution de son chiffre d'affaires et de sa marge brute dont les taux de croissance résultent d'une combinaison entre croissance organique (gain de nouveaux budgets : Budget on line Alfa Roméo, April Développement, la Banque Postale, Nouvelles Frontières et contrat on line Total) et croissance externe (acquisition COCCINELLES);
- sa capacité à exécuter les nouvelles missions qui lui ont été confiées récemment, qui passe notamment par l'embauche de 5 nouveaux collaborateurs dont 2 créatifs et 3 dans les équipes conseil, et la poursuite de celles confiées antérieurement;
- la pérennité et le renforcement de sa position auprès de ses clients à raison de l'élargissement de son offre services liée dans ce dernier cas à l'acquisition de la société COCCINELLES.

Rapport du Commissaire aux comptes portant sur la prévision de marge brute pour l'exercice 2006

Monsieur Le Président du Directoire,

En notre qualité de commissaire aux comptes et en application du Règlement (CE) n° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur la prévision de marge brute pour l'exercice 2006 du groupe CRM COMPANY GROUP, présentée au paragraphe 13 de son Document de Base daté du 5 juillet 2006.

Cette prévision de marge brute pour l'exercice 2006 et les hypothèses qui les sous-tendent ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du Règlement (CE) n° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux prévisions.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe I, point 13.3 du Règlement (CE) n° 809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement de cette prévision.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France.

Ces travaux ont comporté une évaluation des procédures mises en place par le Directoire pour l'établissement de cette prévision de marge brute annuelle 2006 ainsi que la mise en oeuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement de cette prévision. Ils ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que cette prévision est adéquatement établie sur la base des hypothèses qui sont énoncées.

Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

A notre avis:

- cette prévision a été adéquatement établie sur la base indiquée ;
- la base comptable utilisée aux fins de cette prévision est conforme aux méthodes comptables appliquées par la société.

Paris, le 5 juillet 2006

Le Commissaire aux comptes

Mathieu BIDEGARAY NAVARRON

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

14 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

14.1 DIRECTOIRE

14.1.1 Composition du Directoire au 31 décembre 2005

Nom et prénom ou dénomination sociale du membre	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société	Autres mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés
Monsieur Bertrand FREY	23/11/2001	23/11/2007	Président du Directoire	Néant	- Président directeur général de The CRM Company Marketing Services - Directeur général de The CRM Company Technologie Services - Administrateur de Come & Stay - Gérant de Art Valley Directeur général de Genvalue Membre du Conseil de Surveillance de ACCESS2NET
Monsieur Pascal JOSSELIN	23/11/2001	23/11/2007	Membre du Conseil de Surveillance	Président directeur général de Yoono	- Directeur général de The CRM Company Marketing Services - Président Directeur général de The CRM Company Technologie Services - Président directeur général de Yoono

Aucun des membres des membres du directoire de CRM COMPANY GROUP n'a fait l'objet :

- d'une quelconque condamnation pour fraude prononcée au cours de cinq dernières années au moins ;
- d'une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ou n'a été associé d'une telle société dans cette situation au cours de cinq dernières années au moins ;
- d'une incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée contre lui, ou contre une société dont il est ou a été associé, par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés), ni n'a déjà été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années au moins.

14.1.2 Renseignements personnels relatifs aux membres du Directoire

Bertrand FREY:

Bertrand FREY, diplômé de l'ESC Rouen, a fondé avec Pascal JOSSELIN en 1990 l'agence de marketing relationnel dénommée STRATELITE où il a exercé son activité professionnelle jusqu'en 1999.

De Janvier 2000 à Décembre 2001, Bertrand FREY a été membre du Directoire de la société FI SYSTEM. Durant cette période, il a également assuré la direction des opérations France de cette société.

Pascal JOSSELIN

Pascal JOSSELIN, diplômé de l'ESC Rouen, a fondé avec Bertrand FREY en 1990 l'agence de marketing relationnel dénommée STRATELITE où il a exercé son activité professionnelle jusqu'en 1999.

De Janvier 2000 à Décembre 2001, Pascal JOSSELIN a été membre du Directoire de la société FI SYSTEM. Durant cette période, il a également assuré la direction des opérations à l'étranger.

Monsieur Pascal JOSSELIN, membre du Directoire, est le fils de Madame Maria JOSSELIN, membre du Conseil de surveillance.

14.1.3 Liste des mandats et fonctions exercés par les membres du Directoire dans toutes sociétés au cours des 5 dernières années

Nom du mandataire social	Année	Société
Bertrand FREY	2001	Membre du Directoire de FI SYSTEM Administrateur de FI BELGIUM Président du Directoire de UBICCO Président du Conseil d'Administration EOS TELERELATION
Pascal JOSSELIN	2001	Membre du Directoire de FI SYSTEM Administrateur ASCII Administrateur FI UK Administrateur FI ITALIA Membre du Directoire UBICCO

Les mandats et fonctions présentés dans le tableau ci-dessus ont tous pris fin en 2001.

La liste des autres mandats et fonctions exercés par les membres du Directoire au cours des cinq dernières années figure au pagraphe 14.1.1 du présent document de base.

14.2 CONSEIL DE SURVEILLANCE

14.2.1 Composition du Conseil de surveillance au 31 décembre 2005

Nom et prénom ou dénomination sociale du membre	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société	Autres mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés
Monsieur Eric NOBLET	15/02/2005	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2008	Président du Conseil de Surveillance	Directeur délégué de Les Echos	Gérant de EMN & Partners SARL
Monsieur Hugues ROBERT	23/11/2001	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2008	Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance	Directeur Relations Internationales de Frégate	- Directeur Général et membre du directoire de LEGRIS INDUSTRIE - Représentant permanent de Savoye Logistics, administrateur de Prodex NSA - Membre du conseil de surveillance de Cabasse
Madame Maria JOSSELIN	23/11/2001	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2008	Membre du Conseil de Surveillance	Néant	Néant

Aucun des membres du Conseil de surveillance de CRM COMPANY GROUP n'a fait l'objet :

- d'une quelconque condamnation pour fraude prononcée au cours de cinq dernières années au moins ;
- d'une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ou n'a été associé d'une telle société dans cette situation au cours de cinq dernières années au moins ;
- d'une incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée contre lui, ou contre une société dont il est ou a été associé, par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés), ni n'a déjà été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années au moins.

14.2.2 Renseignements personnels relatifs aux membres du Conseil de surveillance

Eric NOBLET:

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille (ESJ), Eric NOBLET est directeur délégué des ECHOS, éditeur du quotidien les ECHOS et de tous ses suppléments, depuis 1999.

De 1984 à 1999, il a été Directeur Commercial en charge du développement du quotidien les ECHOS, puis Directeur Général de la Régie Publicitaire du groupe Les ECHOS, ECHOFI.

De 1982 à 1984, Eric NOBLET a été PDG du groupe Spécis (15 titres de presse gratuite).

De 1973 à 1982 il a été PDG de plusieurs hebdomadaires régionaux d'information du groupe Hersant en Normandie (le Courrier de l'Eure, le Pont-Audemer).

Eric NOBLET a été membre du comité exécutif de la Fédération de la Presse Economique et Financière Européenne (EBP) (de 1990 à 2005), Président du Comité stratégique de l'Association Presse Enseignement (de 1998 à 2005) et Membre de la CPPAP, représentant de la presse quotidienne (de 2001 à 2005).

Eric Noblet est Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite, Conseiller du Commerce Extérieur de la France.

Hugues ROBERT

Etudes : Prytanée Militaire de La Flèche, Lycée Louis-le-Grand à Paris. Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales.

Collaborateur du cabinet SHS Consultants (1987-1988); créateur de la société Hors Ligne (1989-1990); consultant puis consultant sénior au Boston Consulting Group (1991-1993); responsable de la stratégie et du développement à Artal Europe (1994-1996); directeur d'investissement au Carlyle Group (1997-1999); Président du Directoire de groupe Genoyer (équipement pétrolier) (2000).

Directeur Général et membre du Directoire (depuis 2001) du groupe Legris Industries ; administrateur de la société Hors Ligne, devenue Ubiqus (1993-2003) ; membre du conseil de surveillance de CRM COMPANY GROUP depuis 2002 et de Cabasse depuis 2003.

Maria JOSSELIN

2002 à ce jour : The CRM Company SA, Agence Conseil en Marketing Relationnel

Membre du Conseil de surveillance

1989 à 1999 : Stratélite, Agence Conseil en Marketing Opérationnel

Membre du Conseil d'Administration

1979 à 1995 : OJ Perrin, Chaîne de Boutiques de Joaillerie

Responsable commerciale, puis Directrice du Magasin pilote avenue Montaigne

1972 à 1979 : Bureau d'études Josselin, études techniques pour le BTP

Gérante, suite au décès accidentel de Daniel Josselin. Revend le cabinet en

1979

Madame Maria JOSSELIN, membre du Conseil de surveillance, est la mère de Monsieur Pascal JOSSELIN, membre du Directoire.

14.2.3 Liste des mandats et fonctions exercés par les membres du Conseil de surveillance dans toutes sociétés au cours des 5 dernières années

Eric NOBLET:

Eric NOBLET a été membre du comité exécutif de la Fédération de la Presse Economique et Financière Européenne (EBP) (de 1990 à 2005), Président du Comité stratégique de l'Association Presse Enseignement (de 1998 à 2005) et Membre de la CPPAP, représentant de la presse quotidienne (de 2001 à 2005).

Hugues ROBERT

Directeur Général et membre du Directoire (depuis 2001) du groupe Legris Industries ; membre du conseil de surveillance de CRM COMPANY GROUP depuis 2002 et de Cabasse depuis 2003.

Maria JOSSELIN

Néant.

14.3 CONFLITS D'INTERETS AU NIVEAU DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DES MEMBRES DU DIRECTOIRE

Il n'existe aucun conflit d'intérêts potentiel entre les devoirs, à l'égard de CRM COMPANY GROUP, de l'une quelconque de ces personnes et leurs intérêts privés et/ou autres devoirs.

Il n'existe aucun arrangement ou accord conclu avec les principaux actionnaires, clients, fournisseurs ou autres, en vertu duquel l'une quelconque des personnes visées ci-dessus a été désignée en tant que membre du Directoire ou du Conseil de surveillance de CRM COMPANY GROUP.

Il n'existe aucune restriction qui aurait été acceptée par l'une quelconque des personnes visées cidessus concernant la cession, pendant une durée déterminée, de leur participation dans le capital de CRM COMPANY GROUP.

15 REMUNERATION ET AVANTAGES

15.1 REMUNERATION BRUTE GLOBALE DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DU DIRECTOIRE

Le tableau ci-après présente les rémunérations toute nature ainsi que les avantages en nature et autres éléments de rémunération attribués, au cours des deux derniers exercices, aux membres du Directoire :

Mandataire	Année	Rémunération	Rémunération	Rémunération	Jetons de	Avantages en	Autres éléments de
Mandatane	Affilee	fixe	exceptionnelle	variable	présence	nature	rémunération
B.Frey	2004	54 000 €	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
	2005	63 400 €	INCAIIL	Neam	ineant	6 000 €	-
P.Josselin	2004	54 000 €	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
	2005	63 400 €	rveant	rveant	rveant	6 000 €	-

Les membres du Conseil de surveillance n'ont perçu aucune rémunération, de quelque nature que ce soit, et n'ont bénéficié d'aucun avantage en nature ou autres éléments de rémunération au cours des deux derniers exercices.

Il est précisé que la Société n'a pris aucun engagement, de quelque nature que ce soit, au bénéfice des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leurs fonctions respectives ou postérieurement à celles -ci.

En outre, il est indiqué qu'aucun régime complémentaire de retraite spécifique n'a été mis en place pour l'un quelconque des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance de la Société.

15.2 OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES ET EXERCEES PAR LES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET LES MEMBRES DU DIRECTOIRE

Néant.

15.3 SOMMES PROVISIONNEES PAR LA SOCIETE AUX FINS DE VERSEMENT DE PENSIONS, RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES ADMINISTRATEURS OU DIRIGEANTS

CRM COMPANY GROUP, ou l'une quelconque de ses filiales, n'a provisionné ni constaté aucune somme aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages au bénéfice des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance.

16 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

16.1 FONCTIONNEMENT DU DIRECTOIRE

16.1.1 Nomination - Durée du mandat des membres du Directoire

La Société est dirigée par un directoire composé de cinq (5) membres au plus et placé sous le contrôle du conseil de surveillance.

Une personne âgée de plus de soixante-cinq (65) ans ne peut être nommée au directoire.

Le directoire est nommé par le conseil de surveillance pour une durée de six (6) ans et ses membres sont indéfiniment rééligibles. En cas de vacance, le remplaçant est nommé pour le temps qui reste à courir jusqu'au renouvellement du directoire.

L'acte de nomination fixe le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire.

16.1.2 Président du Directoire

Le conseil de surveillance confère à l'un des membres du directoire la qualité de président et fixe la durée de ses fonctions qui ne peut excéder celle de son mandat de membre du directoire.

Le président du directoire représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

Toutefois, le conseil de surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs autres membres du directoire qui portent alors le titre de directeur général.

16.1.3 Attributions du Directoire

Le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi et les dispositions des présents statuts au conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires.

Toutefois, la cession d'immeubles par nature, la cession totale ou partielle de participations et la constitution de sûretés, sont subordonnées à l'autorisation préalable du conseil de surveillance. Par ailleurs, et sans que cette disposition puisse être invoquée par les tiers ou leur être opposée, sont subordonnés à l'autorisation préalable du conseil de surveillance les achats, échanges et ventes de fonds de commerce et droits sociaux donnant vocation à la jouissance et à l'attribution de droits immobiliers d'une durée supérieure à deux années, les emprunts autres que ceux contractés dans le cadre de l'exploitation courante de la Société, ainsi que toute prise d'intérêt dans une autre société, de même que toutes émissions de valeurs mobilières.

Le directoire peut, avec l'autorisation du conseil de surveillance, répartir les tâches de la direction. Cette répartition ne peut, en aucun cas, avoir pour effet de retirer au directoire son caractère d'organe assurant collégialement la direction de la Société.

16.1.4 Réunions du Directoire

Le directoire se réunit sur la convocation de son président ou de l'un de ses membres aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Les réunions ont lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit, en France métropolitaine ou sur le territoire métropolitain d'un autre Etat membre de l'Union Européenne, indiqué dans l'avis de convocation.

Le président du directoire préside les séances. En son absence, le président de séance est désigné par les membres présents.

La convocation peut être faite par tout moyen, même verbalement, sans exigence de délai. Le mode de convocation à une même réunion peut ne pas être identique pour tous les membres du directoire.

L'ordre du jour est arrêté par le président ou le membre du directoire, qui procède à la convocation. Il peut n'être arrêté qu'au début de la réunion.

Tout membre du directoire peut donner, même par lettre ou télégramme, mandat à un autre membre de le représenter à une séance du directoire.

La présence de la moitié au moins des membres du directoire est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante. Toutefois, si deux membres du directoire seulement sont présents, les décisions doivent être prises à l'unanimité.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par le président de séance et par un autre membre du directoire.

Les procès-verbaux mentionnent les noms des membres du directoire présents ou représentés ; ils font état de la présence de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion.

Les copies ou extraits des procès-verbaux sont valablement certifiés par un membre du directoire.

16.1.5 Règlement intérieur du Directoire

Néant

16.2 FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

16.2.1 Nomination - Durée du mandat des membres du Conseil de surveillance

La Société est dotée d'un conseil de surveillance qui est composé de trois membres au moins et vingtquatre (24) membres au plus.

Chaque membre du conseil de surveillance doit être propriétaire d'une action pendant toute la durée de ses fonctions.

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés par l'assemblée générale ordinaire pour six (6) ans. Les membres du conseil de surveillance sont toujours rééligibles.

16.2.2 Président du Conseil de surveillance

Le conseil de surveillance élit parmi ses membres un président et un vice-président qui doivent être des personnes physiques et fixe la durée de leurs fonctions, qui ne peut excéder celle de leur mandat de membres du conseil de surveillance.

Le président et le vice-président sont toujours rééligibles.

16.2.3 Attributions du Conseil de surveillance

Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le directoire.

A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Le conseil de surveillance peut conférer, à un ou plusieurs de ses membres, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés et avec ou sans faculté pour les mandataires de consentir euxmêmes toutes substitutions totales ou partielles.

Il peut décider la création en son sein de commissions dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leur activité sous sa responsabilité, sans que lesdites attributions puissent avoir pour objet de déléguer à une commission les pouvoirs qui sont attribués au conseil de surveillance lui-même par la loi ni pour effet de réduire ou de limiter les pouvoirs du directoire.

16.2.4 Réunions du Conseil de surveillance

Le conseil de surveillance se réunit sur convocation de son président ou de son vice-président aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Les réunions ont lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit, en France métropolitaine ou sur le territoire métropolitain d'un autre Etat membre de l'Union Européenne, indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation peut être faite par tous moyens, même verbalement, sans exigence de délai. Le mode de convocation peut ne pas être identique pour tous les membres du conseil pour une même réunion du conseil.

Tout membre du conseil de surveillance peut donner, par simple lettre ou par télégramme, mandat à un autre membre de le représenter à une séance du conseil.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévus par la loi.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le conseil de surveillance peut prévoir que sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du conseil de surveillance qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence dans les conditions et pour les décisions prévues par la réglementation en vigueur.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président du conseil de surveillance, le vice-président de ce conseil, un membre du Directoire ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

16.2.5 Règlement intérieur du Conseil de surveillance

Néant

16.3 CONTRATS DE SERVICE LIANT LES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET LES MEMBRES DU DIRECTOIRE A LA SOCIETE OU A L'UNE DE SES FILIALES ET PREVOYANT L'OCTROI D'AVANTAGES AU TERME D'UN TEL CONTRAT

Il n'existe aucun contrat de prestations de services liant les membres du Directoire ou du Conseil de surveillance et la société CRM COMPANY GROUP ou l'une quelconque de ses filiales.

16.4 COMITES

Aucun comité, de quelque nature que ce soit, n'a été mis en place au sein de la Société.

16.5 DECLARATION RELATIVE AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Bien qu'elle n'entre pas dans le champ d'application du dernier alinéa de l'article L. 225-68 du Code de commerce, la société a souhaité, dans la perspective du transfert de ses titres sur le marché Alternext d'Euronext Paris SA, se conformer aux obligations légales relatives au contrôle interne rappelées ci-après.

En application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce, le Président du Conseil de surveillance de CRM COMPANY GROUP a présenté cette année à l'assemblée générale des actionnaires en date du 28 avril 2006 un rapport décrivant :

- les conditions de prépration des travaux du Conseil ;
- ainsi que les procédures de contrôle mises en place ou dont le mise en œuvre est en cours.

Compte tenu de sa taille limitée, la Société n'a pas encore pris de dispositions particulières pour se conformer aux règles du gouvernement d'entreprise telles que notamment proposées dans le rapport conjoint de l'AFEP et du MEDEF intitulé « Le Gouvernement d'entreprise des sociétés cotées » autres que celles décrites dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance sur les procédures de contrôle interne et de gouvernement d'entreprise mises en place par la Société reproduit à la section 16.6.1 du présent Document de base.

A compter de son introduction sur Alternext, elle engagera une réflexion sur les pratiques nouvelles à adopter pour un meilleur gouvernement d'entreprise.

Le commissaire aux comptes de la société a présenté à cette assemblée un rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil de surveillance de la Société en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

16.6 RAPPORTS SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTROLE INTERNE

16.6.1 Rapport du président du Conseil de surveillance sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de surveillance et sur les procédures de contrôle interne mises en place par la Société

« Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Dans la perspective de l'admission des actions de la Société à la cote du marché Alternext d'Euronext Paris, et nonobstant le caractère désormais non obligatoire des dispositions de l'article L.225-68 alinéa 7 du Code de Commerce pour les sociétés non cotées, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil de Surveillance au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2005 ;
- des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

I - <u>CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU</u> CONSEIL

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Directoire.

A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Les principales qualités attendues d'un membre du Conseil de Surveillance sont l'expérience de l'entreprise, l'engagement personnel dans les travaux du Conseil, la compréhension du monde

économique et financier, la capacité de travailler en commun dans le respect mutuel des opinions, le courage d'affirmer une position éventuellement minoritaire, le sens des responsabilités à l'égard des actionnaires et des autres parties prenantes, l'intégrité.

Au cours de l'exercice 2005, la composition du Conseil de Surveillance était la suivante :

Nom des membres du Conseil de Surveillance	Fonctions	Date de désignation	Date d'expiration des fonctions
Antoine BELLO	Président du conseil	AGOA 27/05/03 et CS 27/05/03	Démissionnaire le 15 février 2005
Hugues ROBERT	Vice président	AGOA 27/05/03 CS 27/05/2003	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2008
Maria JOSSELIN	Membre du conseil	AGOA 27/05/03	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2008
Eric NOBLET	Président du conseil	CS 15/02/05 et AGOA 30/06/05	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2008

II - CONDITIONS DE PREPARATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

Les travaux du Conseil sont préparés sur la base des éléments communiqués par le Directoire qui adresse à chacun des membres du Conseil de Surveillance les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et en particulier les documents suivants préalablement à toute réunion :

- Chiffres clés et prévisionnels de résultats de la Société et des filiales ;
- Budget et état de la trésorerie;
- Faits marquants depuis la dernière réunion ;
- Opérations et actions en cours ou envisagées, le cas échéant.

Les membres du Conseil peuvent à cette occasion demander que soient communiquées toutes informations ou documents complémentaires préalablement ou à l'occasion des réunions du Conseil au cours desquelles le Président du Directoire est en outre invité à commenter ces documents.

Hors séances du Conseil, les membres reçoivent régulièrement toutes les informations importantes concernant la Société que le Directoire juge utile de leur communiquer.

Le Conseil de Surveillance n'est pas assisté de comités.

III- CONDITIONS D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

Le Président organise les travaux du Conseil dont le fonctionnement n'est pas régi par un règlement intérieur. Aux réunions trimestrielles du Conseil s'ajoutent des séances dont la tenue est justifiée par la marche des affaires.

1. Convocation

Le Conseil de Surveillance se réunit sur convocation de son Président ou de son Vice-Président aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

La convocation peut être faite par tous moyens, même verbalement, au moins 15 jours à l'avance.

2. Réunions du Conseil et participation aux séances

Les réunions peuvent avoir lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la lettre de convocation.

Au cours de l'exercice écoulé, le conseil s'est réuni au siège social en séance plénière à cinq reprises les 20 janvier, 15 février, 7 avril, 10 juin, 7 juillet et 10 octobre 2005.

- Lors de la séance du 20 janvier 2005, tous les membres du Conseil de Surveillance étaient présents ainsi que Monsieur Pascal JOSSELIN, Président du Directoire ;
- Lors de la séance du 15 février 2005, tous les membres du Conseil de Surveillance étaient présents;
- Lors de la séance du 7 avril 2005, tous les membres du Conseil de Surveillance étaient présents ainsi que Monsieur Pascal JOSSELIN, Président du Directoire ;
- Lors de la séance du 10 juin 2005, tous les membres du Conseil de Surveillance étaient présents. Monsieur BIDEGARAY-NAVARRON, régulièrement convoqué était absent et excusé;
- Lors de la séance du 7 juillet 2005, tous les membres du Conseil de Surveillance étaient présents ainsi que Monsieur Pascal JOSSELIN, Président du Directoire ;
- Lors de la séance du 18 octobre 2005, tous les membres du Conseil de Surveillance étaient présents ainsi que Monsieur Pascal JOSSELIN, Président du Directoire.

Nous vous rappelons qu'au cours de l'exercice précédent le Conseil de Surveillance s'était réuni à quatre reprises.

La fréquence des réunions a donc été augmentée au cours de l'exercice 2005.

3. Compte-rendus de séance

Le procès-verbal de chaque réunion est soumis par le Président à l'approbation du Conseil suivant. Il est retranscrit dans le registre des procès-verbaux après signature du Président et d'au moins un membre du Conseil de Surveillance.

IV PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE

La Société applique des procédures de contrôle interne visant en particulier à prévenir et maîtriser les risques résultant de son activité et les risques d'erreur ou de fraude, en particulier dans les domaines comptable et financier. Cependant comme tout système de contrôle, il ne peut fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Ces procédures de contrôle reposent sur les fondements principaux suivants :

- la reconnaissance de la pleine responsabilité des dirigeants des sociétés du Groupe,
- un système de reporting commercial et financier régulier,

Les acteurs privilégiés du contrôle interne sont :

- le Directoire,
- le responsable comptable du groupe,
- le cabinet d'expertise comptable, @COM EXPERTISE CENTRE
- le Conseil de Surveillance.

Les comptes de la Société, établis par le Directoire sous le contrôle du Conseil de Surveillance, font l'objet d'un contrôle externe de la part du Commissaire aux comptes :

Nom	Date de désignation	Date d'expiration du mandat
Mathieu BIDEGARAY	LACTA CONSTITUTIT OU 14/11/III	AGOA statuant sur les comptes de
NAVARRON		l'exercice clos le 31/12/2007

Mise en place de programmes de contrôle au niveau du Directoire

Des réunions d'analyses et d'évaluation peuvent être organisées avec les responsables des différents services de l'entreprise au cours desquelles sont effectuées des revues budgétaires et des revues stratégiques. Les programmes d'investissement sont définis par le Directoire après consultation de ces responsables.

L'organisation en terme d'information financière est centralisée au niveau de la société THE CRM COMPANY SA.

Les services comptables de THE CRM COMPANY s'assurent régulièrement de la bonne tenue la comptabilité de ses filiales par des travaux sur place.

Les comptes consolidés sont établis par l'expert comptable sous la supervision du président du directoire et font l'objet, comme les comptes sociaux, d'un audit annuel du Commissaire aux Comptes. La coordination avec les travaux du Commissaire aux Comptes est assurée par le Président du Directoire.

D'une manière générale, toute l'information financière du groupe, le suivi des éventuels engagements hors bilan et des actifs, sont élaborés par le service comptable, sous le contrôle du Directoire, la validation finale étant du ressort du Conseil de Surveillance.

Mise en place de procédures de contrôle au niveau opérationnel

Les données comptables et budgétaires mensuelles sont examinées et analysées en commun par le Directoire, le service comptable et le cabinet d'expertise comptable.

Le contrôle interne est effectué au moyen de méthodes adéquates définies par la direction générale, et précisées en détail pour chaque activité. Ces méthodes sont adaptées aux spécificités desdites activités.

Le Président du Conseil de Surveillance. »

16.6.2 Rapport des commissaires aux comptes, établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du Conseil de surveillance pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société THE CRM COMPANY sa et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du conseil de surveillance de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Sous la responsabilité du conseil de surveillance, il revient au directoire de définir et de mettre en œuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il appartient au Président du conseil de surveillance de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Fait à Paris, le 12 avril 2006

Le commissaire aux comptes

Mathieu BIDEGARAY NAVARRON

17 SALARIES

17.1 NOMBRE DE SALARIES

Les salariés du groupe THE CRM COMPANY sont répartis entre différentes directions situées au niveau des filiales opérationnelles.

Au 30 avril 2006, le groupe CRM COMPANY GROUP emploie 32 salariés répartis comme suit entre les différentes directions du groupe :

	Au 31/12/03	Au 31/12/04	Au 31/12/05	Au 30/04/06
Direction conseil	7	9	8	16
Direction de création	7	10	5	9
Direction technique	2	4	6	6
Administratif	1	1	1	1
TOTAL	17	24	20	32

Le nombre de salariés employés dans chaque société du groupe (en ce compris COCCINELLES SARL) se répartit comme suit :

Nombre de salariés	31/05/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
CRM Company Group	2	2	2	0
CRM Company Marketing Services	26	20	24	19
CRM Company Technologies	0	0	0	0
Coccinelles	6			
TOTAL	36	22	26	19

Les directions générale, commerciale et financière du groupe sont assurées par le Directoire de CRM COMPANY GROUP. L'organigramme opérationnel de CRM COMPANY GROUP figure au paragraphe 6.1.4. « Les équipes de CRM COMPANY GROUP ».

17.2 PARTICIPATIONS ET STOCKS OPTIONS

Cette information figure au paragraphe 15 « Rémunération et avantages » du présent document de base.

17.3 PARTICIPATION DES SALARIES DANS LE CAPITAL DE LA SOCIETE

17.3.1 Contrats d'intéressement et de participation

Au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a procédé à aucune acquisition d'action destinée aux salariés.

Au 31 décembre 2005, la Société n'avait mis en place aucun plan d'épargne entreprise permettant aux salariés d'acquérir directement ou indirectement des actions de CRM COMPANY GROUP ou des sociétés qui lui sont liées.

Enfin, les salariés ne détiennent directement ou indirectement aucune action de la Société qui serait soumise à une clause d'incessibilité prévue par la réglementation en vigueur.

17.3.2 Options consenties aux salariés

Néant.

18 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1 ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE AU 30 AVRIL 2006

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 28 avril 2006, les actionnaires ont décidé, à l'unanimité, de procéder au regroupement des 20 000 000 actions qui composaient le capital de la Société jusqu'à cette date. Cette opération a été réalisée par voie d'échange de 10 actions anciennes de 1 centime d'euro de nominal contre 1 action nouvelle de 10 centimes d'euros de nominal.

A l'issue de cette opération, et en suite des différentes cessions d'actions intervenues entre les actionnaires à la date du présent document de base, le capital de la Société est divisé en 2 000 000 actions attribuées et réparties comme suit entre les associés :

Noms	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Bertrand FREY	498 998	24,9499	997 996	24,96
Pascal JOSSELIN	498 998	24,9499	997 996	24,96
Edith FREY	1	0,00005	1	0,00125
Maria JOSSELIN	1	0,00005	1	0,00125
Eric NOBLET	2 001	0,10005	2 001	0,05
François LAMOTTE	1	0,00005	1	0,00125
Hugues ROBERT	1	0,00005	1	0,00125
Société INTERNATIONAL MARKETING INV. GROUP SA	666 666	33,3333	1 333 332	33,35
Société FUTURA INV. SA	333 333	16,66665	666 666	16,675
TOTAL	2 000 000	100	3 997 995	100

18.2 ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS NON REPRESENTES AU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Les sociétés INTERNATIONAL MARKETING INVESTMENT GROUP SA et FUTURA INVESTMENT SA n'ont pas demandé à être représentées au conseil de surveillance de la Société.

18.3 DROITS DE VOTE DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Tous les actionnaires significatifs de la Société disposent d'un droit de vote double.

18.4 CONTROLE DE LA SOCIETE

A la date du présent Document de base, aucun actionnaire ne détient à lui seul le contrôle de la Société.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, avoir une incidence sur le contrôle de la Société.

19 OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

CRM COMPANY GROUP détient directement 100% du capital des sociétés THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES et THE CRM COMPANY TECHNOLOGIES SERVICES a qui elle refacture une partie des frais généraux et des honoraires du groupe.

Les conventions de refacturation en vigueur sont plus amplement décrites dans les rapports spéciaux du Commissaire aux Comptes pour les exercices 2003, 2004 et 2005 qui figurent au paragraphe 20.4.4 du présent document de base.

20 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE LA SOCIETE

20.1 COMPTES CONSOLIDES

Les états financiers consolidés des exercices clos les 31 décembre 2004 et 2003 ont été établis pour les besoins exclusifs du document de base préparé par la Société dans la perspective de son introduction sur le marché ALTERNEXT d'Euronext Paris SA, en application du Règlement (CE) N°809/2004.

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2005 et les états financiers consolidés relatifs aux exercices clos les 31 décembre 2004 et 2003, lesquels ne constituent pas des comptes consolidés historiques, ont fait l'objet d'un audit de la part du commissaire aux comptes.

20.1.1 Comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2005

DILAN ACTIF CONOCLUDE	MONTANTO	MONTANTO	MONTANTO
BILAN ACTIF – CONSOLIDE	MONTANTS	MONTANTS	MONTANTS
(en euros)	NETS 2005	NETS 2004	NETS 2003
Frais d'établissement	0	0	0
Frais de recherche et de développement	0	0	0
Concessions, brevets, marques	4 524	11 204	6 118
Fonds commercial	0	0	0
Autres	0	24 000	0
Avances et acomptes	0	0	0
Immobilisations incorporelles	4 524	35 204	6 118
Terrains	0	0	0
Constructions	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage	0	0	0
Autres	119 985	186 869	171 832
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0
Immobilisations corporelles	119 985	186 869	171 832
Participations	0	0	0
Autres	36 942	29 500	29 500
Immobilisations financières	36 942	29 500	29 500
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	161 451	251 573	207 450
Matières premières et autres appro.	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0
Marchandises	0	0	0
Stocks et en cours	0	0	0
Avances, acomptes versés sur cdes	0	0	0
Créances clients et comptes rattachés	1 691 853	1 090 882	2 764 610
Autres	870 132	654 262	415 917
Créances	2 561 985	1 745 144	3 180 527
Valeurs mobilières de placement	0	29 994	29 994
Disponibilités	384 038	155 831	199 952
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 946 023	1 930 969	3 410 473
Charges constatées d'avance	6 372	9 762	5 611
TOTAL ACTIF	3 113 846	2 192 304	3 623 534

BILAN PASSIF -CONSOLIDE			
(en euros)	2005	2004	2003
Capital	200 000	200 000	200 000
Primes d'émission, de fusion d'apport	50 000	50 000	50 000
Réserves consolidées	-6 199	-17 393	-50 805
Ecart de réestimation	0		
Résultat de l'exercice : Part du groupe	399 845	11 194	463 413
Total Groupe	643 646	243 801	662 608
Part des minoritaires :			
- Dans les réserves	0	0	0
- Dans le résultat	0	0	0
Total hors groupe	0	0	0
Capitaux propres	643 646	243 801	662 608
Capitada propres	043 040	243 001	002 000
Provisions pour risques	0	0	0
Provisions pour charges	0	4 000	4 000
Provisions pour risques et charges	0	4 000	4 000
Transcription from the quote of other good			
Autres emprunts obligataires	0	0	0
Emprunts et dettes bancaires	115 546	5 222	6 712
Emprunts établissement crédit	0	50 442	97 886
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 039 847	1 113 240	1 383 309
Dettes fiscales et sociales	1 296 867	765 599	1 078 838
Autres dettes	17 940	10 001	220 185
Dettes	2 470 200	1 944 504	2 786 930
Produits constatés d'avance	0	0	170 000
TOTAL PASSIF	3 113 846	2 192 305	3 623 538

Compte de résultat (en euros)	2005	2004	2003
Chiffre d'affaires	4 588 258	4 857 588	5 272 901
Production stockée	0	0	0
Production immobilisée	0	0	0
Subvention d'exploitation	0	0	0
Reprises sur amortissements et provisions	31 555	16 190	0
Autres produits	3 551	9 169	219
Produits d'exploitation	4 623 364	4 882 947	5 273 120
Achats de marchandises	0	549	0
Variation de stocks – Marchandises	0	0	0
Achats de matières premières et appro.	0	0	0
Variation de stocks - Matières premières	0	0	0
Autres achats et charges externes	2 079 801	3 093 020	3 282 112
Impôts, taxes et versements assimilés	39 017	42 397	6 964
Salaires et traitements	1 209 076		830 752
Charges sociales	540 085	489 487	347 907
Dotations aux amortissements - immobilis.	88 054	110 837	60 748
Dotations aux provisions - actif circulant	0	0	300
Dotations aux provisions – risques, charges	0	0	4 000
Autres charges	14 178	18 982	86
Charges d'exploitation	3 970 211	4 828 901	4 532 869
RESULTAT D'EXPLOITATION	653 153	54 046	740 251
Produits financiers de participations	0	0	0
Produits des autres valeurs mobilières	0	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	631	0	0
Différences positives de change	0	0	0
Produits financiers	631	0	0
Intérêts et charges assimilées	38 371	11 536	21 545
Différences négatives de change	0	0	0
Charges financières	38 371	11 536	21 545
RESULTAT FINANCIER	-37 740	-11 536	-21 545
RESULTAT COURANT	615 413	42 510	718 706
Produits except. Opérations de gestion	0	1 901	627
Produits except. Opérations en capital	24 000	0	0
Reprises sur provisions	2 800	0	0
Autres produits	0	0	0
Produits exceptionnels	26 800	1 901	627

Charges except. Opérations de gestion	1 366	4 145	2 000
Charges except. Opérations en capital	24 000	0	0
Dotations aux amortissements et provisions	0	0	0
Charges exceptionnelles	25 366	4 145	2 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 434	-2 244	-1 373
PARTICIPATION DES SALARIES	0	0	0
IMPOT SUR LES BENEFICES	217 003	29 072	253 919
IMPOTS DIFFERES	0	0	0
Amortissement écart d'acquisition			
TOTAL DES PRODUITS	4 650 795	4 884 848	5 273 747
TOTAL DES CHARGES	4 250 951	4 873 654	4 810 333
RESULTAT Part du groupe	399 844	11 194	463 414
Part hors groupe	0	0	0

Tableaux des flux de trésorerie

THE CRM COMPANY			
	2005	2004	2003
(en euros)	2005		2003
Trésorerie à l'ouverture	180 602	223 233	194 709
Opérations d'exploitation		11 193	
Résultat net des sociétés intégrées	399 845	110 837	463 414
Amortissements et provisions	56 498	110 637	65 048
Plus et moins values sur cessions d'actif			
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	480 343	122 030	528 462
Variation stocks et en-cours Autres variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 347 337	467 743	- 392 016
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-347 337	467 743	- 392 016
Cessions d'immobilisations	24 000		
Acquisitions d'immobilisations :			
- Incorporelles			
- Corporelles	-18 674	-154 960	-205 777
- Financières			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	5 326	- 154 960	-205 777
Opérations de financement :			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		- 430 000	

Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Augmentation de capital par apport en numéraire			
Augmentation des dettes financières			97 855
Variation des immobilisations financières			
Remboursement des dettes financières	- 50 442	- 47 443	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 50 442	- 477 443	97 855
Trésorerie à la clôture	268 492	180 602	223 233
Variation annuelle nette de trésorerie	87 890	- 42 630	28 524
Trésorerie active d'ouverture	185 825	229 946	204 415
Trésorerie passive d'ouverture	- 5 223	- 6 713	- 9 706
Trésorerie nette d'ouverture	180 603	223 233	194 709
Trésorerie active de clôture	384 038	185 825	229 946
Trésorerie passive de clôture	115 546	- 5223	- 6 713
Trésorerie nette de clôture	268 492	180 602	223 233
Variation annuelle nette de trésorerie	87 890	- 42 630	28 524

Variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires (en euros)

	Situation	Résultat	Affection	Apport	Autres	Situation	Résultat	Affectation	Autres	Situation
	au	de	de	en	variations	au	de	de résultat	variations	au
	31/12/03	l'exercice	résultat	capital		31/12/04	l'exercice			31/12/05
Capital	200 000					200 000				200 000
Prime	50 000					50 000				50 000
d'émission										
Réserves	- 50 805		33 412			- 17 393		11 194		- 6199
Résultat	463 413	11 194	- 463 413			11 194	399 845	- 11194		399 946
consolidé										
Groupe										
Distribution			430 000							
Situation	662 608	11 194	0			243 801	399 945	0		643 646
nette										
consolidée										
Dont part										
des										
minoritaires										

Note : Les intérêts minoritaires sont non significatifs dans les capitaux propres consolidés (inférieurs à 0,001%)

Annexe aux comptes

Note 1 : Faits marquants de l'exercice

A) Première consolidation

Les comptes consolidés sont établis pour la première fois pour l'exercice 2004.

Cette consolidation est établie bien que la société ne dépasse pas les seuils rendant obligatoire l'établissement des comptes consolidés.

B) Evénements postérieurs à la clôture

Depuis le mois de mars 2006, le groupe est actuellement en phase de négociation très avancée pour le rachat d'une structure dans le métier de base du marketing opérationnel.

Dans la cadre de cette évolution, il est également envisagé de modifier la raison sociale de la société de façon à mieux distinguer les différentes structures du groupe

Note 2: Principes et méthodes comptables utilisées

A) Principes de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux règles et principes comptables en

vigueur en France et conformément au règlement N°99-02 du Comité de Réglementation comptable.

B) Méthodes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent par intégration globale les comptes de toutes les filiales dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif. Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint font l'objet d'une intégration proportionnelle. La mise en équivalence est utilisée pour évaluer les titres des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, celle-ci étant présumée lorsque le Groupe détient au moins 20% des droits de vote. Les sociétés retenues dans le périmètre de consolidation sont présentées en annexe avec mention du pourcentage de contrôle détenu dans chacune d'elles.

Les comptes de toutes les sociétés consolidées sont arrêtés au 31 décembre.

Un écart d'acquisition est constaté lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation et correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du Groupe dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Ces écarts d'acquisition sont amortis sur une durée maximale de 20 ans déterminée au cas par cas. Au 31 décembre 2005, le Groupe n'a procédé à aucune acquisition de société et par conséquent aucun écart d'acquisition n'a été comptabilisé. Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes au Groupe (plus values, dividendes...) sont éliminés.

Note 3 : Périmètres et méthodes de consolidation utilisées

Les comptes consolidés du groupe THE CRM COMPANY SA regroupent au 31 décembre 2005, 3 sociétés consolidées (la société mère et 2 filiales). Au 31 décembre 2004 et 2003 , le périmètre de consolidation était identique. Il n'y a eu aucune variation de périmètre, aucune variation de pourcentage dans le dit périmètre.

Toutes les filiales sont consolidées par intégration globale.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes sociaux des sociétés consolidées au 31 décembre 2005. L'exercice social couvre une période de 12 mois pour l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation

La liste des sociétés consolidées est la suivante :

	% de contrôle 2005	% de contrôle 2004	% de contrôle 2003	Méthode de consolidation
THE CRM CY MARKETING SERVICES	100	100	100	Ig
THE CRM CY TECNO SERVICES	100	100	100	Ig

Note 4: Principes et méthodes comptables d'évaluation

Les conventions comptables généralement acceptées ont été appliquées, dans le respect des principes de prudence, de permanence des méthodes, d'indépendance des exercices et en se plaçant dans la perspective de continuation de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments portés dans les comptes annuels est la méthode des coûts historiques.

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comptabilisées au coût de production ou d'acquisition sont constituées d'achats de logiciels et de licences qui sont amorties sur une durée de 1 an en linéaire.

Les marques développées par la société ne sont pas valorisées dans les comptes.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

L'application des règlements CRC 02-10 et CRC 04-06 n'a pas eu d'incidence sur les comptes dans la mesure où les immobilisations utilisées par l'entreprise ne sont pas décomposables. L'analyse des durées d'utilisation des biens immobilisés ne fait pas ressortir de différence significative par rapport aux durées d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

Agencements et aménagements des constructions	9 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 et 5 ans
Mobilier	5 ans

Dans le cadre de l'application des règlements 2002-10 et 2004-06, la société a opté pour le régime simplifié pour les petites entreprises et a conservé les durées d'usages comme durées réelles d'amortissement.

c) Immobilisations financières

Le poste Autres immobilisations financières sont constituées principalement de dépôts et cautionnements versés.

e) Titres de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur achat.

Le cas échéant, les valeurs mobilières de placement sont dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur de marché.

f) Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

g) Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires externe du groupe est constitué principalement constitué d'honoraires de conseil et de création , d'une part et de refacturations de coûts de fabrication, d'autre part.

Dans les deux cas, la constatation du chiffre d'affaires est effective en fin de mois, sur la base de l'envoi de provisions ou de la réalisation de la prestation vis à vis du client conformément au contrat..

h) Impôts et imposition différée

Le Groupe n'a pas conclu de conventions d'intégration fiscale au cours des exercices 2003, 2004 et

2005. L'ensemble des différences temporaires, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au

bilan consolidé et sa valeur fiscale donne lieu si cela est significatif, au calcul d'un impôt différé. Les impôts différés actifs ne sont généralement constatés qu'à hauteur des passifs, sauf lorsqu'il existe une très forte probabilité de récupérer l'impôt sur les sociétés. Le taux retenu pour le calcul des impôts différés pour les trois exercices est de 33,33%.

Il n'y a eu aucun calcul de fiscalité différée compte tenu des aspects marginaux de cette fiscalité dans les comptes du groupe The Crm Company

I) Indemnités de départ à la retraite

Compte tenu de l'ancienneté moyenne de l'effectif du Groupe fin 2005 inférieure à 18 mois et un âge moyen d'environ 26 ans, les indemnités conventionnelles acquises sont non significatives à la clôture et n'ont pas été provisionnées.

J) Provisions pour risques

Les provisions pour risques et charges sont déterminées en retenant uniquement les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice.

K) Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance sont essentiellement les loyers et les assurances.

Note n°5: Notes sur le bilan et le compte de résultat

5.1) Immobilisations incorporelles (en euros)

	Brut 2005	Amortissements	Net 2005	Net 2004	Net 2003
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, licences	74 941	70 417	4 524	11 204	6 118
Fonds commercial					
Avances et acomptes					
Autres immobilisations incorporelles				24 000	
Total				35 204	6 118

Evolution des valeurs brutes (en euros)	2005	2004	2003
Ouverture	89 268	14 465	0
Acquisitions et augmentations	9 673	74 803	14 465
Cessions et diminutions			
Incidence variation de périmètre et de change			
Mouvements et reclassements	(24 000)		
Clôture	74 941	89 268	14 465

Evolution des amortissements (en euros)	2005	2004	2003
Ouverture	54 064	8 347	0
Dotations	16 353	45 717	8 347
Cessions et diminutions			
Incidence variation de périmètre et de change			
Mouvements et reclassements			
Clôture	70 417	54 064	8 347

5.2) Immobilisations corporelles (en euros)

	2005	2004	2003
Terrains			
Constructions			
Matériels et outillages			
Autres immobilisations corporelles	316 645	311 829	231 671
Immobilisations en cours			
Avances et acomptes			
Total valeur brute	316 645	311 829	271 671
Amortissements et Provisions	196 660	124 960	59 839
Valeur nette	119 985	186 869	171 832

Valeurs brutes (en euros)	2005	2004	2003
Ouverture	311 829	231 671	70 133
Acquisitions et augmentations	4 816	80 157	161 538
Cessions et diminutions			

Incidence variation de périmètre et de change			
Clôture	316 645	311 829	231 671

Amortissements (en euros)	2005	2004	2003
Ouverture	124 960	59 839	7 438
Dotations	71 700	65 121	52 401
Cessions et diminutions			
Incidence variation de périmètre et de change			
Clôture	196 660	124 960	59 839

5.3) Immobilisations financières

Ces immobilisations représentent les dépôts versés au titre du bail locatif signé pour les locaux sis 29 cité d'Antin – 75009 Paris.

5.4) Clients et comptes rattachés

(en euros)	2005	2004	2003
Clients et effets en portefeuille	1 434 559	955 542	2 712 061
Clients factures à établir	257 294	135 640	52 849
Provisions pour créances douteuses		300	300
Montant net	1 691 853	1 090 882	2 764 610

L'évolution des créances clients au 31/12/2005 s'explique principalement par l'accroissement de

l'activité sur le dernier quadrimestre et notamment par une opération préparée avec la Poste L'incidence de cette opération sur les créances clients s'élèvent à 700 K€ TTC au 31/12/05.

5.5) Dettes fournisseurs et comptes rattachés

(en euros)	2005	2004	2003
Fournisseurs	935 867	1 066 806	1 254 224
Fournisseurs factures à recevoir	103 980	46 434	129 585
Montant net	1 039 847	1 113 240	1 383 809

5.6) Autres créances et comptes de régularisation

(en euros)	2005	2004	2003
Fournisseurs avances et acomptes versés			
créances sur l'Etat	349 771	346 043	312 314
Impôts différés actif			
Comptes courant et autres créances financières			
autres créances diverses	520 361	308 219	103 603
Charges constatées d'avance	6 372	9 762	5 611
Montant brut	876 504	664 024	421 528
Provisions pour dépréciation			
Montant net	876 504	664 024	421 528

Les charges constatées d'avance sont essentiellement les loyers et l'assurance.

5.7) Valeurs mobilières de placement

(en euros)	2005	2004	2003
SICAV		29 994	29 994
Autres titres			
Montant brut		29 994	29 994
Provisions sur valeurs mobilières de placement			
Montant net		29 994	29 994

5.8) Intérêts minoritaires

(en euros)	2005	2004
Solde à l'ouverture		
Quote part rachetée aux minoritaires	Ns	Ns
Quote part de résultat		
Dividendes versés aux minoritaires		
Solde à la clôture		

Il n'existe pas de minoritaire significatif dans les détentions des 2 filiales.

5.9) Provisions pour risques et charges

(en euros)	2005	2004	2003
Provisions pour charges (T.P.)		4 000	4 000
Provisions pour indemnités de départ à la retraite (1)			
Montant total		4 000	4 000

^{(1) :} Engagement non provisionné car non significatif au 31 décembre 2005

5.9 - 1) Emprunts et dettes financières

(en euros)	os) 2005		2003
Emprunts auprès des établissements de crédit	0	50 442	97 886
Autres dettes financières			
Concours bancaires courants	113 822		
Intérêts courus	1 724	5 222	6 712
Montant total	105 546	55 664	104 598

5.9 - 2) Autres dettes et comptes de régularisation

(en euros)	2005	2004	2003
Clients avances et acomptes reçus			
Dettes fiscales et sociales	1 296 867	765 599	1 038 838
Impôt différé passif			
Autres dettes d'exploitation	17 940	10 001	220 185
Produits constatés d'avance			170 000
Montant total	1 314 807	775 600	1 429 023

Les produits constatés d'avance correspondent au différentiel entre le chiffre d'affaires acté et

l'avancement constaté sur la réalisation des opérations.

5.9 - 3) Evolution du chiffre d'affaires et de la marge brute sur 3 ans

CA et Marge brute (en euros)	2005	2004	2003
CA agence	4 588 257	4 837 985	5 243 865
Coûts de production	1 430 670	2 411 770	2 696 312
Marge brute	3 197 587	2 426 215	2 547 553
Taux de marge brute	68,82	50,15	48,58
Autres produits	35 107	44 962	29 255
Montant total des produits	4 623 364	4 882 947	5 273 120

Le Chiffre d'Affaire du groupe The Crm Company est réalisé dans sa totalité en France.

5.9 - 4) Résultat financier

(en euros)	2005	2004	2003
Produits des placements	631		
Reprise (dotation) nette aux amortissements et provisions			
Charges financières	38 371	11 536	21 545
Autres			
Montant total	(37 440)	(11 536)	(21 545)

5.9 - 5) Résultat exceptionnel

(en euros)	2005	2004	2003
Résultat sur cessions d'actifs financiers			
Résultat sur cessions d'actifs corporels et incorp.			
Autres éléments exceptionnels	1 434	(2 244)	(1 373)
Montant total	1 434	(2 244)	(1 373)

5.9 - 6) Impôts sur les sociétés

Ventilation (en euros)	2005	2004	2003
Charge d'impôt courant	217 003	29 072	253 919
Charge (Produit) nette d'impôts différés			
Montant total	217 003	29 072	253 919

Note: Il n'y pas eu de nécessité de calcul d'impôts différés.

Intégration fiscale

Le Groupe n'a pas conclu de convention d'intégration fiscale.

5.9 - 7) Engagements hors bilan

Les engagements pour les Indemnités de départ à la retraite sont non significatifs.

5.9 - 8) Effectifs

	2005	2004	2003
Cadres	22	26	19
Non cadres	0	0	0
Total effectif moyen	22	26	19

A fin novembre 2005, l'ancienneté moyenne de l'effectif du Groupe est de 18 mois et l'âge moyen de 27 ans.

20.1.2 Etats financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2004

Bilan consolidé

Bilan actif consolidé				
(en euros)	MONTANTS		MONTANTS	MONTANTS
	BRUTS 2004	PROVISIONS	NETS 2004	NETS 2003
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets, marques	65 268	54 064	11 204	6 118
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres	24 000	0	24 000	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles	89 268	54 064	35 204	6 118
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et				
outillage	0	0	0	0
Autres	311 829	124 960	186 869	171 832
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	311 829	124 960	186 869	171 832
Darticipations				
Participations	29 500	0	29 500	29 500
Autres	29 500	0	29 500	29 500
Immobilisations financières	29 500	0	29 500	29 500
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	430 597	179 024	251 573	207 450
Matiàraa promiàraa at autros appro				
Matières premières et autres appro.		0		0
En cours de production de biens Produits intermédiaires et finis		0	0	o O
		0		0
Marchandises		0	0	Ü
Stocks et en cours	0	0	0	0
Avances, acomptes versés sur cdes	0	0	0	0
rtvarious, ausmiptou voiceus car duce	Ì		Ť	
Créances clients et comptes rattachés	1 091 182	300	1 090 882	2 764 610
Autres	654 262			
	30 1 202	Ŭ	00 1 202	110 017
Créances	1 745 444	300	1 745 144	3 180 527
Valeurs mobilières de placement	29 994	0	29 994	29 994
- alsais meamores as placement	23 334	Ů	20 004	25 554
Disponibilités	155 831	0	155 831	199 952

TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 931 269	300	1 930 969	3 410 473
Charges constatées d'avance	9 762	0	9 762	5 611
TOTAL ACTIF	2 371 628	179 324	2 192 304	3 623 534

BILAN PASSIF CONSOLIDE

(en euros)		
	2004	2003
Capital	200 000	200 000
Primes d'émission, de fussion d'apport	50 000	50 000
Réserves consolidées	-17 393	-50 805
Ecart de réestimation		
Résultat de l'exercice : Part du groupe	11 194	463 413
Total Groupe	243 801	662 608
Part des minoritaires :		
- Dans les réserves	0	0
- Dans le résultat	0	0
Total hors groupe	0	0
Capitaux propres	243 801	662 608
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	4 000	4 000
Provisions pour risques et charges	4 000	4 000
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes bancaires	5 222	6 712
Emprunts et dettes financières	50 442	97 886
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 113 240	
Dettes fiscales et sociales	765 599	1 078 838
Autres dettes	10 001	220 185
Dettes	1 944 504	2 786 930
-		
Produits constatés d'avance	0	170 000
TOTAL PASSIF	2 192 305	3 623 538

Compte de résultat consolidé

(en euros)	2004	2003
Chiffre d'affaires	4 857 588	5 272 901
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Subvention d'exploitation	0	0
Reprises sur amortissements et provisions	16 190	0
Autres produits	9 169	219
Produits d'exploitation	4 882 947	5 273 120
Achats de marchandises	549	0
Variation de stocks - Marchandises	0	0
Achats de matières premières et appro.	0	0
Variation de stocks - Matières premières	0	0
Autres achats et charges externes	3 093 020	3 282 112
Impôts, taxes et versements assimilés	42 397	6 964
Salaires et traitements	1 073 629	830 752
Charges sociales	489 487	347 907
Dotations aux amortissements - immobilis.	110 837	60 748
Dotations aux provisions - actif circulant	0	300
Dotations aux provisions - risques, charges	0	4 000
Autres charges	18 982	86
Charges d'exploitation	4 828 901	4 532 869
RESULTAT D'EXPLOITATION	54 046	740 251
RESULTAT D'EXPLOITATION	54 040	740 231
Produits financiers de participations	0	0
Produits des autres valeurs mobilières	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits financiers	0	0
Intérêts et charges assimilées	11 536	21 545
Différences négatives de change	0	0
Charges financières	11 536	21 545
RESULTAT FINANCIER	-11 536	-21 545
RESULTAT COURANT	42 510	718 706
	42 310	7 10 700
Produits except. opérations de gestion	1 901	627
Produits except. opérations en capital	0	0
Reprises sur provisions	0	0

Autres produits	О	0
Produits exceptionnels	1 901	627
Charges except. opérations de gestion	4 145	2 000
Charges except. opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements et provisions	0	0
Charges exceptionnelles	4 145	2 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-2 244	-1 373
PARTICIPATION DES SALARIES	0	0
IMPOT SUR LES BENEFICES	29 072	253 919
IMPOTS DIFFERES	0	0
Amortissement écart d'acquisition		
TOTAL DES PRODUITS	4 884 848	5 273 747
TOTAL DES CHARGES	4 873 654	4 810 333
RESULTAT Part du groupe	11 194	463 414
Part hors groupe	o	0

20.1.3 Etats financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2003

Bilan consolidé

Bilan actif (en euros)				MONTANTS NETS 2002	
Frais d'établissement	0	0	0	0	
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	
Concessions, brevets, marques	14 465	8 347	6 118	0	
Fonds commercial	0	0	0	0	
Autres	0	0	0	0	
Avances et acomptes	0	0	0	0	
Immobilisations incorporelles	14 465	8 347	6 118	0	
Terrains	0	0	0	0	
Constructions	0	0	0	0	
Installations techniques, matériel et outillage	0	0	0	0	
Autres	231 671	59 839	171 832	62 695	
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	
Avances et acomptes	0	0	0	0	

Immobilisations corporelles	231 671	59 839	171 832	62 695
D				
Participations	0	0	0	0
Autres	29 500	0	29 500	0
Immobilisations financières	29 500	0	29 500	0
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	275 636	68 186	207 450	62 695
Matières premières et autres appro.	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
Stocks et en cours	0	0	0	0
Avances, acomptes versés sur cdes	0	0	0	0
Créances clients et comptes rattachés	2 764 910	300	2 764 610	773 330
Autres	415 917	0	415 917	
Créances	3 180 827	300	3 180 527	1 112 517
Valeurs mobilières de placement	29 994	0	29 994	0
Disponibilités	199 952	0	199 952	204 415
TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 410 773	300	3 410 473	1 316 932
Charges constatées d'avance	5 611	0	5 611	63 520
TOTAL ACTIF	3 692 020	68 486	3 623 534	1 443 147

BILAN PASSIF -CONSOLIDE (en euros)		
	2003	2002
Capital	200 000	200 000
Primes d'émission, de fussion d'apport	50 000	50 000
Réserves consolidées	-50 805	0
Ecart de réestimation		0
Résultat de l'exercice : Part du groupe	463 413	-50 805
Total Groupe	662 608	199 195
Part des minoritaires :		
- Dans les réserves	0	0
- Dans le résultat	0	0

Total hors groupe	0	0
Capitaux propres	662 608	199 195
Provisions pour risques Provisions pour charges	0 4 000	0
Provisions pour risques et charges	4 000	0
Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes financières Emprunts et dettes bancaires Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Autres dettes	0 6 712 97 886 1 383 309 1 078 838 220 185	0 585 749 318 666
Dettes	2 786 930	1 062 593
Produits constatés d'avance	170 000	181 360
TOTAL PASSIF	3 623 538	1 443 148

Compte de résultat consolidé

(en euros)	2003	2002
Chiffre d'affaires	5 272 901	1 942 845
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Subvention d'exploitation	0	0
Reprises sur amortissements et provisions	0	0
Autres produits	219	155
Produits d'exploitation	5 273 120	1 943 000
Achats de marchandises	0	0
Variation de stocks - Marchandises	0	0
Achats de matières premières et appro.	0	0
Variation de stocks - Matières premières	0	0
Autres achats et charges externes	3 282 112	1 465 658
Impôts, taxes et versements assimilés	6 964	27 525
Salaires et traitements	830 752	335 066
Charges sociales	347 907	142 083
Dotations aux amortissements - immobilis.	60 748	7 438
Dotations aux provisions - actif circulant	300	0
Dotations aux provisions - risques, charges	4 000	0
Autres charges	86	5

Charges d'exploitation	4 532 869	1 977 775
	\longrightarrow	
RESULTAT D'EXPLOITATION	740 251	-34 775
Produits financiers de participations	O	0
Produits des autres valeurs mobilières	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits financiers	0	0
Intérêts et charges assimilées	21 545	14 829
Différences négatives de change	0	0
Charges financières	21 545	14 829
RESULTAT FINANCIER	-21 545	-14 829
RESULTAT COURANT	718 706	-49 604
Produits except. opérations de gestion	627	0
Produits except. opérations en capital	0	0
Reprises sur provisions	0	0
Autres produits	0	0
Produits exceptionnels	627	0
Charges except. opérations de gestion	2 000	1 200
Charges except. operations de gestion Charges except. opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements et provisions	0	0
Charges exceptionnelles	2 000	1 200
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 373	-1 200
PARTICIPATION DES SALARIES	0	0
IMPOT CUP LEC PENETICES	050.040	
IMPOT SUR LES BENEFICES	253 919	0
IMPOTS DIFFERES	0	0
Amortissement écart d'acquisition		
TOTAL DES PRODUITS	5 273 747	1 943 000
TOTAL DES CHARGES	4 810 333	1 993 804
RESULTAT Part du groupe	463 414	-50 804
Part hors groupe	o	0

20.2 COMPTES CONSOLIDES PRO FORMA AU 31 DECEMBRE 2005

20.2.1 Comptes consolidés pro forma au 31 décembre 2005

1 Préambule

Dans le cadre du projet d'admission des actions de la société THE CRM COMPANY GROUP sur le marché Alternext d'Euronext Paris, à la demande de l'AMF, des informations pro forma ont été établies pour procurer des informations comptables complémentaires aux comptes consolidés annuels 2005. Ces informations complémentaires sont de trois ordres :

Bilan et Compte de résultat pro forma présentant sur une période de 12 mois , l'impact chiffré du rapprochement entre le groupe THE CRM COMPANY et la société COCCINELLES, et retenu par convention comme effectif au 1^{er} janvier 2005.

Notes complémentaires dans le cadre de cette opération

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes pro forma 2005

COMPTES PRO FORMA ETABLIS SUR 12 MOIS AVEC POUR OBJECTIF DE PRESENTER L'IMPACT DU RAPPROCHEMENT DU GROUPE THE CRM COMPANY AVEC LA SOCIETE COCCINELLES BILAN PRO FORMA ACTIF

En euros	GROUPE		NETS 2005	RETRAITE	NETS 2005
		LES		MENTS	
	NET 12/2005	NET 03/2006	CUMULES	PROFORMA	FINAUX
Frais d'établissement	0		0		0
Frais de recherche et de	0		0		0
développement					
Ecarts d'acquisition				400 000	400 000
Concessions, brevets, marques	4 524		4 524		4 524
Fonds commercial	0		0		0
Avances et acomptes	0		0		0
			0		0
Immobilisations incorporelles	4 524		4 524	400 000	404 524
			0		0
Terrains	0		0		0
Constructions	0		0		0
Installations techniques, matériel et	0		0		0
outillage					
Autres	119 985	24 383	144 368		144 368
Immobilisations corporelles en cours	0		0		0
Avances et acomptes	0		0		0
			0		0
Immobilisations corporelles	119 985	24 383	144 368		144 368
			0		0
Participations	0		0		0
Autres	36 942	7 841	44 783		44 783
			0		0
Immobilisations financières	36 942	7 841	44 783		44 783
			0		0
TOTAL ACTIF IMMOB	161 451	32 224	193 675	400 000	593 675
ILISE					

Matières premières et autres appro. En cours de production de biens Produits intermédiaires et finis Marchandises	0 0 0 0	460	0 460 0 0 0		460 0 0 0 0
Stocks et en cours	0	460	460		460
Avances, acomptes versés sur cdes	0		0		0
Créances clients et comptes rattachés Autres	1 691 853 870 132	178 430 11 581	0 1 870 283 881 713 0		0 1 870 283 881 713 0
Créances	2 561 985	190 011	2 751 996		2 751 996
			0		0
Valeurs mobilières de placement	0	121 455	121 455		121 455
Disponibilités	384 038	2 166	0 386 204		0 386 204
Disponionees	304 030	2 100	0		0
TOTAL ACTIF CIRCU LANT	2 946 023	314 095	3 260 118		3 260 118
			0		0
Charges constatées d'avance	6 372	4 233	10 605		10 605
TOTAL ACTIF	3 113 846	350 552	0 3 464 398	400 000	0 3 864 395

BILAN PRO FORMA PASSIF

En euros	GROUPE CRM	LE	NETS 2005	RETRAITE MENTS	NETS 2005
	NET 12/2005	NET 03/2006	CUMULES	PROFORMA	FINAUX
Ci-1	200,000	7 (22	207 (22	7 (22	200,000
Capital	200 000				
Primes d'émission, de fusion d'apport	50 000		50 000		50 000
Réserves consolidées	-6 199	107 333	101 134	-107 333	-6 199
Ecart de réestimation	0		0		0
Résultat de l'exercice : Part du groupe	399 845	63 423	463 268	-100 000	363 268
Total Groupe	643 646	178 380	822 026	-214 956	607 070
Part des minoritaires :			0	0	
- Dans les réserves	0	0	0	0	0
- Dans le résultat	0	0	0	0	0
			0	0	0
Total hors groupe	0	0	0	0	0
Capitaux propres	643 646	178 380	822 026	-214 956	607 070
Provisions pour risques	0	0	0	0	0
Provisions pour charges	0	0	0	0	0
Provisions pour risques et charges	0	0	0	0	0

TOTAL PASSIF	3 113 846	350 552	3 464 398	400 000	3 864 398
Produits constatés d'avance	0	0	0	0	0
Dettes	2 470 200	172 172	2 642 372	614 956	3 257 328
Dettes fiscales et sociales Autres dettes	1 296 867 17 940	70 551 14 320	1 367 418 32 260	614 956	1 367 418 647 216
Avances et acomptes reçus Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0 1 039 847	53 686	1 093 533		1 093 533
Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes bancaires	0 115 546	0 33 615	0 149 161	0	0 149 161

COMPTE DE RESULTAT PRO FORMA

	GROUPE CRM	COCCINELLE	NETS 2005	RETRAITE MENTS	NETS 2005
	NET 12/2005	NET 03/2006	CUMULES	PRO FORMA	FINAUX
Chiffre d'affaires	4 588 258	1 233 044	5 821 302		5 821 302
Production stockée	0		0		0
Production immobilisée	0	0	0		0
Subvention d'exploitation	0	0	0		0
Reprises sur amortissements et	31 555	5 048	36 603		36 603
provisions					
Autres produits	3 551	69	3 620		3 620
			0		0
Produits d'exploitation	4 623 364	1 238 161	5 861 525		5 861 525
Achats de marchandises	0				283 576
Variation de stocks –	0	18 335	18 335		18 335
Marchandises		250 754	250 554		250 554
Achats de matières premières et	0	259 754	259 754		259 754
appro.		1.200	1 200		1 200
Variation de stocks – Matières premières	0	1 298	1 298		1 298
Autres achats et charges externes	2 079 801	225 952	2 305 753		2 305 753
Impôts, taxes et versements	39 017				58 427
assimilés	39 017	19410	36 427		36 427
Salaires et traitements	1 209 076	225 506	1 434 582		1 434 582
Charges sociales	540 085				642 157
Dotations aux amortissements –	88 054				101 490
immobilis.	00 03 1	13 130	101 170		101 170
Dotations aux provisions – actif	0	0	0		0
circulant	Ì	Ĭ	·		
Dotations aux provisions –	0	0	0		0
risques, charges					
Autres charges	14 178	2 226	16 404		16 404
Charges d'exploitation	3 970 211	1 151 565	5 121 776		5 121 776
DECLUEATE	/#0.4#0	07.807	830 840		#30 # 40
RESULTAT	653 153	86 596	739 749		739 749

D'EXPLOITATION					
Produits financiers de	0	0	0		0
participations Produits des autres valeurs	0	681	681		681
mobilières					
Autres intérêts et produits	631	0	631		631
assimilés Différences positives de change	0	0	0		0
Differences positives de change	U	U			0
Produits financiers	631	681	1 312		1 312
Intérêts et charges assimilées	38 371	486	38 857		38 857
Différences négatives de change	0	0	30 03 /		38 837
Differences negatives de change	Ü	Ü			
Charges financières	38 371	486	38 857		38 857
RESULTAT FINANCIER	-37 740	195	-37 545		-37 545
	64 7 44 3	0 < =04	700.00		=00.00
RESULTAT COURANT	615 413	86 791	702 204		702 204
Produits except. opérations de	0	866	866		866
gestion Produits except. opérations en	24 000	21 800	45 800		45 800
capital	21000	21 000	15 000		15 000
Reprises sur provisions	2 800	0	2 800		2 800
Autres produits	0	0	0		0
Produits exceptionnels	26 800	22 666	49 466		49 466
Charges except. opérations de gestion	1 366	1 275	2 641		2 641
Charges except. opérations en capital	24 000	17 278	41 278		41 278
Dotations aux amortissements et	0	0	0		0
provisions					
Charges exceptionnelles	25 366	18 553	43 919		43 919
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 434	4 113	5 547		5 547
RESULTAT EACEF HONNEL	1 434	4 113	3 347		3 347
PARTICIPATION DES	0	0	0		0
SALARIES	Ŭ		Ů		Ů
	045.000	27.400	211.100		244.400
IMPOT SUR LES BENEFICES	217 003	27 480	244 483		244 483
IMPOTS DIFFERES	0	0	0		0
IVII OTS DIFFERES	U	U	0		0
SARL COCCINELLE					
Amortissement écart d'acquisition				100 000	100 000
TOTAL DES PRODUITS	4 650 795	1 261 508	5 912 303	0	5 912 303
TOTAL DES CHARGES	4 250 951	1 198 084	5 449 035	100 000	5 549 035
RESULTAT Part du groupe	399 844	63 424	463 268	-100 000	363 268
Part hors groupe	0	0	0		0

20.2.2 Note explicative sur les comptes consolidés pro forma au 31 décembre 2005

1) Acquisition de la SARL COCCINELLES

En application d'un protocole d'accord du 23 juin 2006, CRM COMPANY GROUP s'est irrévocablement engagée à acquérir 100% du capital de la société COCCINELLES avec effet au 7 juillet 2006.

La taille de la société Coccinelles, avant son acquisition, par rapport à celle de CRM COMPANY GROUP est présentés en utilisant les indicateurs financiers suivants :

	Coccinelles	CRM COMPANY GROUP	
En€	Comptes annuels au	Comptes consolidés au 31	Pourcentage
Zii C	31 mars 2006	décembre 2005	1 carcontage
	(12 mois)	(12 mois)	
Chiffre d'affaires	1 233 044	4 588 258	26,87%
Marge Brute	625 465	3 157 639	19,81%
Résultat d'exploitation	86 596	653 153	13,26%
Résultat courant	86 791	615 413	14,10%
Résultat net	18 554	399 844	4,64%
Actif immobilisé net	32 224	161 451	19,96%
Capitaux propres	178 380	643 646	27,71%
Endettement financier long terme	0	0	0,00%
Trésorerie nette	90 006	268 492	33,52%
Total de bilan	350 553	3 113 846	11,26%

Nous constatons que sur les trois critères énoncés dans le Commentaire du CESR relatifs à l'information financière pro forma (§ 91 et 92), seul le seuil de 25% du chiffre d'affaires est atteint.

Selon les recommandations du CESR, pour apprécier si la variation de l'activité d'un émetteur, résultant d'une transaction, est supérieure à 25%, le montant de cette transaction devra être évalué par rapport à la taille de l'émetteur en employant des indicateurs de taille appropriés avant ladite transaction.

Il est précisé que des indicateurs de taille autres que le montant total de l'actif, le chiffre d'affaires et le résultat, peuvent être utilisés surtout si les indicateurs de taille employés donnent un résultat anormal ou ne sont pas appropriés pour la branche à laquelle appartient l'émetteur.

CRM COMPANY GROUP et la société COCCINELLES étant des agences de marketing, CRM COMPANY GROUP considère que l'indicateur clé le plus pertinent pour rendre compte de leur croissance n'est pas le chiffre d'affaires mais le montant de marge brute.

En effet, il convient de rappeler que dans le domaine de la publicité et du marketing :

- les taux de marge brute divergent sensiblement selon le type d'activité ;
- les agences facturent l'ensemble de leurs prestations, en ce compris les activités de leurs soustraitant.

Il nous semble donc plus pertinent, d'un point de vue économique, de retenir la Marge Brute comme indicateur d'activité plutôt que les montants de chiffre d'affaires réalisés par les sociétés Coccinelles et CRM COMPANY GROUP.

La prise en compte du chiffre d'affaires de la société COCCINELLES dans les comptes pro forma du nouvel ensemble consolidé CRM COMPANY GROUP – COCCINELLES fait apparaître :

- une augmentation de chiffre d'affaires de 26,87% par rapport au chiffre d'affaires actuel consolidé de CRM COMPANY GROUP;
- une quote-part de 21,17% par rapport au chiffre d'affaires consolidé du nouvel ensemble.

Au regard des éléments chiffrés, il apparaît que les montants de capitaux propres et de trésorerie Nette de la société COCCINELLES représentent plus de 25% de ceux de CRM COMPANY GROUP. Les montants de capitaux propres et de trésorerie nette n'étant pas des indicateurs d'activité, les sociétés évoluant dans un secteur non capitalistique, il nous semble pertinent de ne pas les retenir comme des critères d'appréciation et de comparaison.

En conclusion et au regard des éléments chiffrés présentés plus haut, les indicateurs d'activité des 2 sociétés que sont, la Marge Brute, Le résultat d'exploitation et le total de bilan font apparaître un impact inférieur à 25%. Il ne semble donc pas nécessaire de devoir produire des comptes pro forma.

Toutefois, à la demande de l'AMF, compte tenu de la variation de chiffre d'affaires supérieure à 25%, la société CRM COMPANY GROUP a établi des informations financières proforma au 31 décembre 2005 aux fins de présenter l'impact de l'acquisition de la SARL COCCINELLES.

L'acquisition de la Sarl Coccinelle est sans aucun impact sur les capitaux propres consolidés du groupe sur l'exercice d'acquisition. Les modalités de financement retenu par le groupe conduisent à un paiement échelonné sur 3 ans, du prix de base négocié à 678 320 euros avec les cédants, payable dans les conditions suivantes

FIN MAI 2006 : 226 126 euros FIN MAI 2007 : 226 126 euros FIN MAI 2008 : 226 128 euros

Les dettes financières court terme du groupe varieront à ces dates, dans les proportions ci dessus indiqués.

2) Hypothèses et conventions des informations financières pro forma

Les informations financières proforma ont été préparées dans l'objectif de présenter l'impact de l'acquisition de la société Coccinelles dans le compte de résultat consolidé et le bilan consolidé de CRM COMPANY GROUP au 31 décembre 2005 si l'opération avait été réalisée au 1^{er} janvier 2005.

Ces informations pro forma ont été établies à partir des comptes consolidés de CRM COMPANY GROUP au 31 décembre 2005 et au 1^{er} janvier 2005 et des comptes annuels de la SARL COCCINELLES au 31 mars 2006 et au 1^{er} avril 2005.

La société COCCINELLES est consolidée par intégration globale.

Les comptes de COCCINELLES ont été arrêtés au 31 mars 2006 et au 31 mars 2005. L'activité de cette société ne présentant aucun caractère saisonnier, il a été considéré que les 12 mois d'activité réalisés au cours de l'exercice clos au 31 mars 2006, pouvaient être transposés à une activité sur 12 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005, date de clotûre de CRM.

Il n'existe aucune transaction entre la société COCCINELLES et les sociétés constituant le groupe CRM au cours de l'exercice 2005.

Les méthodes comptables utilisées par la société COCCINELLES ne présentent pas de divergence majeure avec celles retenues par CRM COMPANY GROUP, par conséquent les comptes annuels de COCCINELLES n'ont pas fait l'objet de retraitements de consolidation.

L'écart entre le prix d'acquisition des titres COCCINELLLES et la quote-part correspondante des capitraux propres à la date de la prise de participation est inscrite en « Ecart d'acquisition ».

L'écart d'acquistion est amorti linéairement sur 5 ans.

L'écart d'acquisition a été calculé en retenant un prix d'acquisition des titres COCCINELLES de 500 000 euros augmentée de la situation nette au 31 mars 2005. Ce mode de calcul est celui qui sera utilisé pour déterminer le prix d'aquisition réel des titres.

Dans le cadre de l'acquisition de COCCINELLES, les cédants ont accepté un paiement en 3 fois, sans intérêts sur les soldes restant dus à la date anniversaire. Aucune charge finacière n'a été comptabilisée.

3) Commentaires

Les informations financières pro forma cumulent les comptes consolidés de CRM au 31 décembre 2005 et les comptes annuels de COCCINELLES au 31 mars 2006.

Une colonne présente les retraitements pro forma de consolidation. Ils correspondent à l'écart d'acquisition, après amortissement de cet écart au 31 décembre 2005, ainsi qu'à la dette vis-à-vis des cédants.

20.2.3 Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes consolidés pro forma au 31 décembre 2005

Monsieur le Président du Directoire,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société CRM COMPANY GROUP et en application du règlement (CE) N° 809/2004, suite à la demande de l'AMF à l'occasion de l'admission sur Alternext d'Euronext Paris, dans le cadre d'une offre à prix ouvert et d'un placement Global, des actions existantes constituant le capital de la société CRM COMPANY GROUP et actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital par appel public à l'épargne, nous avons établi le présent rapport sur les informations financières pro forma de la société CRM COMPANY GROUP relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2005, incluses dans la partie 20.2 du présent document de base.

Ces informations financières pro forma ont été préparées aux seules fins d'illustrer l'effet que l'acquisition de la société Coccinelles aurait pu avoir les comptes consolidés de CRM COMPANY GROUP au 31 décembre 2005 si l'opération avait pris effet au 1^{er} janvier 2005. De par leur nature même, ces informations financières pro forma décrivent une situation hypothétique et ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient pu être constatées si l'opération ou l'événement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle ou envisagée.

Ces informations financières pro forma ont été établies sous la responsabilité de votre Directoire en application des dispositions du Règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR (§ 87 à 94) relatives aux informations financières pro-forma.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer, sur ces informations financières pro forma une conclusion dans les termes requis par l'annexe II, point 7, du règlement (CE) N° 809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement des informations financières pro forma. Il ne nous appartient pas d'exprimer une autre conclusion sur aucun des éléments constitutifs de ces informations financières pro forma.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces travaux qui ne comportent pas d'examen des informations financières sous jacentes à l'établissement des informations financières pro forma ont consisté principalement :

- à vérifier que les bases à partir desquelles ces informations financières pro forma ont été établies concordent avec les documents sources,
- à examiner les éléments probants justifiant les retraitements pro forma et à nous entretenir avec la Direction de la société CRM COMPANY GROUP pour collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires.

A notre avis:

- Les informations financières pro forma ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- Cette base est conforme aux méthodes comptables de l'émetteur.

Ce rapport est émis aux seules fins de l'offre au public en France et dans les autres pays de l'Union européenne dans lequel le prospectus visé par l'AMF serait notifié diffusé et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Paris, le 5 juillet 2006

Le Commissaire aux comptes Mathieu BIDEGARAY-NAVARRON

20.3 COMPTES SOCIAUX

20.3.1 Comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2005

Bilan

Actif:

(en euros)		31/12/2005		31/12/2004
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement Concessions, bryts, licences, logiciels, drts & val. similaires	74 941	70 417	4 523	11 204
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				24 000
Avances et acomptes				
	1			

Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	316 645	196 660	119 985	186 868
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	100 000		100 000	100 000
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts Autres immobilisations financières	31 942		21 040	29 500
Autres inimobilisations infancieres	523 528	267 077	31 942 256 450	351 573
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 003 618		1 003 618	804 732
Autres créances	147 643		147 643	245 028
Capital souscrit, appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				29 993
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 892		2 892	5 140
Charges constatées d'avance (3)	6 372		6 372	7 551
	1 160 526		1 160 526	1 092 446
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	1 684 054	267 077	1 416 977	1 444 019
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif:

(en euros)	31/12/2005	31/12/2004
	Net	Net

CAPITAUX PROPRES		
CAFITAUX FROFRES		
Capital (dont versé : 200 000, 00)	200 000	200 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	50 000	50 000
Ecarts de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	20 000	20 000
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	(26 269)	(2 638)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	329 466	(28 908)
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
	573 197	243 730
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		1 500
DETTES (1)		1 500
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	255	1 218
Emprunts et dettes financières (3)	200	50 441
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		00 111
Fournisseurs et comptes rattachés	177 390	77 943
Dettes fiscales et sociales	487 972	223 626
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	178 161	845 558
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
	843 779	1 198 789
Ecarts de conversion de Passif		
Loans de conversion de l'assil		
TOTAL GENERAL	1 416 977	1 444 019
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	843 779	1 198 789
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

(en euros)

31/12/2005			31/12/2004
France	Exportation	Total	Total

Produits d'exploitation (1)			
Ventes de marchandises			
Production vendue (biens)			
Production vendue (services)	1 245 217	1 245 216	605 000
Chiffre d'affaires net	1 245 217	1 245 216	605 000
Production stockée			19 603
Production immobilisée			
Produits nets partiels sur opérations long terme			
Subventions d'exploitations			
Reprises sur provisions et transfert de charges		13 500	12 000
Autres produits		3 214	9 142
Charges d'exploitation (2)		1 261 931	645 727
Achats de marchandises			
Variation de stocks			
Achat de matières premières et autres approvisionnements			
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes (a)		438 780	385 561
Impôts, taxes et versements assimilés		15 373	7 774
Salaires et traitements		140 808	110 575
Charges sociales		59 036	45 998
Dotations aux amortissements et provisions :		88 053	110 837
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			
- Sur immobilisations : dotations aux provisions			
- Sur actif circulant : dotations aux provisions			
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			
Autres charges		5 573	6
		747 626	660 753
RESULTAT D'EXPLOITATION		514 305	(15 025)
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré			
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers			
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3)			
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3)			
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges			
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change		630	
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges		630	
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change		630 630	
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valaurs mobilières de placement Charges financières			
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valaurs mobilières de placement Charges financières Dotations aux amortissements et aux provisions		630	10.205
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valaurs mobilières de placement Charges financières Dotations aux amortissements et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4)			10 365
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valaurs mobilières de placement Charges financières Dotations aux amortissements et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change		630	10 365
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valaurs mobilières de placement Charges financières Dotations aux amortissements et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4)		630 3 540	
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valaurs mobilières de placement Charges financières Dotations aux amortissements et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valuers mobilières de placement		3 540 3 540	10 365
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valaurs mobilières de placement Charges financières Dotations aux amortissements et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change		630 3 540	
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valaurs mobilières de placement Charges financières Dotations aux amortissements et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valuers mobilières de placement		3 540 3 540	10 365
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valaurs mobilières de placement Charges financières Dotations aux amortissements et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valuers mobilières de placement RESULTAT FINANCIER		3 540 3 540 (2 910)	10 365 (10 365)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valaurs mobilières de placement Charges financières Dotations aux amortissements et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valuers mobilières de placement RESULTAT FINANCIER RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		3 540 3 540 (2 910) 511 394	10 365 (10 365)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valaurs mobilières de placement Charges financières Dotations aux amortissements et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valuers mobilières de placement RESULTAT FINANCIER		3 540 3 540 (2 910) 511 394	10 365 (10 365)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supposé ou bénéfice transféré Produits financiers De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transfert de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valaurs mobilières de placement Charges financières Dotations aux amortissements et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valuers mobilières de placement RESULTAT FINANCIER RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		3 540 3 540 (2 910) 511 394	10 365 (10 365)

BENEFICE OU PERTE

Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	131	3 516
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Charges exceptionnelles sur opération de capital	24 000	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(131)	(3 516)
Impôts sur les bénéfices	179 110	
Impôt forfaitaire	2 687	

329 466

(28 908)

Annexe aux comptes

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun fait significatif n'est intervenu durant l'exercice.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Décret N° 83-1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

Les conventions comptables généralement acceptées ont été appliquées, dans le respect des principes de prudence, de permanence des méthodes, d'indépendance des exercices et en se plaçant dans la perspective de continuation de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments portés dans les comptes annuels est la méthode des coûts historiques.

THE CRM COMPANY n'a pas opté pour la comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires conformément à la recommandation 03-01 du CNC du 1^{er} avril 2003 .

3. COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes annuels sont établis conformément aux principes et méthodes du Plan comptable général et selon les mêmes règles et principes que les comptes arrêtés au 31 décembre 2004.

L'exercice clos le 31 décembre 2005 a une durée de 12 mois, identique à celle de l'exercice précédent clos le 31 décembre 2004.

4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

5. PRESENTATION DES PRINCIPALES METHODES UTILISEES

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comptabilisées au coût de production ou d'acquisition sont constituées d'achats de logiciels et de licences qui sont amorties sur une durée de 1 an en linéaire.

Les marques développées par la société ne sont pas valorisées dans les comptes.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

L'application des règlements CRC 02-10 et CRC 04-06 n'a pas eu d'incidence sur les comptes dans la mesure où les immobilisations utilisées par l'entreprise ne sont pas décomposables. L'analyse des durées

d'utilisation des biens immobilisés ne fait pas ressortir de différence significative par rapport aux durées d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

Agencements et aménagements des constructions	9 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 et 5 ans
Mobilier	5 ans

c) Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat (hors frais accessoires). Une éventuelle provision pour dépréciation des titres de participations inscrits à l'actif du bilan est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité de ces titres, estimée par la direction de la société, apparaît inférieur à leur coût d'acquisition. L'estimation par la direction du groupe de la valeur d'utilité de chacune des filiales est fondée sur leurs perspectives de rentabilité à court terme et moyen terme. Ces prévisions tiennent compte des mesures mises en œuvre au sein de ces sociétés, visant notamment à développer leurs activités et à maintenir le niveau de leurs coûts d'exploitation.

Le poste Autres immobilisations financières sont constituées principalement de dépôts et cautionnements versés.

d) Travaux en cours

L'inventaire des travaux en cours, tant à l'ouverture de l'exercice qu'à la clôture du 31 décembre 2005, ne présente pas de caractère financier significatif.

e) Titres de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur achat.

Le cas échéant, les valeurs mobilières de placement sont dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur de marché.

f) Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

g) Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la société est constitué principalement constitué d'honoraires de management et d'administration des filiales du groupe, d'une part et les refacturations de coûts de fonctionnement, d'autre part.

Dans les deux cas, la constatation du chiffre d'affaires est effective en fin de mois, sur la base de l'envoi de provisions ou de la réalisation de la prestation.

6. NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT

61 BILAN

611 IMMOBILISATIONS (en euros)

Rubriques	Valeur brute Début exercice	Augmentation par Réévaluation	Acquisitions, Apports, créations Virt
Frais de recherche & développement			
Immobilisations en cours			
Concessions, brevets, licences	89 268		
Logiciels			
Total Immobilisations incorporelles	89 268		
AAI divers	47 908		
Matériel de transport	142 510		
Matériel de bureau et Mobilier	121 411		4 816
Total Immobilisations corporelles	311 828		4 816
Autres participations	100 000		
Dépôts et cautionnements versés	29 500		2 442
Total général	129 500		
	530 596		

Rubriques	Diminution Par virt	Diminution par Cession et mises HS	Valeur brute Fin D'exercice	Réévaluations Légales
Frais de recherche & développement				
Immobilisations en cours				
Concessions, brevets, licences		14 327	74 941	
Logiciels				
Total Immobilisations incorporelles		14 327	74 941	

Total général	14 327	523 528	
<u>'</u>	-	'	
Total Immobilisations financières		131 942	
Dépôts et cautionnements versés		31 942	
Autres participations		100 000	
Total Immobilisations corporelles		316 645	
Matériel bureau, informatique. Mobilier		126 227	
Matériel de transport		142 510	
AAI divers		47 507	

612 AMORTISSEMENTS (en euros)

Rubriques	Mt début Exercice	Dotations	Reprises	Mt fin Exercice
Frais de recherche & développement				
Logiciel	54 064	16 353		70 417
Total immobilisations incorporelles	54 064	16 353		70 417
AAI divers	4 927	9 582		14 509
Matériel informatique & bureau, mobilie	63 028	33 616		96 644
Matériel de transport	57 004	28 502		85 506
Total immobilisations corporelles	124 959	71 700		196 660
Total général	179 023	88 053		267 077

613 CREANCES (en euros)

Rubriques	31/12/2005	31/12/2004
Clients	1 003 618	804 732
Clients douteux	0	0
Total		

614 AUTRES CREANCES (en euros)

Rubriques	31/12/2005	31/12/2004
Personnel	30 000	
Impôt sur les bénéfices		118 390
Etat, taxe sur la valeur ajoutée	19 108	1 522
TVA factures non parvenues	3 350	61 856
Autres créances	95 184	63 259
Total	147 643	245 028

615 TRESORERIE (en euros)

Rubriques	31/12/2005	31/12/2004
Placements OPCVM		29.993
Banque en euro	2 892	5 140
Banques créditrices	(255)	(1 218)
Caisse		
Total	2 636	33 915

616 CAPITAUX PROPRES (en euros)

	Mt début	Affectation	Autres	Exercice	Mt fin
Rubriques	Exercice	Du	Mouvements	2005	Exercice
		résultat			
Capital	200.000			200.000	200.000
Primes d'émission	50.000			50.000	50.000
Réserve légale	20.000			20.000	20.000
Report à nouveau	2 638	(28 908)		(26 269)	(2.806.463)
Résultat de l'exercice	(28 908)	28 908		329 466	329 466
Total	243 730			573 197	

617 PROVISIONS INSCRITES AU BILAN (en euros)

Rubriques	31/12/2005	31/12/2004
Provisions pour risques		
Provision pour charges		1 500
Total		1 500

A la clôture de l'exercice, il n'existe aucun litige ou contentieux significatif susceptible de donner lieu à constatation d'une provision.

618 ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances (en euros)	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	31 942		31 942
Total de l'actif immobilisé	31 942		31 942
Créances clients	1 003 618	1 003 618	
Personnel, comptes rattachés	30 000	30 000	
Etat, taxe sur la valeur ajoutée	22 459	22 459	
Débiteurs divers	95 184	95 184	
Charges constatées d'avance	6 372	6 372	
Total de l'actif circulant	1 189 576	1 157 634	

Etat des dettes (en euros)	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières	255	255		
Fournisseurs et comptes rattachés	177 390	177 390		
Personnel et comptes rattachés	12 436	12 436		
Sécurité sociale & autres organismes	26 873	26 873		
Impôts sur les bénéfices	181 797	181 797		
Taxe sur la valeur ajoutée	253 452	253 452		
Autres impôts, taxes et versements assimilé	13 412	13 412		
Autres dettes	178 161	13 412		·
Total des dettes	843 779	843 779		

619 CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (en euros)

Rubriques	Charges	Produits
Charges/Produits constatés d'avance	6 372	

6191 CHARGES A PAYER (en euros)

Montant des charges à payer inclus dans d'autres postes du bilan	Montants
Fournisseurs et comptes rattachés	23 017
Dettes fiscales et sociales	10 222
Intérêts à payer	255
Total	33 495

20.3.1.1.1.1 62 COMPTE DE RESULTAT

621 CHIFFRE D'AFFAIRES (en euros)

Rubriques	31/12/2005	31/12/2004
Prestations de service	1 005 515	605 000
Autres produits activités annexes	239 701	
Total	1 245 216	605 000

622 CHARGES DE PERSONNEL (en euros)

Rubriques	31/12/2005	31/12/2004
Salaires	138 800	108 150
Charges sociales	59 036	45 998
Total	199 845	156 573

Ces rémunérations sont celles des dirigeants. La société n'a aucun engagement ou provision aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des administrateurs et dirigeants.

623 ACHATS ET CHARGES EXTERNES (en euros)

Rubriques	31/12/2005	31/12/2004
Charges de fonctionnement	255 582	224 507
Frais immobiliers	167 825	161 064
Impôts et taxes	15 373	7 774
Autres	5 573	7
Total	444 353	393 352

624 RESULTAT FINANCIER (en euros)

Rubriques	31/12/2005	31/12/2004
Plus-values sur Sicav	630	
Différence de change		
Frais financiers	(3 540)	(10 365)
Total	(2 910)	(10 365)

625 RESULTAT EXCEPTIONNEL (en euros)

Rubriques	31/12/2005	31/12/2004
Charges exceptionnelles	24 131	3 516
Produits exceptionnels	24 000	
Total	(131)	(3 516)

626 IMPOT SUR LES SOCIETES (en euros)

Rubriques	31/12/2005	31/12/2004
Impôt sur les sociétés	181 797	
Crédit d'impôt recherche		
Total	181 797	

7. AUTRES INFORMATIONS

Tableau des flux de trésorerie

		31/12/2005	31/12/2004
		(en euros)	(en euros)
Détermina	tion de la capacité d'autofinancement	1	
Résultat net		329 467	-28 908
+	Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation	88 054	110 837
-	Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation	-1 500	(
+	Dotations aux provisions financières	0	(
-	Reprises sur provisions financières	0	(
+	Dotations aux amortissements et provisions exceptionnelles	0	(
-	Reprises sur amortissements et provisions exceptionnelles	0	(
-	Prix de cession des actifs immobilisés cédés	-24 000	
+	Valeur nette comptable des actifs immobilisés cédés	24 000	
-	Quote part de subvention rapportée au compte de résultat	0	(
Capacité d	l'autofinancement	416 021	81 929
Flux de tré	ésorerie liés à des opérations d'investissement		
-	Acquisitions d'immobilisations	-16 931	-154 960
+	Subventions reçues	0	
+	Prix de cession des actifs immobilisés cédés	24 000	32 29!
Flux de tré	ésorerie liés à des opérations de financement		
-	Distributions de dividendes aux actionnaires	0	-430 000
+	Augmentation de capital par apports externes	0	(
-	Diminution du capital avec distribution	0	(
+	Nouveaux emprunts contractés	0	(
-	Amortissements des emprunts	-50 442	-47 443
Variation o	des Besoins en fonds de roulement		
	Stocks (VB)	0	(
	Avances et acomptes versés (VB)	0	(
	Créances clients (VB)	-198 886	-6 30
	Autres créances (VB)	97 385	-100 19
	Capital souscrit et appelé, non versé (VB)	0	
	Charges constatées d'avance (VB)	1 179	-2 94
	Charges à répartir activées au titre de l'exercice	0	
	Prime de remboursement des obligations	0	
	Ecarts de conversion actif	0	
	Autres fonds propres	0	
	Autres dettes financières	0	(
	Avances et acomptes reçus	0	
	Dettes fournisseurs	99 447	12 47
	Dettes fiscales et sociales	264 345	-180 464
	Dettes sur immobilisations	0	
	Autres dettes	-667 397	815 72
	Produits constatés d'avance	0	
	Ecart de conversion passif	0	(
Variation net	tte de trésorerie	-31 279	-12 178

Position de trésorerie à l'ouverture		
Disponibilités	5 140	17 835
VMP	29 994	29 994
Soldes créditeurs de banque	-1 218	-1 735
Position nette de trésorerie à l'ouverture	33 916	46 094
Position de trésorerie à la clôture		
Disponibilités	2 892	5 140
VMP	0	29 994
Soldes créditeurs de banque	-255	-1 218
Position nette de trésorerie à la clôture	2 637	33 916
Variation nette de trésorerie	-31 279	-12 178

Composition du capital social

Le capital social est composé de 20 000 000 actions ordinaires d'un nominal de 0,01 euros.

Toutes les actions sont de même rang et confèrent les mêmes droits.

Ventilation de l'effectif de l'entreprise

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'entreprise.

	Personnel salarié
Ingénieurs et cadres	2
Employés	
Total	2

Crédit bail – immobilisations et engagements

Néant.

Autres engagements

THE CRM COMPANY SA n'a pas donné, ni reçu, d'autres engagements.

Fiscalité latente

Néant.

Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

Néant.

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	PAYS	Capital En euros	Capitaux propres autres que capital En euros	Quote part du capital détenu	Valeur brute des titres détenus En euros	Prêts et avances consentis par la société	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice) En euros	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Chiffre d'affaires En euros
A) Renseignements détaillés concernant les filiales et participations ci-dessous									
1 - Filiales (à détailler) :									
(+ 50 % du capital détenu)									
The Crm Company Marketing Services	France	50 000	103 297	100%	50000	-	71 803	-	4 588 257
The Crm Company Tecno Services	France	50 000	-4 625	100%	50000	-	-1 425	-	-
2 - Participations (à détailler) :									
B) Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations									

20.3.2 Comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2004

<u>Bilan</u>

Actif :

		31-déc-04		31-déc-03
En €	Brut	Amort/Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobiliactions incorneralles				
Immobilisations incorporelles Frais d'établissement				
Frais de recherche & développement	65 268	54 064	11 204	6 118
Concessions, brevets, licences, logiciels Fond commercial	05 200	54 064	11 204	0110
Autres immobilisations incorporelles	24 000		24 000	
· ·	24 000		24 000	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage ind.				
Autres immobilisations corporelles	311 829	124 960	186 869	171 832
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Autres Participations	100 000		100 000	100 000
Créances rattachées à de participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	29 500		29 500	29 500
Total actif immobilisé	530 597	179 024	351 573	307 450
ACTIF CIRCULANT				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acpt. versés /commandes				
Clients et comptes rattachés	804 732		804 732	798 432
Autres créances	245 029		245 029	84 830
Capital souscrit appelé non versé				
Valeurs mobilières de placement	29 994		29 994	29 994
Disponibilités	5 140		5140	17 835
Charges constatées d'avance	7 552		7552	4 611
Total actif circulant	1 092 447		1 092 447	935 703
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 623 044	179 024	1 444 020	1 243 153

Passif:

Capital social ou individuel dont versé 200 000 200 000 Prime d'émission, de fusion, d'apport 50 000 50 000 Ecart de réévaluation Réserve légale 20 000 Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves Report à nouveau 2 639 (190 474) Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) (28 908) 453 113 Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I 243 731 512 639 Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées TOTAL II 1 500 1 500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires Convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance	(en euros)	31-déc-04	31-déc-03
Prime d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Résultat de sémissions de titres participatifs Avances conditionnées TOTAL II Provisions pour risques Provisions pour charges Provisions pour charges TOTAL III Provisions pour charges TOTAL III Provisions pour charges TOTAL III Provisions pour charges TOTAL III	CAPITAUX PROPRES		
Prime d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Résultat de sémissions de titres participatifs Avances conditionnées TOTAL II Provisions pour risques Provisions pour charges Provisions pour charges TOTAL III Provisions pour charges TOTAL III Provisions pour charges TOTAL III Provisions pour charges TOTAL III			
Ecart de réévaluation Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Resultat de l'exercice (benéfice ou perte) Resultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Resultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Resultat de l'exercice (benéfice ou perte) Resultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Resultat de l'exercice	Capital social ou individuel dont versé		
Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Resultat de l'exercice (benéfice ou perte) Resultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Resultat de l'exercice (bénéfice ou perte de l'exercice (bénéfice ou perte de l'exercice (bénéfice ou perte d'exercice (bénéfice ou perte d'	Prime d'émission, de fusion, d'apport	50 000	50 000
Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves Report à nouveau 2 639 (190 474) Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) (28 908) 453 113 Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I 243 731 512 639 Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées TOTAL II Provisions pour risques Provisions pour charges 1 500 1 500 TOTAL III 1 500 1 500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014	Ecart de réévaluation		
Réserves réglementées Autres réserves Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées TOTAL II Provisions pour risques Provisions pour charges TOTAL III Provisions pour charges TOTAL III Provisions pour charges TOTAL III Provisions pour charges 1 500 1 500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés Poettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	Réserve légale	20 000	
Autres réserves Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées TOTAL II Provisions pour risques Provisions pour charges TOTAL III Provisions pour charges TOTAL III Provisions pour charges TOTAL III 1 500 1 500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes fiscales et sociales Autres dettes TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	Réserves statutaires ou contractuelles		
Report à nouveau 2 639 (190 474) Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) (28 908) 453 113 Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I 243 731 512 639 Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées TOTAL II Provisions pour risques Provisions pour charges 1 500 1 500 TOTAL III 1 500 1 500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014	Réserves réglementées		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I 243 731 512 639 Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées TOTAL II Provisions pour risques Provisions pour charges 1 500 1 500 TOTAL III 1 500 1 500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014	Autres réserves		
Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I 243 731 512 639 Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées TOTAL II Provisions pour risques Provisions pour charges 1 500 1 500 TOTAL III 1 500 1 500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014	Report à nouveau	2 639	(190 474)
Provisions réglementées TOTAL I 243 731 512 639 Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées TOTAL II Provisions pour risques Provisions pour charges TOTAL III 1 500 1 500 TOTAL III 1 500 1 500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(28 908)	453 113
Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées TOTAL II Provisions pour risques Provisions pour charges TOTAL III Provisions pour charges TOTAL III Provisions pour charges TOTAL III EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Autres dettes Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	Subventions d'investissement		
Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées TOTAL II Provisions pour risques Provisions pour charges TOTAL III 1 500 TOTAL III 1 500 1 500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	Provisions réglementées		
TOTAL II Provisions pour risques Provisions pour charges TOTAL III 1 500 TOTAL III 1 500 TOTAL III 1 500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	TOTAL I	243 731	512 639
Provisions pour risques Provisions pour charges TOTAL III TOTAL	Produit des émissions de titres participatifs		
Provisions pour risques Provisions pour charges TOTAL III 1500 1500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1218 1732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	Avances conditionnées		
Provisions pour risques Provisions pour charges TOTAL III 1500 1500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1218 1732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V			
Provisions pour charges 1 500 1 500 TOTAL III 1 500 1 500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et optes rattachés Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	TOTAL II		
Provisions pour charges 1 500 1 500 TOTAL III 1 500 1 500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et optes rattachés Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	Dravialana naur riaguas		
TOTAL III 1 500 1 500 EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V		1 500	1 500
EMPRUNTS ET DETTES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V			
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	TOTALIII	1 500	1 500
Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés Total iv Total iv Total v	EMPRUNTS ET DETTES		
Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés Total iv Total iv Total v	Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit 1 218 1 732 Emprunts et dettes financières divers 50 442 97 886 Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V			
Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V		1 218	1 732
Avances et acomptes reçus/commandes Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	' '		97 886
Dettes fournisseurs et comptes rattachés 77 944 65 471 Dettes fiscales et sociales 223 627 404 091 Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	'		
Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V		77 944	65 471
Dettes sur immobilisations et cptes rattachés Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	·		
Autres dettes 845 559 159 834 Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V			.5.301
Produits constatés d'avance TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V	·	845 559	159 834
TOTAL IV 1 198 789 729 014 Ecart de conversion passif TOTAL V		040 000	100 004
Ecart de conversion passif TOTAL V		1 198 789	729 014
		1 .00 7 00	. 20 014
TOTAL GENERAL (Lá V) 1 444 020 1 243 153	TOTAL GENERAL (I à V)	1 444 020	1 243 153

Compte de résultat

(en euros)		31/12/2004			
	France	Export	Total		
Vente de marchandises					
Production vendue de biens					
Production vendue services	605 000		605 000	1 202 556	
CHIFFRE D'AFFAIRES NETS	605 000		605 000	1 202 556	
Production stockée			19 603		
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprises/provisions & transferts de charges			12 000		

Autres produits (1)	9 125	19
PRODUITS D'EXPLOITATION	645 728	1 202 575
Achat Marchandises		
Variation de stocks		
Achats de mat. 1ères et autres approvisionnements		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes (a)	358 562	415 229
Impôts, taxes et versements assimilés	7 775	(7 242)
Salaires et traitements	107 450	6 457
Charges sociales (10)	49 123	7 002
Dotations d'exploitation		
* Sur immobilisations: dot. aux amortissements	110 837	60 748
* Sur immobilisations: dot. aux provisions		
* Sur actif circulant: dotations aux provisions		
* Pour risques et charges: dot. aux provisions		1 500
Autres charges (12)	6	68
CHARGES D'EXPLOITATION	660 753	483 762
DEGUL TAT DIEVEL GITATION	(45.000)	710.010
RESULTAT D'EXPLOITATION	(15 026)	718 812
Opérat. faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers		
Produits financiers de participations (5)		
Produits des autres valeurs mobilières te créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés (5)		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
PRODUITS FINANCIERS		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (6)	10 366	12 687
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	10 366	12 687
RESULTAT FINANCIER	(10 366)	(12 687)
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT	(25 392)	706 126
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises. provisions et transfert de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	3 517	2 000
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 517	2 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(3 517)	(2 000)
Participation des salariés au résultat		
Impôts sur les bénéfices		251 013

Total des produits	645 728	1 202 575
Total des charges	674 636	749 462
BENEFICE OU PERTE	(28 908)	453 113

RENVOIS		
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme		
(2) dont produits de locations immobilières		
Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs,		
(3) Dont crédit bail mobilier		
crédit bail immobilier		
(4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
(5) Dont produits concernant les entreprises liées		
(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général		
(9) Dont transfert de charges		
(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		
(11) Dont produits redevances pour concessions de brevets, licences		
(12) Dont charges redevances pour concessions de brevets, licence		
(13) Dont primes et coti : facultative (A6) obligatoires (A9)		
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (si ce cadre est	Exerc	cice N
insuffisant, joindre un état du même modèle)	Charges exc.	Prod. Except.
AMENDES	86	
REGUL RETRAITES CADRES	3 526	
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs	Exercice N	
	Charges exc.	Prod. Except.

Annexe aux comptes sociaux

PRINCIPES, REGLES ET METHODES

REGLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels ont été établis en application des règles générales comptables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Participations et autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée pat le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre. (cf: tableau d'immobilisation).

Les amortissements ont été calculés sur la durée normale d'utilisation, sur le mode linéaire.

Les durées et méthodes d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

Installations générales, agencements, aménagements
 Matériel de transport
 Matériel de bureau et informatique
 Mobilier
 S ans L
 S ans L

Provisions

Les provisions pour risques et charges et les provisions pour dépréciation ont été déterminés selon les modalités de constitution et d'évaluation prescrites par la réglementation comptable.

Stocks et encours

Néant

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur normale.

Les créances ont, le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Valeur mobilière de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les valeurs mobilières ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- pour les titres côtés du cours moyen du dernier mois de l'exercice,
- pour les titres non côtés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leurs montants.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES DE L'ANNEXE

Faits caractéristiques de l'exercice

Néant

Circonstances empêchant la comparaison

Néant

Dérogations aux prescriptions comptables

Néant

Modifications sur les méthodes

Néant

Evènements survenus après la clôture Néant

Autres informations significatives Néant

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute	Augmentations		
Cadre A Immobilisations Tableau 2054	des immobilisations au début de l'exercice (en euros)	Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence	Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste (en euros)	
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, recherche et dvlpt Total I				
Autres immobilisations incorporelles Total II	14 465		74 803	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
installations générales, agencements	8 800		39 107	
Installations techniques, matériel et outillage ind.				
Autres immobilisations corporelles				
installations générales, agencements				
matériel de transport	142 510			
matériel de bureau	80 361		41 050	
emballages récupérables et divers	_			
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total III	231 671		80 157	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	100 000			
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	29 500			
Total IV	129 500			
Total général (I+II+III+IV)	375 636		154 961	

	Dir	ninutions	valeur brute des	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
Cadre B Immobilisations			immobilisations à la fin de l'exercice (en euros)	Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, recherche et dvlpt Total I				
Autres immobilisations incorporelles Total II			89 268	
Immobilisations corporelles				
Terrains				

Constructions		
sur sol propre		
sur sol d'autrui		
installations générales, agencements		
Installations techniques, matériel et outillage ind.		
Autres immobilisations corporelles		
installations générales, agencements	47 907	
matériel de transport	142 150	
matériel de bureau	121 711	
emballages récupérables et divers		
Immobilisations corporelles en cours		
Avances et acomptes		
Total III	311 829	
Immobilisations financières		
Participations évaluées par mise en équivalence		
Autres participations	100 000	
Autres titres immobilisés		
Prêts et autres immobilisations financières	29 500	
Total IV	129 500	
Total général (I+II+III+IV)	530 597	

AMORTISSEMENTS (en euros)

CADRE A Tableau 2055		Situations et mouvements de l'exercice				
		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions: amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Immobilisations amortissables						
Frais d'établissement, recherche et dvlp	t Total I					
Autres immobilisations incorporelles	Total II	8 347	45 717		54 064	
Terrains						
Constructions						
sur sol propre						
sur sol d'autrui						
installations générales, agencement	ts					
Installations techniques, matériel et outi	llage ind.					
Autres immobilisations corporelles						
installations générales, agencement	ts	1 056	3 871		4 927	
matériel de transport		28 502	28 502		57 004	
matériel de bureau		30 281	32 747		63 029	
emballages récupérables et divers						
	Total III	59 939	65 120		124 960	
Total général (I+II+III)		68 187	110 837		179 024	

CADRE B	Ventilations des dotations aux amortissements de l'exercice			Cadre C	pro am	ouvements outent la ovision pour ortissements érogatoires
Immobilisations amortissables	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Dotations		Reprises
Frais d'établissement, recherche et dvlpt Total I						
Autres immobilisations incorporelles Total II	45 717					
Terrains						
Constructions						
sur sol propre						
sur sol d'autrui						
installations générales, agencements						
Installations techniques, matériel et outillage ind.						
Autres immobilisations corporelles						
installations générales, agencements	3 871					
matériel de transport	28 502					
matériel de bureau	32 747					
emballages récupérables et divers						
Total III	65 120					
Total général (I+II+III)	110 837					

CADRE D					
Mouvement de l'exercice affectant le plusieurs exercic	o i	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Charges à répartir sur plusie	eurs exercices				
Primes de remboursement d	des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN (en euros) Tableau 2056

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements (1)				
Provisions pour hausse des prix (2)				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 01/01/1992				
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 01/01/1992				
Provisions prêts installation				
Autres provisions réglementées (3)				
TOTAL I				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges				

	- exceptionnelles		
Dont dotations et reprises	d'exploitationfinancières		
Total général (I+II+III)	1 500		1 500
TOTAL III			
autres provisions pour dépréciation (3)			
sur comptes clients			
sur stocks en cours			
-autres immobilisations financières			
-titres de participations			
-titres mis en équivalence			
-corporelles			
-incorporelles			
sur immobilisations			
Provisions pour dépréciation			
TOTAL II	1 500		1 500
Autres provisions pour risques et charges (3)			
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer	1 500		1 500
Provisions pour grosses réparations			
Provisions pour renouvellement des immobilisations			
Provisions pour impôts (3)			
Provisions pour pensions et obligations similaires			
Provisions pour pertes de change			
Provisions pour amendes et pénalités			
Provisions pour pertes sur marchés à terme			
Provisions pour garanties données aux clients			

- (1) provisions réservées aux entreprises faisant participer leurs salariés aux résultats de l'entreprise
- (2) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision
- (3) à détailler sur feuillet séparé selon l'objet des provisions

CADRE A Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus de 1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	29 500	29 500	
De l'actif circulant			
clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	804 732	804 732	
créance représentative des titres prêtés			
Provisions pour dépréciation antérieurement constituée			
Personnel et comptes rattachés Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques			
impôts sur les bénéfices	118 390	118 390	
taxe sur la valeur ajoutée autres impôts, taxes et versements assimilés	63 379	63 379	

divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	63 260	63 260	
Charges constatées d'avance	7 552	7 552	
Totaux	1 086 813	1 086 813	
Renvois			
	des prêts accordés en cours d'exercice		
(1) Montant	des remboursements obtenus en cours d'exercice		
(2) Prêts et avances consentis aux associés			

CADRE B Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus de 1 an	A plus de 5 ans
On Direction and Control of the Cont	mornant brat	7. Tull du plus	71 piao ao 1 aii	71 pias as s ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
-à 1 an max à l'origine	1 218	1 218		
-à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	50 442	50 442		
Fournisseurs et comptes rattachés	77 944	77 944		
Personnel et comptes rattachés	15 340	15 340		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	24 003	24 003		
Etat et autres collectivités publiques				
impôts sur les bénéfices				
taxe sur la valeur ajoutée	172 184	172 184		
autres impôts, taxes et versements assimilés	12 100	12 100		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	0	0		
Autres dettes	845 559	845 559		
Dettes représentatives des titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Totaux	1 198 789	1 198 789		
Renvois	_			
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	_			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	47 444			
(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (en euros)

Répartition par marché géographique	France	UE	Export
Vente des marchandises			
Production vendue			
Prestation de services	605 000		
TOTAL	605 000		

Répartition par activité	Montant
Conseils	605 000
TOTAL	605 000

COMPTES DE REGULARISATION (en euros)

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements	1 218
de crédit	
Clients avoirs à établir	612 105
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 735
Dettes fiscales et sociales	7 136
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	10 000
TOTAL	651 195

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachés à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	253 305
Autres créances	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	253 305

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL	0

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	7 551
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL	7 551

		31/12/2004	31/12/2003
		(en euros)	(en euros)
Déteri	mination de la capacité d'autofinancement	Ī	
Résult	at net	(28 908)	453 113
+	Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation	110 837	62 248
-	Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation	0	0
+	Dotations aux provisions financières	0	0
-	Reprises sur provisions financières	0	0
+	Dotations aux amortissements et provisions exceptionnelles	0	0
-	Reprises sur amortissements et provisions exceptionnelles	0	0
-	Prix de cession des actifs immobilisés cédés	0	0
+	Valeur nette comptable des actifs immobilisés cédés	0	0
-	Quote part de subvention rapportée au compte de résultat	0	0
	cité d'autofinancement	81 929	515 361
Flux o	le trésorerie liés à des opérations d'investissemen	it	
-	Acquisitions d'immobilisations	(154 960)	(205 504)
+	Subventions reçues	0	

+	Prix de cession des actifs immobilisés cédés	0	
Flux	de trésorerie liés à des opérations de		
finan	cement		
-	Distributions de dividendes aux actionnaires	(430 000)	0
+	Augmentation de capital par apports externes	0	0
-	Diminution du capital avec distribution	0	0
+	Nouveaux emprunts contractés	0	97 886
-	Amortissements des emprunts	(47 443)	0
Varia	tion des Besoins en fonds de roulement		
	Stocks (VB)	0	0
	Avances et acomptes versés (VB)	0	
	Créances clients (VB)	(6 300)	(678 549)
	Autres créances (VB)	(100 198)	25 490
	Capital souscrit et appelé, non versé (VB)	0	
	Charges constatées d'avance (VB)	(2 940)	(4 611)
	Charges à répartir activées au titre de l'exercice	0	
	Prime de remboursement des obligations	0	
	Ecarts de conversion actif	0	
	Autres fonds propres	0	
	Autres dettes financières		
	Avances et acomptes reçus		
	Dettes fournisseurs	12 473	10 700
	Dettes fiscales et sociales	(180 464)	355 413
	Dettes sur immobilisations	0	(2)
	Autres dettes	815 725	(3 520)
	Produits constatés d'avance	0	
	Ecart de conversion passif	0	
Varia	tion nette de trésorerie	(12 179)	52 664
Posit	ion de trésorerie à l'ouverture		
	Disponibilités	17 835	
	VMP	29 994	
	Soldes créditeurs de banque	(1 733)	(6 568)
	Position nette de trésorerie à l'ouverture	46 096	(6 568)

Position de trésorerie à la clôture		
Disponibilités	5 140	17 835
VMP	29 994	29 994
Soldes créditeurs de banque	(1 217)	(1 733)
Position nette de trésorerie à la clôture	33 917	46 096
Variation nette de trésorerie	(12 179)	52 664

20.3.3 Comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2003

<u>Bilan</u>

Actif :

(en euros)		31-déc-03		31-déc-02
	Brut	Amort/Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche & développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels	14 465	8 347	6 118	
Fond commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions Installations techniques, matériel et outillage ind.				
Autres immobilisations corporelles	231 671	59 839	171 832	62 695
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Autres participations	100 000		100 000	100 000
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	29 500		29 500	
Total actif immobilisé	375 636	68 187	307 450	162 695
ACTIF CIRCULANT				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acpt. versés /commandes				
Clients et comptes rattachés	798 432		798 432	119 883
Autres créances	144 830		144 830	170 320
Capital souscrit appelé non versé				
Valeurs mobilières de placement	29 994		29 994	
Disponibilités	17 835		17 835	
Charges constatées d'avance	4 611		4 611	
Total actif circulant	995 703		995 703	290 203
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 371 339	68 187	1 303 153	452 898

Passif:

(on ourse)	21 dáo 02	21 460 02
(en euros)	31-déc-03	31-déc-02
CAPITAUX PROPRES		
		000 000
Capital social ou individuel dont versé	200 000	200 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport	50 000	50 000
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	(474)	
Report à nouveau	(474)	(47.4)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	453 113	(474)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		0.00
TOTALI	702 639	249 526
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL II		
IOTALII		
Provisions pour risques		
Provisions pour risques Provisions pour charges	1 500	
TOTAL III	1 500	
TOTAL	1 300	
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'étab. crédit	1 732	6 567
Emprunts et dettes financières divers	97 886	
Avances et acomptes reçus/commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 471	54 771
Dettes fiscales et sociales	404 091	48 678
Dettes sur immobilisations et cptes rattachés		
Autres dettes	29 834	29 836
Produits constatés d'avance		63 520
TOTAL IV	599 014	203 372
Ecart de conversion passif TOTAL V		
TOTAL GENERAL (I à V)	1 303 153	452 898
RENVOIS		
Ecart de réévaluation incorporé au capital		
dont réserve spéciale de réévaluation (1959)		
dont écart de réévaluation libre		
dont réserve de réévaluation (1976)		
Dont réserve réglementée des plus values à		
long terme		
Dettes et produits constatés d'avance à moins		
d'un an		
Dont concours bancaires courants et soldes		
créditeurs de banques et CCP		
5. 15000 00 00quoo 01 001	ı	

Compte de résultat

(en euros)		31/12/2003		31/12/2002
	France	Export	Total	
Vente de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue services	1 202 556		1 202 556	312 300
CHIFFRE D'AFFAIRES NETS	1 202 556		1 202 556	312 300
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises/provisions & transferts de charges				
Autres produits (1) (11)			19	(0)
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 202 575	312 300
Achat Marchandises				
Variation de stocks				
Achats de mat. 1ères et autres approvisionnemen	ts			
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes (a)			415 229	264 561
Impôts, taxes et versements assimilés			(7 242)	27 175
Salaires et traitements			6 457	545 037
Charges sociales (10)			7 002	677
Dotations d'exploitation				
* Sur immobilisations: dot. aux amortissements			60 748	7 438
* Sur immobilisations: dot. aux provisions				
* Sur actif circulant: dotations aux provisions				
* Pour risques et charges: dot. aux provisions			1 500	
Autres charges (12)			68	5
CHARGES D'EXPLOITATION			483 762	299 856
RESULTAT D'EXPLOITATION			718 812	12 443
Opérat. faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participations (5)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances	s de l'actif immob	lisé		
Autres intérêts et produits assimilés (5)				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières o	le placement			
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements et provi	sions			
Intérêts et charges assimilées (6)			12 687	12 917
Différences négatives de change	and and and			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	s de placement		45.005	
CHARGES FINANCIERES			12 687	12 917
			//	
RESULTAT FINANCIER			(12 687)	(12 917)
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT			706 126	(474)

	ı r	
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises. provisions et transfert de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	2 000	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et provisions	0.000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 000	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(2 000)	
	(= 555)	
Participation des salariés au résultat		
Impôts sur les bénéfices	251 013	
Total des produits	1 202 575	312 300
Total des charges	749 462	312 773
BENEFICE OU PERTE	453 113	(474)
		(/
RENVOIS		
RENVOIS (1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme		
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme		
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières		
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs, (3) Dont crédit bail mobilier		
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs,		
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs, (3) Dont crédit bail mobilier crédit bail immobilier (4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs, (3) Dont crédit bail mobilier crédit bail immobilier (4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (5) Dont produits concernant les entreprises liées		
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs, (3) Dont crédit bail mobilier crédit bail immobilier (4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (5) Dont produits concernant les entreprises liées (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général		
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs, (3) Dont crédit bail mobilier crédit bail immobilier (4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (5) Dont produits concernant les entreprises liées		
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs, (3) Dont crédit bail mobilier crédit bail immobilier (4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (5) Dont produits concernant les entreprises liées (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (9) Dont transfert de charges		
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs, (3) Dont crédit bail mobilier crédit bail immobilier (4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (5) Dont produits concernant les entreprises liées (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (9) Dont transfert de charges (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs, (3) Dont crédit bail mobilier crédit bail immobilier (4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (5) Dont produits concernant les entreprises liées (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (9) Dont transfert de charges (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (11) Dont produits redevances pour concessions de brevets, licences		
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs, (3) Dont crédit bail mobilier crédit bail immobilier (4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (5) Dont produits concernant les entreprises liées (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (9) Dont transfert de charges (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (11) Dont produits redevances pour concessions de brevets, licences (12) Dont charges redevances pour concessions de brevets, licence	Exel	rcice N
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières	Exer Charges exc.	rcice N Prod. Except.
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs, (3) Dont crédit bail mobilier crédit bail immobilier (4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (5) Dont produits concernant les entreprises liées (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (9) Dont transfert de charges (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (11) Dont produits redevances pour concessions de brevets, licences (12) Dont charges redevances pour concessions de brevets, licence (13) Dont primes et coti : facultative (A6) obligatoires (A9)		Prod. Except.
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières Produits d'exploitations afférents à des exercices antérieurs, (3) Dont crédit bail mobilier crédit bail immobilier (4) dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (5) Dont produits concernant les entreprises liées (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (9) Dont transfert de charges (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (11) Dont produits redevances pour concessions de brevets, licences (12) Dont charges redevances pour concessions de brevets, licence (13) Dont primes et coti : facultative (A6) obligatoires (A9) (7) Détail des produits et charges exceptionnels (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)	Charges exc.	Prod. Except.
(1) dont produits nets partiels sur opérations à long terme (2) dont produits de locations immobilières	Charges exc.	Prod. Except.

Tableaux des flux de trésorerie

		31/12/2003 (en euros)	31/12/2003 (en euros)
Déteri	mination de la capacité d'autofinancement		
Résult	at net	453 113	(474)
+	Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation	62 248	7 438
-	Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation	0	0
+	Dotations aux provisions financières	0	0
-	Reprises sur provisions financières	0	0

			1
+	Dotations aux amortissements et provisions exceptionnelles	0	0
-	Reprises sur amortissements et provisions exceptionnelles	0	0
-	Prix de cession des actifs immobilisés cédés	0	0
+	Valeur nette comptable des actifs immobilisés	0	0
	cédés		
-	Quote part de subvention rapportée au compte de résultat	0	0
Capac	cité d'autofinancement	515 361	6 965
Flux c	le trésorerie liés à des opérations d'investissemen	t	
-	Acquisitions d'immobilisations	(205 503)	(170 133)
+	Subventions reçues	0	
+	Prix de cession des actifs immobilisés cédés	0	
Flux c	le trésorerie liés à des opérations de		
financ	ement		
-	Distributions de dividendes aux actionnaires	0	0
+	Augmentation de capital par apports externes	0	250 000
-	Diminution du capital avec distribution	0	0
+	Nouveaux emprunts contractés	97 886	0
-	Amortissements des emprunts	0	0
Variat	ion des Besoins en fonds de roulement		
	Stocks (VB)	0	0
	Avances et acomptes versés (VB)	0	
	Créances clients (VB)	(678 549)	(119 882)
	Autres créances (VB)	25 490	(170 320)
	Capital souscrit et appelé, non versé (VB)	0	
	Charges constatées d'avance (VB)	(4 611)	
	Charges à répartir activées au titre de l'exercice	0	
	Prime de remboursement des obligations	0	
	Ecarts de conversion actif	0	
	Autres fonds propres	0	
	Autres dettes financières	0	
	Avances et acomptes reçus	0	
	Dettes fournisseurs	10 700	54 771
	Dettes fiscales et sociales	355 413	48 678
	Dettes sur immobilisations	0	
	Autres dettes	(2)	29 834
	Produits constatés d'avance	(63 520)	63 520
	Ecart de conversion passif	0	
Variat	ion nette de trésorerie	52 664	(6 567)
Positi	on de trésorerie à l'ouverture		
	Disponibilités	0	
	VMP	0	
	Soldes créditeurs de banque	(6 567)	
	Position nette de trésorerie à l'ouverture	(6 567)	0
Positi	on de trésorerie à la clôture	(0.001)	
. 5510	Disponibilités	17 835	0
	VMP	29 994	0
	Soldes créditeurs de banque	(1 732)	(6 567)
	Position nette de trésorerie à la clôture	46 097	(6 567)
	ion nette de trésorerie	52 664	(6 567)

Annexe aux comptes sociaux

PRINCIPES, REGLES ET METHODES

REGLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels ont été établis en application des règles générales comptables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Participations et autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre. (cf : tableau d'immobilisation).

Les amortissements ont été calculés sur la durée normale d'utilisation, sur le mode linéaire.

Les durées et méthodes d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

- Installations générales, agencements, aménagements	9 ans L
- Matériel de transport	5 ans L
- Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans L
- Mobilier	5 ans L

Provisions

Les provisions pour risques et charges et les provisions pour dépréciation ont été déterminés selon les modalités de constitution et d'évaluation prescrites par la réglementation comptable.

Stocks et encours

Néant

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur normale.

Les créances ont, le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Valeur mobilière de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les valeurs mobilières ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- pour les titres côtés du cours moyen du dernier mois de l'exercice,
- pour les titres non côtés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leurs montants.

<u>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES DE L'ANNEXE</u>

Faits caractéristiques de l'exercice

Néant

Circonstances empêchant la comparaison

Néant

Dérogations aux prescriptions comptables

Néant

Modifications sur les méthodes

Néant

Evènements survenus après la clôture

Néant

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute	Augme	entations
Cadre A Immobilisations Tableau 2054	des immobilisatio ns au début de l'exercice (en euros)	Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence	Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste (en euros)
Immobilisations incorporelles Frais d'établissement, recherche et dvlpt Total I			
Autres immobilisations incorporelles Total			14 465
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions			
sur sol propre			
sur sol d'autrui			
installations générales, agencements Installations techniques, matériel et outillage ind.			
Autres immobilisations corporelles			
installations générales, agencements			8 800
matériel de transport			142 510
matériel de bureau	70 133		16 035
emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Total	70 133		167 345
Immobilisations financières Participations évaluées par mise en équivalence	70 133		101 343
Autres participations	100 000		100 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			29 500
Total IV	100 000		129 500
Total général (I+II+III+IV)	170 133		311 310

Cadre B Immobilisations	Par virements	Diminutions (en euros)	valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice (en euros)	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence Valeur d'origine des
	de poste à poste	ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence		immobilisations en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, recherche et dvlpt Total I				
Autres immobilisations incorporelles Total II			14 465	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel et outillage ind.				
Autres immobilisations corporelles				
installations générales, agencements			8 800	
matériel de transport			142 510	
matériel de bureau		5 807	80 361	
emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total III		5 807	231 671	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence		100 000	100.000	
Autres participations		100 000	100 000	
Autres titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières			00.500	
Total IV		100.000	29 500	
		100 000	129 500	
Total général (I+II+III+IV)	5 807	100 000	375 636	

AMORTISSEMENTS

CADRE A Tableau 2055	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice (en euros)	Diminutions: amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice (en euros)
Immobilisations amortissables				
Frais d'établissement, recherche et dvlpt Total I				
Autres immobilisations incorporelles Total II		8 347		8 347
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				

installations générales, agencements			
Installations techniques, matériel et outillage ind.			
Autres immobilisations corporelles			
installations générales, agencements		1 056	1 056
matériel de transport		28 502	28 502
matériel de bureau	7 438	22 843	30 281
emballages récupérables et divers			
Total III	7 438	52 401	59 839
Total général (I+II+III)	7 438	60 748	68 187

CADRE B		Ventilations des dotations aux amortissements de l'exercice (en euros)			affec provisi amortis	ements tant la on pour sements atoires
Immobilisations amortissables	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Dotati	ions	Reprises
Frais d'établissement, recherche et dvlpt Total I						
Autres immobilisations incorporelles Total II	8 347					
Terrains						
Constructions						
sur sol propre						
sur sol d'autrui						
installations générales, agencements						
Installations techniques, matériel et outillage ind.						
Autres immobilisations corporelles						
installations générales, agencements	1 056					
matériel de transport	28 502					
matériel de bureau	22 843					
emballages récupérables et divers						
Total III	52 401					
Total général (I+II+III)	60 748					

CADRE D				
Mouvement de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN (en euros) Tableau 2056

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions: reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements (1)				
Provisions pour hausse des prix (2)				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				

Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 01/01/1992				
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 01/01/1992				
Provisions prêts installation				
Autres provisions réglementées (3)				
TOTAL I				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts (3)				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer		1 500		1 500
Autres provisions pour risques et charges (3)				
TOTAL II		1 500		1 500
Provisions pour dépréciation				
sur immobilisations]			
-incorporelles				
-corporelles				
-titres mis en équivalence				
-titres de participations				
-autres immobilisations financières				
sur stocks en cours				
sur comptes clients				
autres provisions pour dépréciation (3)				
TOTAL III				
Total général (I+II+III)		1 500		1 500
Dont dotations et reprises	d'exploitation financières	1 500		
	exceptionnelles	1	<u> </u>	

- (1) provisions réservées aux entreprises faisant participer leurs salariés aux résultats de l'entreprise
- (2) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision
- (3) à détailler sur feuillet séparé selon l'objet des provisions

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE (en euros)

Tableau 2057

CADRE A Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus de 1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	29 500	29 500	
De l'actif circulant			
clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	798 432	798 432	

orágneo reprácentativo dos titros prâtás			l I
créance représentative des titres prêtés			
Provisions pour dépréciation antérieurement constituée			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques			
impôts sur les bénéfices			
taxe sur la valeur ajoutée	7 889	7 889	
autres impôts, taxes et versements assimilés			
divers			
Groupe et associés	60 000	60 000	
Débiteurs divers	76 941	76 941	
Charges constatées d'avance	4 611	4 611	
Totaux	977 374	977 374	
Renvois			
	des prêts		
	accordés en		
	cours d'exercice		
(1) Montant	des		
	remboursements		
	obtenus en cours d'exercice		
(2) Drâte et avenese consentie aux conseiés	cours a exercice		
(2) Prêts et avances consentis aux associés			

				A plus de 5
CADRE B Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus de 1 an	ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
-à 1 an max à l'origine	1 732	1 732		
-à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	97 886	53 277	44 609	
Fournisseurs et comptes rattachés	65 471	65 471		
Personnel et comptes rattachés	8 284	8 284		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	4 129	4 129		
Etat et autres collectivités publiques				
impôts sur les bénéfices	251 013	251 013		
taxe sur la valeur ajoutée	139 445	139 445		
autres impôts, taxes et versements assimilés	1 220	1 220		
dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	29 834	29 834		
Dettes représentatives des titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Totaux	599 014	554 405	44 609	
Renvois				
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	97 866			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (en euros)

Répartition par marché géographique	France	UE	Export	
Vente des marchandises				

ı	TOTAL	1 202 556		
	Prestation de services	1 202 556		
	Production vendue			

Répartition par activité	Montant
Conseil	1 011 520
Refacturation loyers et coûts	191 036
TOTAL	1 202 556

COMPTES DE REGULARISATION (en euros)

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements	
de crédit	1 732
Avoirs à établir	27 866
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 667
Dettes fiscales et sociales	2 010
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	357
TOTAL	47 633

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachés à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	4 762
Autres créances	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	4 762

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL	0

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	4 611
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL	4 611

20.4 RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE POUR L'EXERCICE 2005

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires pour vous rendre compte de l'activité THE CRM COMPANY et de ses filiales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2005 et soumettre à votre approbation les comptes sociaux et consolidés de THE CRM COMPANY dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports du commissaire aux comptes.

Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et en observant les principes de prudence et de sincérité.

Nous vous précisons que, pour la première fois cette année, il vous sera présenté des comptes consolidés.

I - ACTIVITE DE LA SOCIETE - DES FILIALES ET SOCIETES CONTROLEES

Nous analysons ci-après l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe.

1.1. Activité et résultats de la Société

• Situation de la Société et du Groupe et de leur activité au cours de l'exercice écoulé

L'année 2005 voit les efforts entrepris se concrétiser tant sur le plan commercial que du point de vue de l'organisation. The CRM Company est aujourd'hui clairement identifiée sur le marché comme le spécialiste du multi-canal et comme un intervenant crédible sur les gros appels d'offres, en témoigne le gain des 2 budgets majeurs que sont La Banque Postale et TOTAL.

D'autre part, nous constatons une montée en puissance du marketing on-line dans nos plans d'actions, ce qui se traduit par une baisse du C.A et un taux de marge brute en forte hausse. Nous pensons que cette tendance va aller en se renforçant , c'est pourquoi nous inscrivons le développement de notre savoir –faire sur le marketing on-line comme une priorité.

Enfin, portés par nos contrats annuels, la part des honoraires conseil continue de progresser, renforçant encore le taux de marge brute.

D'un point de vue organisation , nous avons finalisé la prise en main du logiciel WINJOB, permettant une meilleure fluidité dans la gestion des dossiers et une fiabilité totale des chiffres. La rentabilité de l'agence s'en trouve grandement améliorée.

• Résultats de l'activité

Les comptes sociaux de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2005 font apparaître un bénéfice de 329 466 euros pour un produit d'exploitation de 1 261 931 euros, dont un chiffre d'affaires de 1 245 217 euros.

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2005, font apparaître un bénéfice de 399 844 euros pour un chiffre d'affaires consolidé de 4 588 258 euros réparti comme suit :

	2004 % du CA total	2005 % du CA total
CA sur supports On Line	15 %	28 %
CA sur supports Off Line	65 %	40 %
Honoraires	20 %	32 %
T0TAL	100 %	100 %

• Progrès réalisés et difficultés rencontrées

Deux principales sources de progrès sont à noter :

- une efficacité commerciale grandissante, avec un taux de succès commercial sur appels d'offres en hausse ;
- la mise en place des *process* internes et de l'outil de gestion permettant un reporting rigoureux.

La difficulté majeure réside dans l'optimisation du phasing de recrutement sur les consultations de taille importante pour ne pas reproduire les erreurs de 2004.

• Activités en matière de recherche et développement

L'équipe technique a réalisé un important travail de veille en vue du développement de la prochaine plateforme technique multi-canal.

Évolution prévisible et perspectives d'avenir

Compte tenu de l'évolution extrêmement rapide de notre marché et d'une tendance à la consolidation du secteur, nous pensons qu'il est nécessaire d'accélérer le plan de marche sur l'atteinte de la taille critique, en renforçant notamment nos compétences sur le marketing on-line.

Dans cette perspective, nous nous interrogeons sur les opportunités de financement de la croissance.

1.2 Activité et résultats des filiales en 2005

• THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES

Le chiffre d'affaires de THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES, filiale spécialisée dans le conseil en marketing, la communication, la publicité et la gestion de la relation client, s'est élevé à 4 588 256,99 euros au titre de l'exercice 2005 soit en légère baisse par rapport au chiffre d'affaires 2004 dont le montant s'élevait à 4 837 985,01 euros.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 4 606 647,30 euros. Après déduction des charges d'exploitation qui se sont élevées à 4 466 374,18 euros, le résultat d'exploitation ressort à 140 273,12 euros à comparer à un montant de 72 284,94 euros en 2004, soit une progression de plus de 90 %.

Le résultat financier est une perte de (34 829,62)euros.

Le résultat net de THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES pour l'exercice 2005 s'élève à 71 802,82 euros, en progression de 63 % par rapport au résultat 2004.

• THE CRM COMPANY TECHNOLOGIES SERVICES

Nous vous rappelons que THE CRM COMPANY TECHNOLOGIES SERVICES, filiale de THE CRM COMPANY SA a été mise en sommeil depuis 2003.

Elle n'a donc eu aucune activité au cours de l'exercice écoulé.

Après déduction des charges d'exploitation, d'un montant de 1 425 euros, le résultat d'exploitation s'élève à (1 425) euros.

Le résultat net de THE CRM COMPANY TECHNOLOGIES SERVICES pour l'exercice écoulé s'élève donc à (1 425) euros à comparer à (3 772) euros en 2004.

1.3 Situation financière de la Société et du Groupe

Au 31 décembre 2005, le montant des capitaux propres de la Société s'élevait à 573 197 euros pour un capital social de 200 000 euros.

Le montant de la dette financière de THE CRM COMPANY s'élevait à 255 euros au 31 décembre 2005, uniquement constitué d'emprunts et dettes auprès des établissements de crédit.

Au 31 décembre 2005, le montant des capitaux propres consolidés du Groupe s'élevait à un montant de 643 646 €

Le montant de la dette financière consolidée du Groupe s'élevait à 115 546 € au 31 décembre 2005, essentiellement constituée de :

Concours bancaires courants	113 822 euros
Intérêts courus	1 724 euros

1.4 <u>Description des principaux risques</u>

1.4.1. Cyclicité de l'activité

L'activité de THE CRM COMPANY est directement liée à l'activité traditionnellement cyclique du secteur de la publicité.

Positionnée sur le marketing de la performance et s'engageant sur le résultat de ses campagnes, THE CRM COMPANY voit sa position renforcée dans des périodes de baisse des investissements publicitaires. En outre, le mode de rémunération contractuelle annuelle assure un niveau de revenus garantis pendant les cycles bas.

1.4.2. Risques liés aux clients de la Société

THE CRM COMPANY travaille principalement avec des grands comptes. La diversité et la qualité de ses clients ainsi que la récurrence des contrats signés avec eux, réduisent le risque de crise en cas de perte d'un client important.

1.4.3. Risques liés aux évolutions technologiques

THE CRM COMPANY a développé un « pôle technique » qui met en place les infrastructures et gère l'exploitation des données : datamining, planning données, gestion de BDD, développement Web, géomarketing. Il permet de piloter en temps réel les campagnes de communication. Les équipes de THE CRM COMPANY peuvent mesurer l'efficacité de la campagne en fonction des supports et ainsi modifier de façon quasi instantanée les affectations budgétaires en fonction du ROI. Les équipes de THE CRM COMPANY peuvent donc dans une campagne de communication globale modifier le choix des supports et offrir aux annonceurs la meilleure performance possible.

1.4.4. Risques liés aux évolutions sectorielles

le marketing multi-canal intègre notamment le marketing on-line or, le marché de la publicité sur Internet est récent et il est encore difficile de savoir si l'efficacité constatée actuellement restera pérenne par rapport aux médias traditionnels. THE CRM COMPANY adresse l'ensemble des médias, ce qui diminue le risque associé au développement des activités marketing purement Internet.

1.5 <u>Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice 2005</u>

a) Projet d'acquisition de la société COCCINELLES

Aux termes d'une lettre d'intention en date du 24 mars 2006, la Société a manifesté son intention d'acquérir la totalité des titres composant le capital social de la société COCCINELLES, société à responsabilité limitée au capital de 7 623 euros, dont le siège est situé au 20, rue Billancourt – 92100 BOULOGNE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 400 194 189.

Sous réserve des résultats de l'audit, notamment juridique et fiscal, de la situation de la société COCCINELLES, la transaction envisagée pourrait être finalisée, et le transfert de propriété des titres composant le capital social de la cible, au plus tard le 31 mai 2006.

Le transfert serait réalisé moyennant le versement par la Société :

- d'un prix égal au montant de la situation nette de la cible au 31 mars 2006 (droits aux dividendes de l'exercice clos le 31 mars 2006 attachés) augmentée d'un *good-will* de 500 000 euros, payable en 3 annuités d'égal montant;
- sous certaines conditions, un complément de prix d'un montant correspondant, dans la limite d'un plafond de 1 200 000 euros, à 35 % de la marge brute de la cible à la clôture de l'exercice 2008.
- b) Acquisition des marques françaises « THE CRM COMPANY » et « GENVALUE »
- La Société a acquis auprès de Monsieur Bertrand FREY la marque française « THE CRM COMPANY » qu'il a déposée à l'INPI sous le n°013128646, le 30 octobre 2001, en classes 9, 16, 35, 38 et 41 avant la constitution de la Société.

Cette acquisition permet à la Société d'être pleinement propriétaire de tous les droits portant sur les signes distinctifs qui constituent actuellement sa dénomination sociale.

- La Société a acquis auprès de Messieurs Bertrand FREY et Pascal JOSSELIN la marque française « *GENVALUE* » qu'ils ont déposée à l'INPI sous le n°043303361, le 15 juillet 2004, en classes 9, 16, 35, 36 38, 41 et 42.

II-PRESENTATION DES COMPTES ET AFFECTATION DU RESULTAT

2.1. Comptes sociaux

Les produits d'exploitation de THE CRM COMPANY s'élèvent à 1 261 931 euros.

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos le 31 décembre 2005 s'est ainsi élevé à 1 245 216 euros à comparer à 605 000 euros en 2004, soit une progression de plus de 100 %.

Après déduction des charges d'exploitation qui se sont élevées à 747 626 euros, le résultat d'exploitation 2005 s'élève à 514 305 euros à comparer à un résultat déficitaire (15 025) euros en 2004.

Le résultat financier est un déficit de (2 910) euros.

Le résultat exceptionnel est un déficit de (131) euros.

Un produit exceptionnel sur des opérations de gestion a été constaté pour un montant total de 24 000 euros correspondant au produit de cession de la participation de la Société dans le capital de GENVALUE SAS.

Les charges exceptionnelles, d'un montant de 24 131 euros correspondent essentiellement au coût d'acquisition de la participation dans le capital de GENVALUE SAS.

Le résultat net de l'exercice s'élève à 329 466 euros contre (28 908) euros en 2004.

2.2. Comptes consolidés

Les sociétés THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES et THE CRM COMPANY TECHNOLOGIES SERVICES sont consolidées pour la première fois au 31 décembre 2005, selon la méthode de l'intégration globale.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005, le montant consolidé des produits d'exploitation s'élève à 4 623 364 euros.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe THE CRM COMPANY au cours dudit exercice s'élève à 4 588 258 euros, et les autres produits d'exploitation ressortent à 3 551 euros.

Le résultat d'exploitation consolidé se traduit par un bénéfice de 653 153 euros.

Les charges d'exploitation, qui s'élèvent à 3 970 211 euros, se ventilent de la manière suivante :

Autres achats et charges externes	2 079 801 €
Charges de personnel:	1 209 076 €
Autres charges d'exploitation :	14 178€
Impôts et taxes :	39 017 €
Amortissement et dotations nettes de reprises de provisions :	88 054 €

Le résultat financier est une perte de (37 740) euros.

Le résultat net consolidé du Groupe THE CRM COMPANY s'établit à 399 844 euros et la marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées s'élève à 480 343 €.

La trésorerie nette du Groupe s'élevait à 268 492 euros au 31 décembre 2005.

Les capitaux propres consolidés (part du Groupe) s'élevaient à la clôture de l'exercice à 643 646 euros.

2.3. Résultat social de l'exercice et proposition d'affectation

Au cours de l'exercice écoulé, THE CRM COMPANY a réalisé un bénéfice de 329 466 euros que nous vous proposons d'affecter comme suit :

Report à nouveau débiteur 31 décembre 2005 : $(26\ 269)$ € Résultat 2005 : $329\ 466$ € Report à nouveau après affectation du résultat 2005 : $303\ 197$ €

2.4. Montant des dividendes distribués au cours des trois derniers exercices

Conformément à la loi, l'assemblée générale prend acte que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercice	Dividende distribué	Avoir fiscal	Revenu réel
2002	Néant	Néant	Néant
2003	430 000	215 000	635 000
2004	Néant	Néant	Néant

2.5. <u>Tableau des résultats des cinq derniers exercices</u>

Conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, le tableau faisant apparaître les résultats de THE CRM COMPANY au cours des cinq derniers exercices est annexé au présent rapport (Annexe n°1).

III- FILIALES ET PARTICIPATIONS

En vous rendant compte de l'activité de la Société, nous vous avons exposé l'activité de ses filiales et des sociétés qu'elle contrôle.

Le tableau des filiales et participations est annexé au bilan.

Conformément à l'article L.233-6 du nouveau Code de Commerce, nous vous précisons que la Société n'a réalisé aucune prise de participation dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République Française au cours de l'exercice écoulé.

IV- <u>INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL</u>

4.1. Actionnaires détenant plus de 5%

En application des dispositions de l'article L.233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations communiquées à la Société, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires détenant plus de 5% du capital au 31 décembre 2005 :

Liste des actionnaires	Nombre d'actions	% de détention	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
Bertrand FREY	4 999 998	24.99	9 999 996	24.99
Pascal JOSSELIN	4 999 997	24.99	9 999 994	24.99
INTERNATIONAL MARKETING INV GROUP SA	6 666 667	33.33	13 333 334	33.33
FUTURA INV SA	3 333 333	16.66	6 666 666	16.66

À la connaissance de la Société, aucun autre actionnaire que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient plus de 5% du capital ou des droits de vote de la Société.

4.2 Options de souscription ou d'achat d'actions

Conformément aux dispositions légales, les informations sur les options de souscription ou d'achat d'actions figurent dans le rapport spécial du Directoire établi en application des dispositions de l'article L.225-184 du Code de commerce.

V- RESSOURCES HUMAINES ET ACTIONNARIAT SALARIE

5.1. Ressources humaines

L'effectif moyen du Groupe s'élève à 22 salariés au 31 décembre 2005 contre 26 au 31 décembre 2004, tous employés en France.

L'ensemble des salariés de THE CRM COMPANY est concentré sur le site du 29 Cité d'Antin à Paris (75009).

5.2. Actionnariat salarié

Au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a procédé à aucune acquisition d'action destinée aux salariés.

Au 31 décembre 2005, la Société n'avait mis en place aucun plan d'épargne entreprise permettant aux salariés d'acquérir directement ou indirectement des actions de THE CRM COMPANY ou des sociétés qui lui sont liées.

Enfin, les salariés ne détiennent directement ou indirectement aucune action de la Société qui serait soumise à une clause d'incessibilité prévue par la réglementation en vigueur.

VI - MANDATAIRES SOCIAUX

6.1. Mandats et fonctions exercées

Nom du mandataire social	Mandat exercé dans la société	Mandats ou fonctions exercés hors de la Société
Pascal JOSSELIN	Président du Directoire	 Directeur général de The CRM Company Marketing Services Président Directeur général de The CRM Company Technologie Services Président directeur général de Yoono

Bertrand FREY	Membre du Directoire	 - Président directeur général de The CRM Company Marketing Services - Directeur général de The CRM Company Technologie Services - Administrateur de Come & Stay - Gérant de Art Valley - Directeur général de Genvalue - Membre du Conseil de Surveillance de ACCESS2NET
Eric NOBLET	Président du Conseil de Surveillance	- Gérant de la SARL E.M.N & PARTNERS - Directeur général de Les Echos
Hugues ROBERT	Vice-Président du Conseil de Surveillance	 - Directeur Général de LEGRIS INDUSTRIE, - Représentant permanent de Savoye Logistics, administrateur de Prodex NSA - Membre du conseil de surveillance de Cabasse
Maria JOSSELIN	Membre du Conseil de Surveillance	AUCUN

VII-AUTRES INFORMATIONS

7.1. <u>Charges somptuaires (art. 223 quater et 39-4 du CGI)</u>

Au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a engagé aucune dépense au titre des charges somptuaires au sens des articles 223 quater et 39-4 du Code Général des Impôts.

7.2. Frais généraux excessifs ou ne figurant pas sur le relevé spécial (art. 223 quinquies et 39-5 du CGI)

Au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pas engagé de frais généraux excessifs ou ne figurant pas sur le relevé spécial au sens des articles 223 quinquies et 39-5 du Code Général des Impôts.

VIII- TABLEAU DES DELEGATIONS

En application des dispositions de l'article L.225-100 alinéa 4 du Code de Commerce, nous vous indiquons qu'à la date du présent rapport il n'existe aucune délégation en cours de validité accordée par l'assemblée générale des actionnaires au Directoire pour procéder à des augmentations de capital.

Les renseignements que nous venons de vous donner et ceux qui figurent dans les rapports du Commissaire aux Comptes vous permettront, pensons-nous, de prendre des décisions qui nous paraissent conformes à vos intérêts.

Nous vous demandons en conséquence de bien vouloir voter les résolutions qui vous sont présentées.

Le Directoire

ANNEXE AU RAPPORT DE GESTION

Tableau des résultats des quatre derniers exercices

Date d'arrêté	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2002
Durée de l'exercice (mois)				
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE				
Capital social	200 000	200 000	200 000	200 000
Nombre d'actions	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
Nombre maximum à créer	0	0	0	0
OPERATIONS ET RESULTATS				
Chiffre d'affaires hors taxes	1 245 217	605 000	1 202 556	312 300
Résultat avant impôt, participation, dot.	599 317	81 929	766 374	6 965
amortissements et provisions				
Impôts sur les bénéfices	181 797	-	251 013	-
Dot. amortissements et provisions	88 054	110 837	62 248	7 438
Résultat net	329 466	(28 908)	453 113	(474)
RESULTAT PAR ACTION				
Résultat avant impôt, participation	0,03	0,004	0,0383	NS
Résultat après impôt, participation	0,0165	0,001	0,0227	NS
respectively.		.,	.,	
PERSONNEL				
Effectif moyen des salariés	2	2	2	2
Masse salariale	0	107 450	6 457	0
Sommes versées en avantages sociaux	0	49 123	7 002	677
(sécurité sociale, œuvres sociales)				

20.5 RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

20.5.1 Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés 2005

«Mesdames, Messieurs,

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de commissaire aux comptes de la société THE CRM COMPANY SA, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société THE CRM COMPANY SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport :

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINIONS SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des

comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard, des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

Les annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2005 sont exceptionnellement présentées dans la partie Notes , avec un comparatif chiffrée pour les exercices comptables 2004 et 2003, ceci afin de fournir, dans le cadre de la première consolidation des comptes de la Société, une information comparative plus complète sur 3 exercices.

Nous vous précisons que Votre Société n'étant pas tenue précédemment de faire certifier ses comptes consolidés, les comptes consolidés des exercices précédents n'ont pas fait l'objet d'un audit.

2. VERIFICATION SPECIFIQUE

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations, données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 12 avril 2006 Le commissaires aux comptes Mathieu Bidegaray Navarron

20.5.2 Rapports du commissaire aux comptes sur les comptes sociaux (2005, 2004 et 2003)

20.5.2.1 Rapport général du Commissaire aux Comptes de l'exercice clos le 31/12/05

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2005, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société THE CRM COMPANY SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les

éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Nous avons vérifié que les nouvelles dispositions relatives aux actifs, amortissements et dépréciations issues du CRC 2002-10 et du CRC 2004-06 ont été prises en compte par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 12 avril 2006 Le commissaires aux comptes Mathieu BIDEGARAY NAVARRON

20.5.2.2 Rapport général du Commissaire aux Comptes de l'exercice clos le 31/12/04

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice *de 12 mois* clos le 31 décembre 2004, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société The Crm Company sa, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 225-235, du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la Loi de sécurité financière du 1er août 2003 et applicables pour la première fois à cet exercice, les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

III – VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 14 juin 2005 Le commissaire aux comptes Mathieu BIDEGARAY NAVARRON

20.5.2.3 Rapport général du Commissaire aux Comptes de l'exercice clos le 31/12/03

Mesdames, Messieurs les Actionnaires.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société The Crm Company sa , tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 11 juin 2004 Le commissaire aux comptes Mathieu BIDEGARAY NAVARRON

20.5.3 Rapport d'audit particulier du commissaire aux comptes sur les tableaux de flux de trésorerie sociaux 2003 et 2004

Mesdames, Messieurs,

A la suite de la demande qui nous a été faite, et en notre qualité de commissaire aux comptes de la Société Anonyme THE CRM COMPANY SA, nous avons effectué un audit des tableaux de flux de trésorerie établis à partir des comptes sociaux pour les exercices clos les 31 décembre 2003 et 2004.

Ces tableaux ont été réalisés expressément par la Société pour les besoins du document de base présenté à l'occasion de son projet d'introduction sur ALTERNEXT. Ils ont été établis sous la responsabilité de la Direction de la société. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur l'exactitude de ces tableaux.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les tableaux de flux de trésorerie, réalisés à partir des comptes sociaux de la société pour les exercices clos les 31 décembre 2002, 2003 et 2004 certifiés sans réserve ni observation, selon le modèle prescrit par le règlement CRC N° 99-02 ne comporte pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les montants et les informations données dans ces tableaux. Il consiste également à apprécier les principes suivis pour effectuer les calculs ayant permis d'établir ces tableaux. Nous estimons que notre audit fournit une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-dessous.

A notre avis, ces tableaux présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, les flux de trésorerie générés par l'activité de la société au titre des exercices clos les 31 décembre 2003 et 2004.

Fait à Paris, le 12 avril 2006 Le commissaire aux comptes Mathieu BIDEGARAY NAVARRON

20.5.4 Rapports spéciaux du commissaire aux comptes (2005, 2004 et 2003)

20.5.4.1 Rapport spécial du Commissaire aux Comptes de l'exercice clos le 31/12/05

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société,nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nousont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectués nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nousont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

I- CONVENTIONS CONCLUES DANS L'EXERCICE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L 225-86 du Code de commerce .

<u>II - CONVENTIONS APPROUVÉES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE.</u>

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Avec la société The Crm Marketing Services Sa

- 1 . La société THE CRM COMPANY SA a facturé des honoraires au titre des prestations de conseil en management général, commercial et financier à la société THE CRM COMPANY Marketing Services pour un montant de 1 005 515 euros hors taxes.
- 2 . La société THE CRM COMPANY SA a facturé des honoraires au titre de coûts de fonctionnement à la société THE CRM COMPANY Marketing Services pour un montant de 239 701 euros hors taxes.

Actionnaires concernés : Messieurs Pascal Josselin et Bertrand Frey

Fait à Paris, le 12 avril 2006 Le commissaire aux comptes Mathieu Bidegaray Navarron

20.5.4.2 Rapport spécial du Commissaire aux Comptes de l'exercice clos le 31/12/04

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société,nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui actionnairesont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé.

Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui actionnairesont été données avec les documents de base dont elles sont issues

I- CONVENTIONS CONCLUES DANS L'EXERCICE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L 225-86 du Code de commerce .

<u>II - CONVENTIONS APPROUVÉES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE.</u>

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

Avec la société The Crm Marketing Services Sa

- 1. La société The Crm Company SA a facturé des honoraires au titre des prestations de conseil en management général, commercial et financier à la société The Crm Company Marketing Services pour un montant forfaitaire de 605 000 euros hors taxes.
- 2 . Les coûts de fonctionnement imputables à la société The Crm Company Marketing Services , ont fait l'objet d'une facturation et d'un avoir d'égal montant de 211 794 euros hors taxes.

Actionnaires concernés : Messieurs Pascal Josselin et Bertrand Frey

Fait à Paris, le 14 juin 2005 Le commissaire aux comptes Mathieu Bidegaray Navarron

20.5.4.3 Rapport spécial du Commissaire aux Comptes de l'exercice clos le 31/12/03

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

I- CONVENTIONS CONCLUES DANS L'EXERCICE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L 225-86 du Code de commerce .

<u>II - CONVENTIONS APPROUVÉES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE.</u>

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

1 AVEC LA SOCIETE THE CRM MARKETING SERVICES SA

- 1. La société The Crm Company SA a facturé des honoraires au titre des prestations de conseil en management général, commercial et financier à la société The Crm Company Marketing Services pour un montant de 995 240 euros hors taxes.
- 2 . La société The Crm Company SA a facturé des honoraires au titre de coûts de fonctionnement à la société The Crm Company Marketing Services pour un montant de 178 280 euros hors taxes.

Actionnaires concernés : Messieurs Pascal Josselin et Bertrand Frey

Fait à Paris, le 11 juin 2004 Le commissaire aux comptes Mathieu Bidegaray Navarron

20.6 POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

<u>L'article 24</u> des statuts de la Société intitulé « <u>Mise en paiement des dividendes »</u> prévoit que :

« 24.1 Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par elle ou, à défaut, par le Directoire. Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

24.2 L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en titres de capital.

La demande de paiement du dividende en titres de capital doit intervenir dans un délai fixé par l'assemblée générale, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la date de celle-ci. Ce délai peut être suspendu, pour une durée ne pouvant excéder trois mois, par décision du Directoire, en cas d'augmentation de capital.

Lors de sa première réunion suivant l'expiration du délai fixé par l'assemblée générale en application du premier alinéa du présent article, le directoire constate le nombre des actions émises en application du présent article et apporte les modifications nécessaires aux statuts relatives. »

Au titre des trois derniers exercices, la Société a procédé aux distributions de dividendes suivantes :

Exercice	Dividende distribué	Avoir fiscal	Revenu réel
2002	Néant	Néant	Néant
2003	430 000	215 000	635 000
2004	Néant	Néant	Néant

20.7 PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

La Société peut être impliquée, dans le cadre normal de ses activités, dans des procédures judiciaires, d'arbitrage, gouvernementales ou administratives. Toutefois, à la connaissance de la Société, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société ou des sociétés du groupe.

Il est néanmoins précisé que la société THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES, filiale de la Scoiété, a fait l'objet d'un contrôle URSSAF au titre des années 2003, 2004 et 2005 qui s'est terminé fin avril 2006 et qui n'a pas encore fait l'objet d'une notification définitive à la date du présent document de base.

La Société estime que ce contrôle ne devrait pas avoir d'effet significatif sur la situation financière ou la rentabilité de THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES, de la Société ou des sociétés du groupe.

20.8 CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE DU GROUPE

Néant.

21 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

21.1 CAPITAL SOCIAL

21.1.1 Montant du Capital social

Au 30 avril 2006, le capital social de CRM COMPANY GROUP s'élève à 240 000 euros divisé en 2 000 000 actions de 0,12 euros de valeur nominale, entièrement libérées, toute de même catégorie.

21.1.2 Capital autorisé non émis

Le tableau ci-après présente les différentes délégations financières qui ont été consenties au Directoire par l'assemblée générale mixte des actionnaires de CRM COMPANY GROUP en date du 28 avril 2006 :

EMISSIONS AVEC DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION				
Titres concernés	Source (N° de résolution)	Durée de l'autorisation et expiration	Montant nominal maximum d'augmentation de capital en euros	
Augmentation de capital (actions ordinaires et valeurs mobilière donnant accès au capital)	12 ^{ème}	26 mois (Juin 2008)	240 000 € ^{(1) (2)}	
Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres par voie d'émission et d'attribution gratuites d'actions nouvelles ou par élévation de la valeur nominale des actions existantes	15 ^{ème}	26 mois (Juin 2008)	Montant disponible des comptes de réserves, primes ou bénéfices existant lors de la décision d'augmentation de capital (1)	

EMISSIONS SANS DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION					
Titres concernés	Source Durée de l'autorisation d'augmentation de capita euros				
Augmentation de capital (actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital)	13 ^{ème}	26 mois (Juin 2008)	240 000 € ^{(1) (2)}		
Augmentation de capital (actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital) réservée à des catégories de personnes	16 ^{ème}	18 mois (Octobre 2007)	120 000 € ⁽¹⁾		

⁽¹⁾ Ce montant s'imputant sur le plafond global de 600 000 euros fixé à la 12ème résolution

⁽²⁾ Ce montant est susceptible d'être augmenté dans la limite du plafond global de 600 000 € en cas de demandes excédentaires (14ème résolution)

EMISSIONS RESERVEES AU PERSONNEL						
Titres concernés Source Ourée de l'autorisation Expiration Caractéristiques						
Attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre	18 ^{ème}	38 mois (Juin 2009)	10 % maximum du capital social au jour de l'attribution			
Augmentation de capital par le biais d'un PEE	20 ^{éme}	26 mois (Juin 2008)	12 000 ⁽¹⁾			

⁽¹⁾ Ce montant s'imputant sur le plafond global de 600 000 euros fixé à la 12^{ème} résolution

Incidence sur la participation dans le capital d'un actionnaire

Un actionnaire de la société détenant actuellement 1% du capital social, soit 20 000 actions de 0,12 euros de valeur nominale, verrait sa part dans le capital final évoluer de la façon suivante :

	% du capital	Nombre total d'actions à créer	Nombre total d'actions
Avant opération sur le capital	1,00	-	2 000 000
Si prise en compte de l'exercice de la totalité des instruments financiers donnant accès au capital :			
- BSPCE (1)		200 000	
- Options de souscriptions d'actions (1)		200 000	
Si prise en compte de la totalité des actions gratuites pouvant être attribuées (2)		200 000	
Capital social pleinement dilué	0,77		2 600 000

⁽¹⁾ Nombre total d'actions à créer calculé sur la base du capital social existant à ce jour.

Incidence sur les droits de vote détenus par un actionnaire

Un actionnaire de la Société détenant actuellement 1% des droits de vote, soit 20 000 droits de vote, verrait le nombre de ses droits de vote évoluer de la façon suivante :

	% droits de vote	Nombre total de droits de vote attachés aux actions à créer	Nombre total de droits de vote		
Avant opération sur le capital	1,00	-	2 000 000		
Si prise en compte de l'exercice de la totalité des instruments financiers donnant accès au capital :					
- BSPCE (1)		200 000			
- Options de souscriptions d'actions (1)		200 000			

⁽²⁾ Nombre total d'actions à créer calculé sur la base du capital social existant au 28 avril 2006, date à laquelle le Directoire a fait usage de l'autorisation consentie par l'assemblée générale mixte du 28 avril 2006 (18ème résolution).

Si prise en compte de la totalité des actions gratuites pouvant être attribuées (2)		200 000	
Capital social pleinement dilué	0,77		2 600 000

- (1) Nombre total de droits de vote attachés aux actions à créer calculé sur la base du nombre de droits de vote existant à ce jour.
- (2) Nombre total de droits de vote attachés aux actions à créer calculé sur la base du nombre de droits de vote existant au 28 avril 2006, date à laquelle le Directoire a fait usage de l'autorisation consentie par l'assemblée générale mixte du 28 avril 2006 (18ème résolution).

Le Directoire de CRM COMPANY GROUP prévoit d'utiliser, partiellement, au cours du dernier trimestre 2006, les délégations financières qui lui ont été consenties par l'assemblée générale mixte du 28 avril 2006 aux termes des $17^{\text{ème}}$, $18^{\text{ème}}$ et $19^{\text{ème}}$ résolutions, pour intéresser au capital les collaborateurs clés de la Société.

A cette occasion, il est rappelé que le Directoire, lors de la réunion du 28 avril 2006, a déjà fait usage de la délégation consentie par l'assemblée générale mixte du 28 avril 2006 aux termes de sa 18^{ème} résolution pour procéder à des attributions gratuites d'actions dans les conditions décrites au paragraphe 21.1.3.3 du présent Document.

Dans le cadre des accords conclus le 23 juin 2006 avec les deux associés dirigeants de la société COCINELLES SARL, qui resteront directeurs de ladite société après l'acquisition, CRM COMPANY GROUP s'est engagée envers chacun des deux associés dirigeants à procéder à leur profit à une attribution gratuite de 2 000 actions de CRM COMPANY GROUP dans les 3 mois suivant la date d'acquisition du contrôle de la société COCINELLES par CRM COMPANY GROUP.

21.1.3 Capital potentiel

21.1.3.1 Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 28 avril 2006 a décidé, aux termes de sa dix-septième résolution, sous la condition suspensive de l'admission des actions de la Société à la cote du marché Alternext d'Euronext Paris SA, d'autoriser le directoire à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des membres du personnel qu'il déterminera parmi les salariés et éventuellement dirigeants de la société soumis au régime fiscal des salariés, des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société à émettre à titre d'augmentation de son capital.

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 28 avril 2006 a décidé que les bons consentis en vertu de cette autorisation ne pourront donner droit à un nombre total d'actions supérieur à 10 % du capital social, ce plafond étant déterminé lors de la première utilisation par le Directoire de la présente délégation par rapport au capital social existant à cette date ; étant précisé que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond global de 600 000 euros mentionné au paragraphe 21.1.2.1. ci dessus du présent document de base.

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 28 avril 2006 a décidé que le prix à payer lors de l'exercice des bons sera fixé par le Directoire le jour où les bons seront attribués, étant précisé que ce prix devra être au moins égal au plus élevé des montants suivants :

- soit le prix d'émission des titres de toute augmentation de capital réalisée par la Société dans les 6 mois précédant l'attribution des bons ;
- soit la moyenne des cours de clôture des 20 dernières séances de bourse précédant la date d'attribution des bons ;

Cette autorisation, consentie pour une durée de 12 mois à compter du 28 avril 2006, n'a pas été utilisée à la date du présent document de base.

21.1.3.2 Options de souscription d'actions

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 28 avril 2006 a décidé, aux termes de sa dixneuvième résolution, d'autoriser le directoire à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des membres du personnel qu'il déterminera parmi les salariés et éventuellement les mandataires sociaux de la société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L. 225-180 1° du Code de commerce, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société à émettre à titre d'augmentation de son capital, ainsi que des options donnant droit à l'achat d'actions de la société provenant de rachats effectués par la société dans les conditions prévues par la loi.

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 28 avril 2006 a décidé que les options de souscription et les options d'achat consenties en vertu de cette autorisation ne pourront donner droit à un nombre total d'actions supérieur à 10 % du capital social, ce plafond étant déterminé lors de la première utilisation par le Directoire de la présente délégation par rapport au capital social existant à cette date ; étant précisé que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond global de 600 000 euros mentionné au paragraphe 21.1.2.1. ci dessus du présent document de base.

Conformément aux dispositions légales, l'assemblée générale mixte du 28 avril 2006 a décidé que le le prix à payer lors de l'exercice des options de souscription ou d'achat d'actions sera fixé conformément à la loi par le Directoire le jour où les options seront consenties.

Cette autorisation, consentie pour une durée de 38 mois à compter du 28 avril 2006, n'a pas été utilisée à la date du présent document de base.

21.1.3.3 Attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 28 avril 2006 a décidé, aux termes de sa dix-huitième résolution, d'autoriser le directoire à procéder, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la Société qui répondent aux conditions fixées par la loi ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-197-2 du Code de Commerce, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société.

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 28 avril 2006 a décidé que le nombre total d'actions attribuées gratuitement en vertu de cette autorisation ne pourra être supérieur à 10 % du capital social, ce plafond étant déterminé lors de la première utilisation par le Directoire de la présente délégation par rapport au capital social existant à cette date.

Cette autorisation, consentie pour une durée de 38 mois à compter du 28 avril 2006, a été utilisée comme suit à la date du présent document de base.

Faisant usage de cette autorisation, le Directoire, dans sa séance du 28 avril 2006, a décidé de procéder à des attributions gratuites et a mis en place un premier plan d'attribution gratuite d'actions à créer.

Aux termes de ce premier plan, le Directoire a attribué gratuitement 39 000 actions à créer au profit de 5 salariés de THE CRM COMPANY MARKETING SERVICES, sa filiale à 100%, en fixant à 2 ans la période d'acquisition ainsi que la période de conservation.

21.1.4 Titres non représentatifs du capital

Il n'existe pas d'actions non représentatives du capital.

21.1.5 Titres propres détenus par la Société ou par les sociétés du Groupe

Il n'existe pas d'actions d'autocontrôle.

21.1.6 Autres titres donnant accès au capital

Il n'existe pas d'autres titres, de quelque nature que ce soit, donnant accès au capital.

21.1.7 Droits d'acquisition et/ou obligations attachés au capital émis mais non libéré et engagement d'augmentation du capital

Néant.

21.1.8 Informations relatives au capital des sociétés du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

Néant

21.1.9 Tableau d'évolution du capital de la Société au 31 décembre 2005 au cours des trois dernières années

Date	Nature de l'opération	Apports et Augmentations du capital	Prime d'émission et d'apport	Réserve indisponible	Nombre d'actions avant	Nombre d'actions après	Nominal de l'action	Capital social
23/11/01	Apport en numéraire lors de la constitution	100 000	0		0	10 000 000	0,01	100 000
17/04/02	Augmentation de capital par apport en numéraire	100 000	50 000		10 000 000	20 000 000	0,01	200 000
28/04/06	Regroupement des actions	0	0		20 000 000	2 000 000	0,10	200 000
28/04/06	Augmentation de capital par incorporation de prime	40 000	0		2 000 000	2 000 000	0,12	240 000

21.1.10 Evolution de l'actionnariat

	Situation au 31/12/2003		Situation au 31/12/2004			Situation au 31/12/2005			Situation au 30 juin 2006			
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote
B.Frey	4.999.998	24.99	24.99	4.999.998	24.99	24.99	4.999.998	24.99	24.99	498 998	24.94	24.96
P.Josselin	4.999.997	24.99	24.99	4.999.997	24.99	24.99	4.999.997	24.99	24.99	498 998	24.94	24.96
A.Bello	1	-	-	1	-	-						
H.Robert	1	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-
F.Lamotte	1	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-
M.Josselin	1	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-
E.Frey	1	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-
Futura Inv SA ⁽¹⁾	3.333.333	16.66	16.66	3.333.333	16.66	16.66	3.333.333	16.66	16.66	333.333	16.66	16.67
International Marketing Inv SA ⁽²⁾	6.666.667	33.33	33.33	6.666.666	33.33	33.33	6.666.666	33.33	33.33	666.666	33.33	33.35
E.Noblet							1	-	-	2.001	0.1	0.05
TOTAL	20.000.000	100	100	20.000.000	100	100	20.000.000	100	100	2.000.000	100	100

⁽¹⁾ Futura Inv. SA est une société fermée, de droit luxembourgeois dont le siège social est situé 117 route d'Arlon – L-8009 STRASSEN, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 86.985

Ces deux sociétés qui prennent des participations dans des entreprises en private equity au stade d'amorçage, ont chacune pour actionnaires cinq personnes physiques résidant au Luxembourg.

Messieurs Bertrand FREY et Pascal JOSSELIN n'ont, directement ou indirectement, aucun lien juridique ou capitalistique avec Futura Inv. SA et International Marketing Inv. SA, ni aucun lien juridique ou mandat avec les cinq personnes physiques actionnaires de ces sociétés.

21.2 ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS

21.2.1 Objet social (article 3 des statuts)

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

⁽²⁾ International Marketing Inv. SA est une société fermée, de droit luxembourgeois dont le siège social est situé 117 route d'Arlon – L-8009 STRASSEN , immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 86.986

- Conseil en marketing, communication, bases de données et gestion de la relation client.

En outre, la Société pourra :

- Prendre toutes dispositions dans toutes sociétés ou dans tous groupements français ou étrangers, créés ou à créer ;
- Et généralement, faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement à l'objet social, lui être utiles ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, le tout sous réserve de la réglementation applicable à la société compte tenu de son objet.

21.2.2 Exercice social (article 21 des statuts)

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

21.2.3 Siège social (article 2 des statuts)

29 Cité d'Antin - 75009 PARIS.

21.2.4 Dispositions des statuts, d'une charte ou d'un règlement de la Société concernant les membres du Conseil de surveillance

Cette information figure au paragraphe 16 – « Fonctionnement des organes d'administration et de direction » du présent document de base.

21.2.5 Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions

Les actions composant le capital de la Société sont toutes de même catégorie.

Forme des actions (article 8 des statuts)

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société font l'objet d'un enregistrement auprès d'un dépositaire central. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables.

La Société a la faculté de demander, à tout moment, dans les conditions prévues à l'article L. 228-2 du Code de Commerce l'identification des détenteurs de titres au porteur.

Cession et transmission des actions (article 9 des statuts)

- 9.1 Toute cession d'actions s'effectue conformément à la loi. Tous les frais résultant de la cession sont à la charge du cessionnaire.
- 9.2 Les actions sont librement cessibles entre actionnaires.
- 9.3 Les actions sont également librement cessibles au profit de tous tiers.
- 9.4 La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Droits et obligations attachés aux actions (article 10 des statuts)

Les droits et obligations attachés à l'action suivent celle-ci, dans quelque main qu'elle passe et la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir et, le cas échéant, la quote-part des réserves et des provisions.

Ainsi que celle des décisions des assemblées générales d'actionnaires.

En plus du droit de vote, que la loi attache aux actions, chacune d'elles donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices, et dans le boni de liquidation à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes.

21.2.6 Modification des droits des actionnaires

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions ou valeurs mobilières pour exercer un droit quelconque, les actionnaires ou titulaires de valeurs mobilières font leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions ou de valeurs mobilières nécessaire.

La société a la faculté d'exiger le rachat, dans les conditions prévues à l'article L.228-19 du Code de Commerce, soit de la totalité de ses propres actions à dividende prioritaire sans droit de vote, soit de certaines catégories d'entre elles, chaque catégorie étant déterminée par la date de son émission.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Sauf convention contraire notifiée à la Société, le droit de vote appartient aux usufruitiers dans les assemblées générales ordinaires et aux nus-propriétaires dans les assemblées générales extraordinaires.

Les héritiers, créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées d'actionnaires.

La propriété de l'action entraîne, ipso facto, l'approbation par le titulaire des présents statuts.

21.2.7 Assemblées générales (article 20 des statuts)

Les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires, statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement, exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

Les assemblées générales sont convoquées par le directoire ou le conseil de surveillance dans les conditions prévues par la loi.

Les assemblée d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu, en France métropolitaine ou sur le territoire métropolitain d'un autre Etat membre de l'Union Européenne, précisé dans l'avis de convocation.

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an dans les six mois de la clôture de l'exercice ; ce délai peut être prolongé à la demande du directoire par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

Le droit de participer aux assemblées est subordonné à l'inscription de l'actionnaire sur les registres de la Société. Tout actionnaire peut également voter par correspondance selon les modalités fixées par la loi et les règlements.

Les actionnaires peuvent, sur décision du directoire, participer aux assemblées par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil de surveillance ou, en son absence, par le vice-président. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président. En cas de convocation par les commissaires aux comptes ou par un mandataire de justice, l'assemblée est présidée par celui ou l'un de ceux qui l'ont convoquée.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptant, qui disposent du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiés par le président ou le vice-président du conseil de surveillance ou par un membre du directoire. Ils peuvent également être certifiés par le secrétaire de l'assemblée.

21.2.8 Dispositions des statuts, d'une charte ou d'un règlement de la Société qui pourraient avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle

Il n'existe pas, dans les statuts de la Société, de disposition qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle.

21.2.9 Franchissements de seuils (article 9.5 des statuts)

Toute personne, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, (i) une fraction du capital ou des droits de vote égale à 3 % ou tout multiple de ce pourcentage ainsi que (ii) le vingtième, le dixième, les trois vingtièmes, le cinquième, le quart, le tiers, la moitié, les deux tiers, les dix-huit vingtièmes ou les dix neuf vingtièmes du capital ou des droits de vote, est tenue dans les cinq jours de bourse suivant le jour de la négociation des titres indépendamment de leur livraison qui lui permettent d'atteindre ou de franchir ce seuil, de déclarer à la Société, par lettre recommandé AR, le nombre total des actions et le nombre des droits de vote qu'elle possède. Cette déclaration sera effectuée dans les conditions ci-dessus chaque fois que les seuils susvisés seront franchis en hausse ou en baisse.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées de droit de vote dans les conditions prévues par la loi, dans la mesure où un ou plusieurs actionnaire(s) détenant 3% au moins du capital ou des droits de vote en font la demande lors de l'assemblée.

A l'obligation d'information ci-dessus, s'ajoutent les obligations qui pourraient être mises à la charge de la personne venant à franchir l'un de ces seuils au titre des dispositions du Code de Commerce, du

Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers ou des Règles d'Euronext applicables au marché sur lequel les titres émis par la Société sont inscrits à la date de la transaction.

21.2.10 Modification du capital et des droits de vote attachés aux actions

Les modifications du capital et des droits de vote attachés sont réglées par les dispositions légales, les statuts de la Société ne prévoyant pas de dispositions particulières en la matière.

22 CONTRATS IMPORTANTS

La Société n'a conclu aucun contrat important (autre que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires) au cours des deux années précédant la date du présent document de base.

23 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS

Néant.

24 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Pendant la durée de validité du présent Document, les documents suivants (ou copie de ces documents) peuvent être consultés au siège social de CRM COMPANY GROUP, 29 Cité d'antin – 75009 Paris :

- l'acte constitutif et les statuts de la Société;
- tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluation et déclarations établies par un expert à la demande de la Société, dont une partie est incluse ou visée dans le présent document de base,
- les informations financières historiques de la Société pour chacun des deux exercices précédant la publication du présent document de base.

Les documents ci-dessus peuvent être concultés, sur support physique ou par voie électronique.

25 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Cette information figure au paragraphe 7.2 – « Présentation des sociétés du Groupe » du présent document de base.

[INSERT LOGO]